

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES BANQUES AUSTRALIENNES

Étude historique et économique

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 28 mai 1914, à 3 heures

PAR

J. DEROUX

Président : M. P. BEAUREGARD.

*Suffragants : { MM. FERNAND FAURE, } professeur.
PERREAU, }*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1914

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES BANQUES AUSTRALIENNES

Étude historique et économique

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le jeudi 28 mai 1914, à 3 heures



PAR

J. DEROUX

Président : M. P. BEAUREGARD.

Suffragants : { MM. FERNAND FAURE, } professeurs.
PERREAU, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1914



Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

L'histoire des banques australiennes peut se diviser en quatre périodes :

La première, qui va jusqu'à la découverte de l'or, est caractérisée par le manque d'activité industrielle et commerciale. L'Australie est exclusivement un pays agricole, et les banques sont peu nombreuses et ne font pas un gros chiffre d'affaires.

A partir de 1852, après la découverte de l'or, il semble que la fièvre se soit étendue aux banques, qui se multiplient et font de nombreuses affaires, en s'adonnant spécialement aux opérations de change qui prennent un grand développement, conséquence des exportations d'or. Les banques, à partir de ce moment, traversent une ère de prospérité grandissante, pendant laquelle beaucoup d'entre elles se laissent aller à pratiquer des opérations hasardeuses, spécialement des opérations foncières qui immobilisent leurs capitaux. Ce temps de prospérité va jusqu'en 1891-1892.

En 1893 éclate la grande crise bancaire, précédée elle-même d'une crise foncière. Quelques établissements sombrent dans la débâcle, un grand nombre doivent se reconstituer, et peu sortent sans dommages. De plus la

situation économique devient mauvaise, par suite de la sécheresse, et, pendant dix années, les banques ne font que végéter, obligées qu'elles sont de demander de nouvelles concessions à leurs créanciers et incapables de réaliser des bénéfices suffisants pour consolider leur position.

A partir de 1903, la situation économique redevient favorable, et les banques trouvent alors l'occasion de travailler d'une manière efficace à leur relèvement. Toutefois, à l'heure actuelle, toutes traces de la crise de 1893 ne sont pas effacées puisqu'il y a encore six banques qui n'ont pas réussi à liquider complètement le passif de la crise.

Jusqu'à une époque récente, le régime bancaire était essentiellement libéral, et comportait pour les banques le droit d'émettre des billets.

Mais les Etats australiens se sont fédérés en 1900, et depuis cette époque, le gouvernement est resté entre les mains des socialistes. Ceux-ci avaient, dès l'origine, à leur programme l'établissement d'une banque d'Etat, et l'institution d'une émission fédérale. Ces deux réformes furent votées en 1910 et 1911. Actuellement il y a donc une banque fédérale qui fonctionne depuis un an. Mais cette banque n'est pas une banque d'émission. L'émission reste entre les mains du trésorier fédéral. Les banques retirent le plus rapidement possible leurs billets de la circulation, car une taxe de 10 0/0 est imposée sur le montant de la circulation.

Telle est brièvement résumée l'histoire des banques

australienues. Les divisions de notre étude correspondent à chacune de ces périodes : le premier chapitre est préliminaire. Le second va jusqu'à la découverte de l'or, qui fait l'objet du troisième chapitre. Le quatrième conduit jusqu'à la crise de 1893, à laquelle est consacré le cinquième. Le sixième chapitre montre le relèvement pénible de la crise, le septième nous conduit à l'époque actuelle. Enfin les deux derniers chapitres sont consacrés : l'un aux récentes réformes : émission fédérale et *Commonwealth Bank*, l'autre, à une description des opérations des banques australiennes dans ce qu'elles peuvent avoir de particulier.

Nous avons à témoigner notre reconnaissance au maître André Liesse, qui a bien voulu nous aider de ses précieux avis et de ses conseils dans l'élaboration de notre travail. Nous devons, en outre, nos remerciements aux nombreuses personnes qui ont bien voulu nous aider dans nos recherches. Tout d'abord, grâce à la recommandation de M. Ernest-Picard, secrétaire général de la Banque de France, nous avons obtenu auprès de MM Goumain-Cornille et Llewelyn, du Comptoir d'Escompte, des renseignements d'autant plus précieux que cet établissement de crédit est la seule banque étrangère à l'Angleterre qui ait des agences en Australie.

M. Lefebvre, secrétaire général du Crédit Lyonnais, a bien voulu également nous autoriser à consulter les documents que possédait cet établissement.

M. Fleury, secrétaire de l'Union textile, nous a mis en

relations avec MM. Deloche, de la maison Seydoux, Wenz, de la maison Wenz et Cie à Reims, et Noyelle, du syndicat des peigneurs de laine à Roubaix, qui nous ont fourni les éléments de l'étude que nous avons consacrée au chapitre IX aux règlements des achats de laine.

Nous avons encore trouvé à nous renseigner auprès de la section australienne de la Chambre de commerce britannique (9, rue des Pyramides), ainsi que dans les offices londoniens de l'Etat de Nouvelle Galles du Sud et de la Fédération australienne, qui nous ont adressé gracieusement les annuaires statistiques d'où nous avons extrait les chiffres qui figurent dans les derniers chapitres. De même les directeurs de la *Commonwealth Bank* et de la *Bank of Adelaide* à Londres ont bien voulu nous communiquer d'intéressants renseignements.

Enfin M. Vinet, de l'Union coloniale, a obtenu du *Royal Colonial Institute* de Londres quelques chiffres qui nous manquaient.

Grâce à ces concours, nous pensons avoir réussi à mener à bien notre travail, en dépit des difficultés qu'il présentait, par suite de l'absence d'ouvrage traitant la question dans son ensemble, et nous espérons qu'il pourra être de quelque utilité pour ceux qu'intéressent les questions de banque.

CHAPITRE PREMIER

ÉTAT ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE DE L'AUSTRALIE AU MOMENT DE L'APPARITION DES BANQUES (1).

1° Etat monétaire.

Nouvelle Galles du Sud. — L'Australie proprement dite (2) (ancienne Nouvelle Hollande) se compose de 7 colonies : Nouvelle Galles du Sud, Victoria, Queensland, Australie du Sud, Australie de l'Ouest, Australie du Nord et Tasmanie. Chacune de ces colonies forme un Etat indépendant, sauf l'Australie du Nord qui fut rattachée successivement à la Nouvelle Galles du Sud, puis, en 1863, par lettres patentes, à l'Australie du Sud, et est enfin devenue territoire fédéral depuis le 1^{er} janvier 1911. Les Etats australiens sont en effet fédérés depuis 1900 et forment le

(1) D'après les ouvrages suivants :

a) David Collins, *Account of the English Colony in New South Wales*, Londres, 2 vol. in 4° (1798 à 1802, 1802 à 1804).

b) Robert Chalmers, *A History of Currency in the British colonies*, London, 1 vol. in-8°, 1893 (Un art. de M. Raffalovitch, dans l'*Economiste français*, en fait un compte rendu. Voir : *Ec. fr.*, 10 juin 1893).

c) Edwin Brett, *The History and development of Banking in Australasia* (*Journal of the Institute of Bankers*, Part. I, vol. IV, janvier 1883, Londres).

d) *Annuaire statistique australiens*.

(2) On désigne sous le nom d'Australasie : l'Australie proprement dite, plus la Nouvelle Zélande.

Commonwealth of Australia. La plus ancienne colonie est la Nouvelle-Galles du Sud dont se séparèrent l'Australie du Sud en 1834, Victoria en 1851, Queensland en 1859. L'île de Tasmanie (ancienne Terre de Van-Diemen) et l'Australie de l'Ouest furent colonisées d'une façon distincte, la première en 1825, la seconde en 1829.

L'histoire de l'Australie primitive se confond donc avec l'histoire de la colonie-mère de l'Australie : la Nouvelle-Galles du Sud, dont la fondation fut décidée en 1787 par Viscount Sydney, secrétaire d'Etat des colonies. Dans le but d'y installer une colonie pénitentiaire, il envoya une flotte de 11 vaisseaux dont six transports ayant à bord 756 déportés des deux sexes.

Cette flotte était commandée par le capitaine Phillip, et Mr. David Collins, dont les rapports forment la première histoire de l'Australie, accompagnait l'expédition en qualité de *Judge-Advocate*. La flotte était envoyée à destination de Botany-bay (où avait abordé le capitaine Cook); mais arrivé là, le capitaine Phillip jugea l'endroit impropre à un établissement, et remonta jusqu'à Port-Jackson, rade de Sydney. Il y débarqua le 26 janvier 1788. Le 7 février suivant, il proclamait la colonie. Les colons libres ne tardèrent pas à suivre les *convicts*, et en 1795, le gouverneur Hunter arriva avec quelques colons libres qui se livrèrent aux travaux agricoles, explorèrent le pays, découvrirent du charbon et rencontrèrent un troupeau de 60 têtes de bétail, descendants d'animaux abandonnés par des colons inconnus qui les avaient précédés. Ce furent là

les premiers indices des futures richesses pastorales et minérales de l'Australie. En 1818, un vaisseau privé, chargé de marchandises, aborda à Port Jackson. Il était commandé par M. Robert Campbell, un des propriétaires, qui fonda, dès cette époque, une maison commerciale qui devait devenir une des plus importantes de la colonie et à laquelle le nom de *Campbell* resta attaché (1).

En 1800, le gouverneur Hunter fut rappelé en Angleterre et remplacé par le gouverneur Philip Gidley King. La population totale de la colonie atteignait alors 5.000 à 6.000 âmes. Des conflits ne tardèrent pas à s'élever entre le gouverneur et la force militaire qui gardait les *convicts*. Les officiers avaient trouvé dans le commerce des boissons alcooliques un moyen de se procurer de bons profits. Ils en faisaient venir de grandes quantités et quelques-uns, même, au mépris des ordres du gouvernement, avaient installé des distilleries. Ils revendaient ensuite l'alcool en détail à gros bénéfice, ou plus souvent, l'échangeaient contre les marchandises dont ils avaient besoin. L'alcool devint ainsi un instrument d'échange, grâce à la pénurie d'autre monnaie. Ce fut le régime de la *rum currency*, ainsi que l'ont baptisé les historiens australiens. Ces abus se multiplièrent et le gouverneur dut interdire tout débarquement de vin ou de liqueurs fortes. A partir de ce moment, ce fut une lutte permanente entre les gouverneurs et les officiers qui ne voulaient pas cesser leurs pratiques.

(1) Edwin Brett, *op. cit.*

Le conflit dégénéra en révolte lorsque le gouverneur Bligh prétendit interdire à tous, sans exception, de se servir des liqueurs fortes comme instrument d'échange, et, à la suite d'un incident provoqué par un de ses officiers : le capitaine Mac' Arthur, le major Johnston qui commandait les troupes, fit emprisonner le gouverneur et prit la direction des affaires de la colonie. Le gouvernement anglais dut envoyer le lieutenant général Macquarie pour réprimer les troubles. Par une action énergique, celui-ci put rétablir l'ordre, et prit des mesures pour abolir le régime de la *rum currency*. Pendant ce temps le capitaine Mac' Arthur, le même qui avait provoqué le coup de main du major Johnston, avait obtenu une concession de 10.000 acres, et avait acclimaté des moutons mérinos espagnols pour la première fois en Australie. Ce fut là l'origine de la principale production de la colonie.

Toutefois la *rum currency* n'était pas la seule monnaie qui circulait. Mais malgré le peu d'importance des transactions commerciales, la petite quantité de monnaie qui avait pu être importée par les colons militaires ou libres était tout à fait insuffisante. Le troc se pratiquait sur une vaste échelle, et on utilisait toutes les monnaies que les circonstances pouvaient amener dans le pays. Ces monnaies consistaient principalement en dollars espagnols (la monnaie universelle de l'époque), avec quelques roupies et un peu de monnaie hollandaise. Mais la monnaie véritable consistait dans les reçus de marchandises (*store receipts*) délivrés par le gouvernement. Ces reçus de mar-

chandises étaient convertibles au pair, à certaines époques, en traites sur la Trésorerie de Londres. Ils passaient de main en main, et constituaient une véritable monnaie de papier. Enfin les particuliers prirent l'habitude de faire circuler des billets à ordre qu'ils émettaient eux-mêmes. Ainsi la monnaie fiduciaire se développait plus rapidement que la monnaie métallique. Malgré les difficultés que lui causaient les guerres européennes, l'Angleterre put envoyer un vaisseau : le *Purpose* qui amena une certaine quantité de cuivre (pour £ 550 seulement). Cette monnaie fut mise en circulation pour le paiement des fournitures de grain et de fourrage.

Une proclamation fut émise le 17 novembre 1800, par laquelle la valeur de la pièce d'une once était fixée à 2 d. Elle fixait en même temps les valeurs de toutes les espèces circulant dans la colonie, établies par le tableau suivant :

Tableau des espèces ayant cours en Nouvelle-Galles du Sud (1).

	Valeur		
	£	sh.	d.
1 Guinée	1	2	0
1 Johanna	4	0	0
1 Demi Johanna	2	0	0
1 Ducat	0	9	6
1 Mohur	1	17	6
1 Pagode	0	8	0

(1) Ce tableau est tiré de l'ouvrage de David Collins et cité par Edwin Brett et Robert Chalmers.

1 Dollar espagnol	0	5	0
1 Roupie	0	2	6
1 Guilder hollandais	0	2	0
1 Shilling anglais	0	1	1
1 Pièce de cuivre d'une once.	0	0	2
1 Pièce de cuivre d'1/2 once.	0	0	1
1 Pièce de cuivre d'1/4 once.	0	0	0 1/2

Il était dit que, dès que la monnaie de cuivre circulerait d'une façon suffisamment abondante, la circulation des billets à ordre (*promissory notes*) des particuliers serait interdite. Enfin la nouvelle monnaie de cuivre recevait cours légal jusqu'à concurrence de £ 5 (soit 37 livres 1/2 en poids).

Dans le tableau ci-dessus, les valeurs étaient fixées d'une façon arbitraire, spécialement en ce qui concerne le dollar espagnol, la principale monnaie alors en circulation, qui était tarifé bien au-dessus de sa valeur réelle.

Malgré la nouvelle monnaie de cuivre, les billets à ordre continuèrent à circuler, et plusieurs proclamations (voir R. Chalmers, *op. cit.*) vinrent en réglementer l'usage. Après avoir essayé de les interdire, le gouverneur Macquarie décréta le 30 juin 1810 que tout billet au-dessous de £ 5 devrait être imprimé, et édicta des mesures sévères contre les fraudes, qui étaient fréquentes. Enfin il fit venir 10.000 dollars de l'Inde, par le vaisseau *Samarang*.

Afin d'en empêcher l'exportation, en même temps que pour les rendre mieux adaptés aux besoins, il les fit frap-

per et estampiller, après avoir séparé, à l'emporte-pièce, la partie centrale de chaque dollar qui était ainsi converti en deux pièces distinctes : l'une, appelée *dump* (palet) valant 15 pences; l'autre percée au centre, appelée *holey dollar* (1) dont la valeur était de 5 sh. Cette monnaie pouvait être présentée tous les deux ans au Trésor qui donnait en échange, comme pour les *store receipts*, des traites sur l'Angleterre; ceci avait pour but de la maintenir à la valeur fixée. Il était interdit à tout capitaine de vaisseau, sous une peine de £ 200, d'exporter ou de laisser exporter la nouvelle monnaie d'argent. Enfin, l'interdiction d'émettre des billets à ordre était renouvelée.

Le facteur influant sur la circulation locale était le Gouvernement, qui était le principal consommateur. Il payait les marchandises qu'il achetait soit en bons du Trésor, soit en monnaie courante (cuivre ou coupures d'argent) qu'il échangeait à certaines époques contre les traites sur Londres payables en monnaie sterling dont nous avons parlé. En conséquence la monnaie sterling restait la mesure monétaire, mais comme le Gouvernement vendait ses traites à un taux exagéré, les monnaies métalliques (dollars, roupies, monnaie de cuivre du *Purpose*) circulaient bien au-dessus de leur valeur réelle par rapport à la monnaie anglaise, qui était ainsi chassée d'avance (Même en tenant compte de la prime attribuée,

(1) Jeu de mots : *holey* troué, *holy* sacré; Edwin Brett dit que la grande pièce fut dignifiée (*dignified*) du nom de *holey dollar*.

dans le tableau cité, à la pièce de 1 sh. qui était évaluée à 1 sh. 1 d.).

La principale de ces monnaies : le dollar espagnol, circulait à la valeur nominale de 5 sh. sterling, c'est-à-dire à près de 16 $\frac{2}{3}$ au-dessus de sa valeur réelle.

Malgré les interdictions, les billets à ordre des particuliers continuèrent à circuler, et les ordonnances des 27 novembre 1813, puis des 23 et 25 novembre 1816 essayèrent d'interdire les « cercles de circulation » qui se formaient pour leur négociation. Toutes ces interdictions restaient vaines, en raison de la pénurie de monnaie qui rendait impérieuse la nécessité de trouver des moyens d'y suppléer.

Cette pénurie de monnaie s'explique aisément, comme le fait remarquer Edwin Brett, si l'on se souvient que, pendant cette période (de 1800 à 1815), l'Angleterre était engagée dans une gigantesque guerre européenne, et que, pour conserver la maîtrise de la mer, elle devait abandonner à leur sort ses colonies lointaines. Comme, d'autre part, l'Australie n'exportait que fort peu, et était obligée d'importer la plupart des produits dont elle avait besoin, les espèces métalliques étaient exportées. Mais, après 1815, les guerres étaient terminées, l'Europe était en paix, et l'Angleterre put enfin s'occuper de sa jeune colonie. On chercha à favoriser l'émigration en Australie, et à mettre en valeur les richesses naturelles du pays. En raison du développement qui s'était produit malgré les circonstances peu favorables, la nécessité se faisait sentir d'un outil

financier indispensable à tout progrès économique, c'est-à-dire d'une banque. Cette banque fut fondée en 1817 à Sydney : ce fut la Banque de Nouvelle Galles du Sud, qui est encore à l'heure actuelle une des plus florissantes, et qui va avoir bientôt un siècle d'existence.

Grâce à l'émission des billets de la nouvelle banque, on put arriver à restreindre d'abord, puis à empêcher l'émission des billets à ordre des particuliers.

Toutefois l'Australie était encore loin de trouver son équilibre monétaire. La monnaie dominante était toujours le dollar espagnol, qui circulait légalement bien au-dessus de sa valeur, et qui, ainsi, chassait les monnaies cotées trop bas, dont la monnaie sterling. Cette situation fut encore aggravée par la réglementation de Sir Thomas Brisbane, qui, dans le but de supprimer complètement les billets des particuliers et même le troc qui se pratiquait encore, voulut faire du dollar espagnol, dont il était grand admirateur, la base de la circulation métallique dans les colonies.

Il fit venir de l'Inde \$ 400.000 (d'après R. Chalmers, qui s'appuie sur une lettre du 15 août 1826 du président de la chambre du commerce). Ces dollars étaient mis en circulation par l'administration coloniale, pour le paiement des approvisionnements, au taux légal de 5 sh. par dollar. Les droits coloniaux et les fermages du gouvernement étaient reçus dans cette monnaie au même taux. Le gouvernement cessait l'émission de ses bons du Trésor et des *store receipts* et une circulation métallique

s'établît. Nous savons que le gouvernement, à certaines époques, émettait des traites sur l'Angleterre, payables en monnaie sterling. Mais au lieu de les émettre pour leur valeur légale, c'est-à-dire à 5 sh. pour 1 dollar, comme il le faisait lorsqu'il les échangeait contre les *store receipts*, le gouvernement les vendit au cours public. Aussi, comme le cours légal du dollar était supérieur à sa valeur réelle, les traites du gouvernement firent des primes allant de 2 1/2 à 5 0/0, jusqu'à 25 0/0 en mai 1823, ce qui mettait le dollar à 4 sh. sterling. En même temps le gouvernement prenait des mesures pour prohiber le troc ainsi que pour retirer de la circulation les anciennes pièces (*dumps* et *holey dollars*) émises en 1813.

Ce système, que l'on appela le *dollar system*, fut encore aggravé par de nouveaux règlements. En février 1823 le gouverneur décida que :

a) Le dollar espagnol serait pris en paiement des droits coloniaux, estimé en monnaie sterling, au plus haut cours auquel il aurait été reçu dans les dernières offres faites au commissariat de l'Administration coloniale.

Le Trésor prenait donc les dollars pour une valeur variable.

b) En conséquence de cette mesure, les comptes des officiers maritimes et des trésoriers coloniaux seraient faits en dollars et cents.

c) Les traitements et salaires imputables sur les revenus de la colonie seraient payés en dollars au taux de 5 dollars par £ (c'est-à-dire que le dollar était donné pour 4 sh.).

La monnaie de cuivre circulait au taux de 1 cent pour chaque demi-penny. Ce qui n'empêchait pas le gouvernement de continuer à payer ses achats en dollars estimés à la valeur légale de 5 sh. pour 1 dollar.

En sorte que le gouvernement donnait le dollar au taux de :

- a) 5 sh. pour payer ses achats.
- b) De 4 sh. 8 d. pour la solde des troupes.
- c) 4 sh. pour le paiement des traitements des officiers publics.

Par contre, il ne le reprenait qu'à un cours variable, et la Banque ne l'acceptait que pour 4 sh.

Le *dollar system* devint intolérable, et les nouvelles mesures, jointes à la suppression du taux avantageux auquel les traites sur l'Angleterre étaient émises autrefois (5 sh. pour un dollar), suppression provenant de la négociation de ces traites au cours public du change, excita le plus grand mécontentement dans la colonie.

On réclamait le retour à l'ancien système dans lequel les *store receipts* étaient donnés en paiement, puis échangés au cours légal de 5 sh. pour un dollar. On tint des réunions publiques de protestation, une commission fut nommée. Mais Sir Brisbane s'obstinait dans ses erreurs, et la monnaie britannique était presque totalement absente de la colonie. D'après R. Chalmers, elle ne dépassait pas £ 400 environ.

Enfin en 1825, le gouvernement impérial intervint pour introduire la monnaie d'argent britannique. Un

règlement du 11 février 1825 mit un terme à la variété des cours du dollar espagnol, en le fixant à 4 sh. 4 d. (ce qui était encore un cours trop élevé de 4 o/o environ). Il décidait qu'à l'avenir tous les engagements devraient être réglés soit en monnaie d'argent anglaise, soit en dollars espagnols au cours de 4 sh. 4 d., à la volonté du débiteur, et que « tous les engagements contractés avant la date prévue pour l'application des nouvelles mesures, devraient être réglés et liquidés au taux de 17 sh. 4 d. pour £ 1 du montant nominal de la dette, et payables soit en monnaie d'argent britannique, soit en dollars estimés 4 sh. 4 d. chacun. Par ce moyen, une dette déjà contractée serait liquidée par le même nombre de dollars que maintenant.

Cette mesure fut cordialement accueillie, mais si elle eut l'avantage de supprimer la variété des cours du dollar, elle fut inefficace pour maintenir en circulation les £ 55.000 en monnaie d'argent qui furent importés d'Angleterre, car le dollar espagnol restait encore estimé trop haut.

Il fallut que l'initiative privée prit sur elle d'imposer la seule mesure qui pouvait être efficace : le 23 novembre 1829 se tint une réunion des commerçants de Sydney, où ceux-ci décidèrent de ne plus recevoir le dollar espagnol qu'à la valeur de 4 sh. 2 d. et la roupie à 1 sh. 9 d. Dans la suite, ils abaissèrent encore la valeur du dollar à 4 sh. L'effet de cette convention ne tarda pas à se faire sentir : la monnaie espagnole émigra à Maurice, et la

monnaie anglaise apparut, « malgré les gouvernements aussi bien impérial que colonial » (R. Chalmers). En 1832, les banques avaient déjà en caisse £ 100.000 en monnaie britannique, tandis que £ 30.000 étaient en circulation. La colonie toutefois souffrit encore du manque de monnaie, et il faut arriver à la découverte de l'or et à l'époque de l'ouverture de la succursale de la Monnaie royale à Sydney (en 1851) pour voir cesser les embarras monétaires.

Les autres colonies qui, à l'origine, se constituèrent indépendamment de la Nouvelle Galles du Sud, furent la Tasmanie et l'Australie de l'Ouest.

Tasmanie. — Le régime monétaire primitif de la Tasmanie fut semblable à celui de la Nouvelle Galles du Sud, ce qui s'explique par le voisinage. R. Chalmers rapporte qu'en 1835, au *Committee* du Conseil législatif, M. Gellibrand exposait qu'à l'origine de la colonie et pendant plusieurs années, la circulation générale consistait en billets de particuliers libellés en dollars, et que ces billets souvent, ne dépassaient pas 6 d. Le dollar espagnol circulait à la valeur de 5 sh. dans les transactions commerciales ; on payait les fonctionnaires publics avec cette monnaie à raison de 4 sh., les soldats, pour 4 sh. 2 d., et le shériff ne le recevait que pour 4 sh. (1). En 1826 le Conseil passa l'*Act n° 3* du 7 *Géo.* 4, qui interdisait l'émission des billets de particuliers inférieurs à 20 sh. et fixait le cours

(1) Cf. Nouvelle Galles du Sud, p. 14 et 15.

du dollar à 4 sh. 4 d., le taux erroné qui avait été proposé par la législature impériale (voir p. 16). La situation était donc la même qu'en Nouvelle Galles du Sud, et si la monnaie de papier put se trouver réduite, elle était remplacée non pas par la monnaie britannique, mais par le dollar espagnol. Ce ne fut qu'en 1842, c'est-à-dire près de 13 ans après la Nouvelle Galles du Sud, que la Tasmanie fut dotée de l'*Act 6 Vict. c. 7*, « pour abolir les lois actuellement en vigueur et qui donnent cours légal au dollar et monnaies divisionnaires espagnols et sud américains ». La monnaie britannique seule eut, à partir de cette époque, cours légal, et le dollar disparut peu à peu de la circulation.

Australie de l'Ouest. — L'Australie de l'Ouest, qui était effectivement séparée de la Nouvelle Galles du Sud, se vit gratifiée de *Promissory notes* gouvernementales par le *Lieutenant Governor Sterling*, le 18 octobre 1830. Celui-ci les émit comme « utile substitut temporaire d'une meilleure monnaie », et en spécifiant que ce n'était qu'en attendant l'arrivée de monnaies d'Angleterre. Malgré cette mesure, les moyens de circulation faisaient défaut, et le 2 décembre 1831 (1) les habitants présentèrent un mémoire dans lequel ils proposèrent, comme le remède le plus efficace pour remédier à la pénurie de monnaie, « la création d'une banque, sur le modèle de la *Lombard Bank* du Cap, qui serait établie sur la *Swan River*, et qui

(1) Rob. Chalmers, *Op. cit.*

prêterait à un taux d'intérêt peu élevé, sur les terres, le bétail, les récoltes et autres garanties pouvant être possédées par les personnes qui demanderaient de semblables avances ».

L'arrivée en 1832 d'un *Commissary* qui apportait £ 5.000 en espèces, ne fut qu'un remède insignifiant à cette situation.

Dans ces conditions, il est naturel que les billets particuliers aient circulé abondamment, comme en Nouvelle Galles du Sud. Le 13 mai 1833, en effet, les commerçants de la colonie réclamèrent l'émission de *Treasury Bills* (1) pour £ 1000, « à cause de la grande incommodité qui résultait pour eux de la rareté de l'argent et de la difficulté qu'ils avaient à obtenir des *Treasury Bills* en échange des billets de P. Brown, esquire, actuellement en circulation ». Le Gouvernement lui-même était souvent obligé par les circonstances, d'accepter en paiement de tels *billets à ordre* de particuliers. Le 16 février 1835, les habitants, dans une réunion publique, réclamaient de nouveau la création d'une banque en même temps qu'ils demandaient une *Representative Assembly*. Le gouverneur continuait à émettre des *Promissory Notes*.

Ce n'est qu'en 1853 qu'une proclamation vint donner à la monnaie britannique le cours légal, en limitant à 40 sh. le pouvoir libérateur de l'argent, et lorsque le 26 juillet 1856 il fut donné cours légal à la nouvelle

(1) Bons du Trésor.

monnaie frappée à Sydney, la colonie put enfin sortir, elle aussi, de ses embarras monétaires.

2^e Situation économique.

Jusqu'au moment de la découverte de l'or, la production de l'Australie était presque exclusivement agricole et surtout pastorale. Les vastes prairies naturelles du pays étaient en effet admirablement adaptées à l'élevage du mouton acclimaté par le capitaine Mac'Arthur.

Entre 1825 et 1830, l'élevage était d'un si bon rapport que l'engouement public se porta de ce côté, et des gens de toutes conditions, pouvant disposer de quelque étendue de prairie, achetaient du bétail à des prix que la concurrence augmentait sans cesse. Les troupeaux se développaient rapidement et devenaient plus nombreux que ne le comportaient les besoins de la population. Une réaction se produisit dans les prix, entraînant la ruine d'un grand nombre de spéculateurs qui ne réalisèrent jamais les espérances qu'ils avaient fondées. Edwin Brett cite le cas d'un troupeau qui avait été acheté à raison de £ 10 par tête et qui ne put être revendu à plus de 12 sh. par tête.

Une autre crise (1) suivit à peu d'années d'intervalle (1842-1843). Elle fut cette fois causée surtout par la spéculation sur les terrains, et provoquée en grande partie par la politique financière imprudente du gouvernement de la Nouvelle Galles du Sud. Celui-ci vendait de grandes quantités de terrain, et se trouvait en possession de fonds

(1) D'après *The Seven Colonies of Australasia*, 1901-1902, by Coghlan.

considérables qu'il plaçait en dépôt dans les banques, en exigeant un intérêt très élevé. Afin d'être en mesure de payer cet intérêt, les banques se trouvaient obligées d'augmenter leurs escomptes et leurs avances dans des proportions équivalentes à l'accroissement de leurs dépôts. Elles favorisaient ainsi la spéculation qui se portait alors sur les achats de terrains, de sorte que les affaires se faisaient dans un cercle vicieux : le gouvernement, en vendant des terrains accumulait des fonds qui étaient placés en dépôt dans les banques. Celles-ci prêtaient ces fonds à leurs clients, qui s'en servaient pour acheter des terrains au gouvernement qui redéposait les mêmes sommes, et ainsi de suite. La spéculation devenait désordonnée, car le gouvernement conservait toujours à ses dépôts la même importance.

Mais lorsque l'on voulut pratiquer une politique destinée à attirer l'immigration en Australie, on eut besoin de la plus grande partie des fonds déposés, et le Trésor retira ses dépôts après un avis préalable qui ne laissait que bien peu de temps pour rembourser. Afin de faire face à ces demandes imprévues, les banques furent obligées, pour la plus grande incommodité de leurs clients, de restreindre inopinément leurs escomptes et leurs avances, et ce fut cette contraction soudaine du crédit qui fut la cause initiale de la crise monétaire. L'année 1842 fut de ce fait une année de crise financière aiguë. A Sydney, les propriétés devinrent invendables, et une quantité de maisons de commerce, y compris les principales, devinrent insolvables.

Pendant près de deux ans, les faillites se produisaient au nombre de 50 à 60 par mois. Melbourne (qui faisait encore partie de la Nouvelle Galles du Sud) se trouvait dans la même situation et la détresse s'étendit jusqu'à Adélaïde et en Tasmanie. Le prix des marchandises était tombé très bas, et le grand nombre des faillites provoquait des ventes forcées d'immeubles, de bétail, de laine, de biens mobiliers, de vaisseaux, qui venaient encore accélérer la dépréciation. Dans ces ventes, des moutons furent payés 6 d. par tête, du gros bétail 7 sh. 6 p. et des chevaux de prix £ 3 chacun. Enfin, la suppression de la déportation privait le commerce d'un débouché important et contribuait encore à la baisse des prix.

L'Australie du Sud fut la première à sortir de l'état de dépression économique causé par cette crise. En 1844, on envoya à Adélaïde du cuivre de la mine de Kapunda, et en 1845, la fameuse mine de Burra-Burra fut découverte. D'autres suivirent ; la population fut attirée, et comme les mines produisaient au delà de toute espérance, la prospérité revint en Australie du Sud.

Le reste de l'Australie eut plus de peine à se remettre, et il faut attendre la découverte de l'or pour le voir réparer les désastres causés par la crise de 1842, et entrer dans une période de prospérité exceptionnelle.

CHAPITRE II

CRÉATION DES BANQUES EN AUSTRALIE. — LEUR RÉGIME (1).

1°. Création des banques en Australie.

La première banque australienne : la Banque de Nouvelle Galles du Sud, fut fondée en 1817. Dans son discours à l'assemblée générale de cette banque en 1900, Mr. J. Th. Walker nous donne quelques détails à ce sujet. Le 5 décembre 1816, une réunion préalable se tint à Sydney, dans laquelle on décida la création d'une banque, et le 7 février suivant eut lieu l'élection des 7 administrateurs. La banque ouvrit ses portes le 8 avril 1817, et Mr. E. L. Hall en fut le premier secrétaire et caissier. Une des conditions de sa nomination était qu'il devrait « coucher à la banque et ne pas quitter Sydney après la nuit. » Il n'y eut d'abord qu'un très petit capital : £ 9.000, sur lequel il n'y avait encore que £ 3.625 de versées le 31 décembre 1817. Pendant de longues années, les comptes de la banque furent faits en dollars, et c'est ainsi que dans un bilan de 1825 il est indiqué que le capital versé était de 43.200 dollars (soit £ 9.000 au cours de 4, 8 dollars pour 1 livre sterling, ce qui fait un dollar pour 4 sh. 2 d. Ce devait être le cours

(1) D'après : a) Edwin Brett, *op. cit.* ; b) R. Chalmers, *op. cit.* ; c) *Colonial Office List*.

adopté par l'assemblée des commerçants de Sydney en 1829). Les billets émis étaient également libellés en dollars, et nous lisons dans le *Bankers' Magazine* de juillet 1911, que vers 1896, 4 billets de 20 dollars de l'émission de 1827 de la Banque de Nouvelle Galles du Sud furent présentés au remboursement.

Législation anglaise concernant les banques coloniales. — La banque fut incorporée en 1850 par un *Act* du Parlement de Nouvelle Galles du Sud. Mais en 1817, non seulement le Parlement, mais les lois anglaises sur les sociétés qui servirent de modèle aux lois coloniales, n'existaient pas encore.

Les sociétés par actions, ne pouvaient se constituer que grâce à l'octroi de chartes royales (1), ou par le moyen de l'incorporation par des *Acts of Council* (2), qui pouvaient seuls accorder à une *corporation* le privilège de la limitation de la responsabilité de ses membres, ainsi que celui de la cessibilité des parts. La Banque de Nouvelle-Galles du Sud fut incorporée par un *Act of Council*, qui en régla le fonctionnement jusqu'en 1850.

D'autres banques se constituèrent bientôt, grâce à l'octroi de chartes royales. En 1826, c'est la *Bank of Australia* ; en 1834, la *Commercial Banking Company of Sydney* ; et en 1835, la *Bank of Australasia*.

La charte de cette dernière servit de modèle à la fois pour les chartes ultérieures et pour l'incorporation des

(1) Pour celles dont le siège social était en Angleterre.

(2) Pour celles dont le siège social était en Australie.

banques par les gouvernements coloniaux, ainsi que pour les lois bancaires coloniales, lorsque les Parlements furent établis et qu'ils eurent voté des lois sur les sociétés, analogues aux lois anglaises.

Edwin Brett nous dit « qu'on ne peut parler qu'avec respect de ces documents émanant de la Couronne, et authentifiés par le *Great seal* (1) d'Angleterre, mais qu'il faut reconnaître que les chartes royales accordées aux banques australiennes sont bien inutilement gênantes dans certaines de leurs dispositions, dont quelques-unes imposent aux banques des incapacités et des entraves dans leurs opérations, incapacités et entraves qui sont cependant impuissantes à garantir efficacement les intérêts soit de leur clientèle, soit de leurs actionnaires ».

Ces chartes, ou ces *Acts of Council*, limitent en général la responsabilité des actionnaires au double du montant de leurs actions, c'est-à-dire que, une fois l'actif social épuisé, les créanciers de la banque ont encore un recours sur les actionnaires pour une somme égale au montant des actions.

Elles créèrent souvent des embarras au gouvernement impérial, lorsqu'il s'agissait pour lui d'exercer les droits réservés à la Couronne dans des questions de détail d'une importance relative. Il arriva par exemple que des banques *Chartered* (2) demandèrent au gouvernement l'autorisation qui leur était nécessaire pour augmenter leur

(1) Le sceau de l'Etat.

(2) Etablies en vertu d'une charte royale.

capital, en conformité des décisions de leurs actionnaires. Mais les *Lords of the Treasury* (1) les informèrent qu'ils étaient incompétents sur la question de l'opportunité de la mesure proposée, et que, par conséquent, ils ne pouvaient se prononcer à ce sujet, ce qui revenait à en empêcher l'accomplissement aussi sûrement que par un refus catégorique.

Pour obvier à ces inconvénients, le gouvernement présenta des *Bills* (2) au Parlement ayant pour objet de fondre toutes les chartes existantes en une loi réglementaire dans laquelle on aurait supprimé certaines des clauses gênantes de ces chartes. Mais, à cause de l'époque avancée de la session, quoique sans avoir rencontré d'opposition, les *Bills* ne purent jamais arriver à une seconde lecture, et le gouvernement adopta un autre plan pour solutionner ces difficultés. Ce fut l'octroi à chacune des banques *chartered* d'une charte complémentaire qui les dispensait d'une autorisation ou du contrôle de la Couronne pour les questions de détail, tout en laissant les chartes primitives intactes dans leurs autres dispositions.

Jusqu'à l'adoption des *Bank Acts* de Sir Robert Peel en 1844-1845, la théorie bancaire admise en Angleterre était celle de la liberté de l'émission, qui était cependant l'objet d'un monopole au profit de la Banque d'Angleterre, dans la région de Londres. Les dépôts (qui forment maintenant

(1) Hauts fonctionnaires du Trésor (correspondant à notre ministère des finances).

(2) Projets de lois.

la principale ressource des banques) n'étaient alors que d'importance très secondaire en comparaison des ressources qui provenaient de l'émission des billets ; celle-ci formait la principale raison de l'existence des banques, et la principale source de leurs profits. Et nulle part la doctrine admise de la *free banking* n'était plus vivace que dans les colonies, pendant les premières années du xix^e siècle, lorsque, après la fin des guerres napoléoniennes, une ère de progrès pacifique commença, et que l'on eut besoin de recourir au crédit pour développer les ressources coloniales. Ce fut par l'octroi de Chartes Royales, ou en approuvant les lois coloniales d'incorporation des banques qui s'établissaient dans les colonies, que le gouvernement impérial, sous l'influence des discussions consécutives à la reprise des paiements en espèces en Angleterre, mit graduellement en pratique une politique bancaire (1), qui, vers 1838, avait les caractères suivants :

1° Les billets devaient être payés en espèces à présentation au lieu de l'émission, aussi bien qu'au siège principal de l'établissement ;

2° Interdiction d'émettre des billets de moins de £ 1.

3° Obligation de publier des rapports périodiques de l'actif et du passif, afin de renseigner le public sur la situation financière des banques d'émission.

(1) « Cette politique fut pour la première fois formulée vers 1831 par Lord Althorp, alors chancelier de l'Echiquier, et par M. Paulet Thomson (depuis Lord Sydenham) qui était alors au *Board of Trade* » (R. Chalmers).

4° Garantie des émissions en rendant les actionnaires responsables de deux fois le montant de leurs actions.

Afin que les lois coloniales fussent d'accord avec ces principes, le Trésor dut, en 1836-1838, faire prohiber de nombreuses mesures qui portaient atteinte à une réglementation aussi anodine. Et ce fut « dans le but de prévenir la méconnaissance des vues préconisées par le Trésor et la chambre de commerce en ce qui concernait la réglementation à imposer aux banques qui s'établissaient dans les colonies » (1), que, le 7 janvier 1839, le *Colonial Office* (2) demanda au Trésor « d'élaborer, de concert avec la chambre de commerce, un exposé de la réglementation qu'il jugerait nécessaire de transmettre aux possessions coloniales de la Couronne pour l'instruction et la règle de conduite des gouverneurs et des corps législatifs de ces colonies ». En conséquence le Trésor codifia les règlements « qu'il considérait généralement comme judiciaires », codification à laquelle la Chambre de commerce concourut ; il proposa entre autres « des mesures préventives à prendre contre l'établissement de Compagnies ayant pour principal but de spéculer sur les actions, de celles qu'on appelle généralement *Bubble Companies* ». En ce qui concerne l'émission des billets, cette réglementation, qui sanctionnait les quatre principes énoncés plus haut, était remarquable par l'absence de toute prescription pour obliger à distinguer les *Promissory notes* des

(1) R. Chalmers, *op. cit.*

(2) Ministère des colonies.

autres « dettes et engagements de la Compagnie ». Le tout était soumis à la limite maximum imposée par l'article 4 (1). Les billets étaient ainsi placés sur le même pied que les autres éléments du passif et le porteur de billets n'avait aucune garantie spéciale pour se faire rembourser : l'émission n'était limitée par aucune règle claire et précise.

D'autre part le Gouvernement impérial ne voulut jamais admettre les propositions tendant à donner cours légal aux billets de banque.

En 1844-1845, Sir Robert Peel fit adopter la série des lois qui ont régi jusqu'à présent l'émission des billets dans le Royaume-Uni. Actuellement les grands principes de cette législation sont les suivants :

1° L'émission n'est plus considérée comme faisant partie des affaires ordinaires des banques.

2° La sécurité et la convertibilité des billets sont assurées par la concentration (pour l'Angleterre et les Galles), de l'émission entière à la Banque d'Angleterre, sur une base qui est fiduciaire pour un chiffre minimum et entièrement couverte par un dépôt d'espèces métalliques au delà de ce minimum.

Cependant, par mesure transitoire, Sir Robert Peel au-

(1) « Art. 4. — Les dettes et les engagements de la Compagnie, qu'ils consistent en *Promissory notes* ou en tout autre chose, ne devront jamais dépasser trois fois le montant du capital versé, en y ajoutant le montant des dépôts qui peuvent être faits dans les différents établissements de la Compagnie par des personnes quelconques, soit en espèces, soit en papier du gouvernement. »

torisait les émissions provinciales existantes, à condition qu'elles n'excéderaient jamais le montant où elles se trouveraient au moment où les lois furent passées.

Les mesures de 1844-1845 eurent une répercussion importante sur la réglementation de l'émission dans les colonies. Dans une circulaire du 30 mai 1846, le *Colonial Office* disait que « la législation adoptée par le Parlement vis-à-vis des banques d'émission du Royaume-Uni avait paru au Gouvernement de Sa Majesté devoir rendre nécessaires quelques modifications au règlement de 1840, afin de l'accorder avec les principes établis sur cette matière dans le pays ». La vieille réglementation fut en conséquence révisée dans cet esprit, et prit en 1846 l'aspect (après une addition concernant la réserve métallique, mentionnée plus bas) qu'elle a revêtu depuis dans le *Colonial Office List*.

Tout en améliorant les règles relatives à la banque proprement dite, le règlement de 1846 introduisit dans la législation coloniale bancaire les articles importants suivants, inspirés des règles impériales relatives aux billets des banques provinciales anglaises :

1^o Par l'article 5, le droit d'émission était distingué des « affaires propres à un banquier ».

2^o Dans le même article, le droit d'émission devait être exercé de telle sorte qu'il ne serait en opposition avec aucune loi générale de la colonie.

3^o Par l'article 16, « le maximum de l'émission ne pouvait à aucun moment excéder le montant du capital versé de la Compagnie ».

Le règlement de 1846 reçut dans la suite un important complément : l'article 16 fut complété par ces mots : « Une réserve d'espèces doit toujours exister. Elle sera égale à un tiers du montant des billets en circulation à quelque époque que ce soit ». Cette prescription était cependant tout à fait insuffisante pour donner aux billets une garantie spéciale sur l'actif, vis-à-vis des autres éléments du passif, car elle n'affectait pas cette réserve spécialement au remboursement des billets. En cas de faillite de la banque, la réserve métallique se serait trouvée confondue dans l'actif général de l'établissement, et n'aurait pas été attribuée aux porteurs de billets de préférence aux autres créanciers.

Il sera bon de résumer ici les prescriptions contenues dans les *Banking regulations*, telles qu'elles existent dans le *Colonial Office List* :

1° Les billets remboursables en espèces, à présentation, ne peuvent être d'un montant moindre que £ 1 (1), et l'émission est fixée à un maximum qui ne peut excéder le capital versé ; de plus :

2° Cette émission est garantie par les mesures suivantes :

a) Il doit y avoir une réserve métallique égale à un tiers de la circulation.

b) La responsabilité des actionnaires est égale à deux fois le montant de leurs actions. Ces prescriptions ont été appliquées à toute banque à qui a été octroyée une

(1) Non seulement les billets ne pouvaient être inférieurs à £ 1, mais ils ne pouvaient être que d'un multiple de £ 1.

charte royale, ou en faveur de qui un *Act* d'incorporation a été passé dans les colonies.

Ainsi l'influence des Règlements de 1840-1846 s'est étendue du Canada et des Antilles à l'Australie et aux colonies orientales, et, même si leurs prescriptions sont peu conformes à la théorie courante, il faut dire à leur avantage qu'elles ont résisté aux épreuves rigoureuses de l'expérience pendant un demi-siècle dans toutes les parties du globe.

Telles étaient les règles relatives à l'émission.

En ce qui concerne les affaires des banques en général, nous trouvons les prescriptions suivantes :

Le capital devait être souscrit, et la moitié versée avant que la banque commençât ses opérations. L'autre moitié devait être versée dans les deux ans à dater de l'octroi de la charte ou de l'incorporation. L'article 16 qui garantissait le remboursement des billets émis, garantissait en même temps les autres engagements de la société.

La Compagnie ne pouvait conserver ses propres actions, ni faire des avances sur ses propres actions, ni escompter ou avancer de l'argent sur valeurs portant la signature d'un administrateur ou d'un des agents de la banque (que ce soit en qualité de tireur, d'accepteur ou d'endosseur), que dans les limites d'un tiers du total des avances et des escomptes de la Banque.

L'article 9 (art. 11 en 1840) stipulait que « la Compagnie ne pouvait prêter sur garantie de terrains, constructions, vaisseaux, ou marchandises, ni posséder d'au-

tres immeubles (terrains ou constructions) que ceux nécessaires à son installation, ou posséder des vaisseaux ou faire des affaires commerciales autres que le trafic des espèces ou des effets de commerce, et devait borner son activité à l'escompte du papier de commerce et des valeurs négociables, ou autres affaires normales de banque ».

Il était interdit de prélever des dividendes sur le capital.

L'article 19 (ancien art. 13) enjoignait aux Compagnies de publier des états périodiques de leur passif et de leur actif dans une forme déterminée. Ces états devaient mentionner principalement le montant des billets en circulation, ainsi que les espèces métalliques et autres éléments réalisables de l'actif pouvant être affectés au remboursement des billets. Un exemplaire en devait être fourni au gouvernement de la colonie où la banque était établie, et, sur demande de ces gouvernements, on devait donner la justification de ces états par la communication confidentielle des bilans hebdomadaires ou mensuels qui avaient servi à les établir; de plus, sur la réquisition des *Lords Commissioners* royaux, on était tenu de fournir de la même manière tous les renseignements concernant l'état des affaires des divers établissements de la société.

Le capital pouvait être augmenté avec l'autorisation des *Lords Commissioners* du Trésor.

La responsabilité d'un actionnaire qui transférait ses actions à une autre personne pendant la période comprise entre l'octroi de la charte et le commencement effectif

des opérations, subsistait pendant 6 mois après le transfert.

Enfin l'article 3 (ancien art. 17) était destiné à prévenir l'insertion dans les chartes de règlements trop détaillés et encombrants concernant la direction des affaires, et conseillait de s'en tenir à des règles générales pourvu que celles-ci soient suffisantes pour garantir la sécurité du public.

Ce dernier article avait pour but d'éviter dans l'avenir que l'on ne retombât dans les inconvénients que nous avons signalés.

Le règlement de 1846 présentait une innovation : l'article 2 décrivait et définissait l'état de société. Il prévoyait la formation d'un *Body Corporate* (corps corporatif) des actionnaires, qui aurait une personnalité indépendante et des pouvoirs spéciaux, distincts des personnes composant ce corps. Un jugement rendu contre la *Corporation* serait exécutoire aussi bien sur les sommes dont les actionnaires sont responsables au delà du montant de leurs actions, que sur le capital versé et les autres propriétés de la Compagnie.

Aux termes de l'article 5, le *Corporate Body* ainsi constitué avait droit de faire des affaires de banque en se soumettant aux conditions de la charte ou de la loi d'incorporation, dans les colonies spécifiées dans lesdites chartes ou lois, et pouvait émettre des billets (*Promissory Notes*) payables en espèces et sur demande, en accord avec les lois coloniales.

On voit que cette réglementation mettait les banques sous une étroite tutelle, malgré l'article 3 qui visait à les délivrer tout au moins d'un contrôle exagéré.

Plus tard, lorsque les lois anglaises sur les sociétés (1855, 1856, 1857, 1862, 1867) furent votées, cette paternelle ingérance dans les affaires de banque sembla constituer une anomalie, et Edwin Brett pourra dire de certaines de ces prescriptions qu'elles sont de celles « qu'il est plus honorable de violer que d'observer ». Et, de fait, les banques *Chartered* ne se faisaient pas faute de violer un grand nombre de ces règles, en particulier l'article 9 qui leur interdisait de prêter sur garantie de terrains, constructions, vaisseaux ou marchandises.

Lois bancaires des colonies australiennes. — Quoi qu'il en soit, ce fut d'après les instructions contenues dans ces deux règlements que les différents Etats australiens votèrent leurs lois bancaires.

Le 23 septembre 1840, la colonie de Nouvelle Galles du Sud, par l' *Act 4 Vict., n° 13*, prescrivit la publication d'états trimestriels de l'actif et du passif des banques, indiquant en particulier le montant des billets en circulation et les espèces en caisse. Cette loi imposait une taxe de 2 o/o sur les billets en circulation.

Puis en 1874, fut voté le *Companies Act (37 Vict., n° 19)* qui stipulait, dans la section 226, qu' « aucune Compagnie de banque émettant des billets ne pourrait jouir du bénéfice de la responsabilité limitée en ce qui concerne l'émission des billets, mais continuerait à être soumise à la

responsabilité illimitée à leur égard ; et s'il était nécessaire, l'actif serait affecté à désintéresser les créanciers ordinaires de la Compagnie, tandis que les actionnaires seraient rendus responsables du montant total de l'émission, responsabilité qui s'ajouterait ainsi à celle qu'ils avaient en qualité de membres d'une société *limited* (1). »

Telles étaient les dispositions législatives de Nouvelle Galles du Sud. Il n'y eut jamais de loi spéciale pour les banques.

A Victoria, une loi bancaire fut votée en 1864 : ce fut le *Banking Act* (27 Vict., n° 194) qui fut amendé en 1887 à la suite d'une enquête d'une commission royale au cours de laquelle la question fut examinée de garantir l'émission des billets par des valeurs coloniales. (Ç'aurait été un régime analogue à celui des Etats-Unis).

Cette proposition fut rejetée « car elle aurait entraîné l'immobilisation de 1 million 1/2 de capitaux actifs, pouvant être employés productivement, sans amener d'avantages réels en contre-partie ». La commission royale se borna à recommander de donner aux billets un privilège sur l'actif, de n'autoriser l'émission que de la part de banques ayant au moins 125 000 livres de capital et d'interdire aux banques de donner leurs billets en garantie pour obtenir des avances. Ces recommandations firent l'objet des prescriptions du *Banks and Currency Amendments Statute* de 1887 qui faisait des billets une créance

(1) Cette disposition fut adoptée également par l'Etat de Tasmanie.

privilégiée, interdisait aux banques de se faire avancer de l'argent sur leurs billets, et restreignait le droit d'émission :

a) Aux Compagnies, ayant un capital souscrit d'au moins 250.000 livres, dont au moins 125.000 livres versées.

b) Aux banques particulières ayant un capital d'au moins 125.000 livres.

Ces prescriptions furent reprises et amendées par le *Banks and Currency Act 1890* (54 Vict., n° 1164) qui confirme un impôt de 2 c/o sur la circulation moyenne des billets, établi en 1876.

En Australie du Sud la législation bancaire consistait dans le *Banking Companies Act* de 1863 (26 et 27 Vict., n° 25) qui disait que toute banque qui émettait des billets (1) devait publier un état hebdomadaire de son passif et de son actif, et, en outre, un état semestriel plus détaillé comprenant en particulier un article concernant les « billets en circulation ».

En 1875, une loi d'amendement rendit trimestriels ces états semestriels.

Dans le Queensland, la loi de 1841 (4 Victoria, n° 13) obligeait toutes les banques à publier des états trimestriels de leur passif et de leur actif, états qui faisaient une mention spéciale pour les billets en circulation et les espèces en caisse.

(1) En Australie du Sud, en conséquence, les banques qui n'émettaient pas de billets n'étaient pas tenues de fournir les états susdits. Il en était d'ailleurs de même dans l'Etat de Victoria.

De plus, en 1863 on adopta le *Companies Act* (27 Vict., n° 4) qui avait la même disposition que le *Companies Act* de Nouvelle Galles du Sud concernant la responsabilité limitée qui ne pouvait plus s'opposer aux porteurs de billets. Enfin une taxe de 3 o/o fut imposée sur la circulation moyenne. Ce fut le taux le plus élevé : dans les autres colonies, on se contentait de 2 o/o. En Tasmanie, le *Consolidating and Amending Act* 33 Vict., n° 22, contenait la même disposition que celle des *Companies Act* de Nouvelle Galles du Sud. Plus tard l'*Act* 46 Vict., n° 34 obligea les banques qui voulaient émettre des billets, à demander une licence.

L'Australie de l'Ouest fut la première colonie gratifiée d'une législation bancaire. En 1837, l'*Act* 8 Will. IV, n° 1, imposait aux banques qui émettaient des billets la publication de rapports trimestriels contenant entre autres choses le montant des billets en circulation et des espèces en caisse. Mais le gouvernement royal refusa de sanctionner cette loi, parce qu'elle n'interdisait pas l'émission des billets de moins de £ 1, ou de multiples de £ 1. Cette disposition fit l'objet d'une loi d'amendement (4 Vict., n° 5). Cette règle du reste avait force de loi dans les autres colonies, où elle était déjà imposée aux banques par les chartes ou les *Acts* d'incorporation.

Cette législation consacrait donc la liberté d'émission, liberté d'émission presque complète, puisqu'on n'exigeait même pas un dépôt de valeurs en contre partie des billets en circulation et que l'intervention de l'Etat se bornait à

l'exigence d'un rapport trimestriel, de la possession d'un capital suffisant par l'établissement émetteur, et d'une réserve métallique d'un tiers. Plus tard, on ajouta que la responsabilité des actionnaires ne serait plus limitée en ce qui concerne les billets. Enfin la circulation des billets était frappée d'une taxe de 2 b/o (3 o/o en Queensland).

Dans les autres colonies anglaises, la législation de 1846 fut bientôt complétée par des lois qui en changèrent le caractère.

Mais en Australie, ce régime si libéral durera jusqu'à ces toutes dernières années (sauf en Queensland, où, à partir de 1893, fut établie une émission d'Etat), et ne subira que quelques modifications en 1893, à la suite de la grande crise bancaire.

2° Législation foncière et pastorale.

Avant d'étudier les banques dans l'histoire de leur développement économique, il convient de dire quelques mots de la législation foncière australienne, ainsi que des lois concernant le droit de gage sur le bétail, car, malgré l'article 9 du règlement de 1846, l'activité des banques australiennes s'est portée principalement sur les prêts agricoles, garantis par la terre, les bestiaux et même la laine, alors qu'elle est encore sur le dos du mouton vivant.

L'Etat de l'Australie du Sud fut le premier gratifié d'un régime foncier. Les autres colonies australiennes en adoptèrent bientôt de semblables.

Système Torrens, terres de la Couronne. — Le régime de

l'Australie du Sud est devenu célèbre, sous le nom de « Système *Torrens* ». Sir Robert Torrens (alors seulement M. Torrens) était Directeur de l'enregistrement dans l'Etat de l'Australie du Sud qui était à ce moment le principal pays agricole de l'Australie. Voulant remédier aux inconvénients que présentaient les formalités de transfert des propriétés foncières, et surtout à l'incertitude où se trouvait un acquéreur de terrain au sujet de la validité de sa possession, il imagina un système d'immatriculation des immeubles, par lequel l'administration de l'enregistrement, après avoir immatriculé un immeuble (plan de l'immeuble, titres de propriété, état des droits et charges), délivrait au propriétaire un certificat de titre conforme. Toute aliénation ou hypothèque était ainsi mentionnée sur le registre matrice et donnait lieu à la délivrance d'un certificat analogue. Ce régime conférait une certitude absolue au droit de propriété et facilitait les transactions et le crédit mobilier.

Lorsque Sir Torrens présenta ce projet, en 1857 et 1858, il suscita la plus vive opposition de la part des gens de loi. Il réussit cependant à faire voter le *Real Property Act* qui consacrait son système. Toutes les autres colonies votèrent à leur tour des lois fondées sur le même principe, et le résultat a été une telle simplification des titres de propriété que les transactions foncières peuvent s'effectuer avec toute la facilité des transactions commerciales ordinaires. Les différentes méthodes par lesquelles on peut hypothéquer ou engager, de quelque manière que ce soit, sont

toutes marquées de la même simplicité, et ainsi la propriété foncière est dégagée de toute espèce de doute quant à la validité de son titre, et est rendue aisément convertible en garantie pour des avances.

Les terres de la Couronne (1) (c'est-à-dire celles qui n'appartiennent en toute propriété à aucun particulier), malgré les aliénations fréquentes et nombreuses dont elles ont été l'objet, forment encore à l'heure actuelle la plus grosse partie des terres de l'Australie. Les lois qui ont fixé les conditions d'aliénation des terres de la Couronne ont eu pour but de procurer des terres à des conditions raisonnables à ceux qui en désiraient pour leur usage personnel.

Aussi des précautions ont-elles été prises afin de s'assurer que ceux qui les avaient demandées les occupaient personnellement, et a-t-on cherché à empêcher la spéculation et la fondation de grandes propriétés.

C'est ainsi qu'on a limité l'étendue d'une concession à une proportion déterminée de la portion de terrain occupée déjà à titre précaire et qu'il est interdit de concéder de nouvelles terres à celui qui a déjà obtenu une concession.

Mais les terres de la Couronne sont souvent occupées à titre précaire.

Parmi les concessions à titre précaire, les baux pastoraux à longue durée, ou licences d'occupation ont été les

(1) Voir les différents annuaires statistiques australiens.

plus anciens, et les plus généralement employés. Ils remontent à la période primitive où ils n'étaient souvent qu'une transformation d'une occupation sans titre. Les locataires, même lorsqu'ils occupaient nominalemeut leurs terrains depuis de longues années, n'avaient aucune garantie, car la Couronne pouvait toujours disposer de ses terres pour les aliéner. Aussi les bénéficiaires de ces baux (les *squatters*) (1) cherchaient ils à se faire concéder tout ou partie des terrains qu'ils occupaient, en se prévalant des droits que leur conféraient les améliorations apportées.

Ces licences d'occupation étaient un objet de préoccupations et de difficultés, car c'était un des problèmes les plus difficiles qui aient depuis toujours sollicité la législation coloniale, que de laisser utiliser les terres inoccupées de la Couronne sans nuire au droit de reprise qui permettait d'aliéner de grandes étendues pour une colonisation permanente, ou pour la culture par des « propriétaires ».

Crédit pastoral. — On comprend que, surtout à l'origine, les éleveurs usaient largement de ces licences pour faire pâturer leurs troupeaux. Ils ne payaient qu'un loyer insignifiant, ou même aucun loyer, et pouvaient placer tous leurs fonds en *live stock* (capitiaux vivants : troupeaux).

Mais s'ils avaient besoin d'argent, ils n'avaient qu'un moyen de s'en procurer, c'était de vendre leurs bêtes. Cette solution, en certaines circonstances, était désastreuse.

(1) En Australie, on appelle *squatter* tout propriétaire de troupeaux qui entretient ses bêtes sur des terres qu'il occupe à titre précaire.

Nous avons vu qu'en 1835, à la suite de spéculations sur le *live stock*, les troupeaux s'étaient liquidés à des prix dérisoires. A partir de 1841, à la suite de la cessation de la déportation, ainsi que d'une poussée de spéculation foncière, et du manque de monnaie, l'Australie traversa une crise pénible que nous avons étudiée au chapitre précédent. Les embarras des colons provenaient non pas tant du manque de richesses naturelles ni de ressources, que de l'absence d'un moyen de mobiliser l'argent engagé dans les affaires agricoles. Lorsque le Conseil législatif parlementaire de Nouvelle Galles du Sud fut établi en 1843, il se trouva ainsi devant une situation particulièrement critique ; Edwin Brett raconte que, dans cette période, l'insolvabilité était générale. Beaucoup de gens de la plus haute situation recevaient des assignations en paiement de sommes relativement minimales qu'ils ne pouvaient payer, faute de fonds disponibles, si bien que ce qui avait été considéré jusque-là comme une situation déshonorante devint un sujet de plaisanterie, et que les débiteurs insolubles qui se rencontraient dans la rue riaient entre eux des rigueurs de la loi dont ils se menaçaient mutuellement.

Un remède à cette situation fut cependant trouvé par le conseil législatif nouvellement formé qui vota une loi intitulée « *An Act to give a preferable lien on wool from season to season, and to make mortgages of sheep, cattle and horses valid without delivery to the mortgagee* » (loi donnant un droit de préférence sur la laine d'une saison à l'autre, et donnant un droit de gage valable sur les mou-

tons, bestiaux et chevaux, sans obliger à faire livraison du gage au créancier gagiste). Lorsque cette loi fut votée, ses principes répugnaient à un tel point aux notions anglaises de droit commercial, que le gouvernement de la métropole, à plusieurs reprises, refusa de la sanctionner. Mais le conseil législatif de la Nouvelle Galles du Sud la renvoyait chaque fois, si bien qu'elle finit par obtenir l'assentiment de la reine. Le crédit fut ainsi rétabli, et la confiance revint, lorsqu'il devint possible de tirer parti des capitaux engagés dans des valeurs qui, quoique saines et de bon placement (ainsi que l'événement l'a prouvé) n'avaient pu jusqu'alors être utilisées comme garantie pour obtenir du crédit. Une autre loi, également l'une des premières votées par le conseil, eut pour effet d'empêcher les débiteurs solvables, mais sans argent liquide, d'être obligés de comparaître devant le *Bankruptcy Court* (Tribunal des faillites) malgré l'avis contraire de la majorité de leurs créanciers. Ainsi les *squatters* eurent la faculté de prendre des arrangements financiers, car leurs troupeaux, souvent leur seule propriété, devenaient des valeurs susceptibles de servir légalement de gage sur lequel les banquiers et autres capitalistes pouvaient avancer des fonds.

Telles furent les conditions dans lesquelles les banques eurent à opérer : liberté presque complète, et quant au mode d'exercice de leur activité, banques de crédit agricole (et surtout pastoral) et en partie banques de crédit foncier.

CHAPITRE III

LA DÉCOUVERTE DE L'OR (1).

1^o Situation des banques au moment de la découverte de l'or.

A l'origine, les banques ont opéré au milieu des difficultés causées par le manque de monnaie et par la spéculation qui se produisait sur le *live stock* et sur les valeurs immobilières. L'arrêt de la transportation, quoiqu'accueilli avec joie par les Australiens, avait eu pour résultat d'amener une dépression commerciale, en tarissant une source importante de profits pour les habitants, par la réduction des dépenses du gouvernement.

On peut dire qu'il y eut deux crises caractérisées : l'une entre 1825 et 1830, l'autre en 1842. Quant au manque de monnaie, il sévissait à l'état endémique. Lorsque le conseil législatif (2) fut établi en 1843 en Nouvelle Galles du Sud, une des premières difficultés qu'il rencontra fut, nous l'avons vu, cette crise commerciale, qui provoqua les premiers actes législatifs du nouveau Parlement.

(1) D'après Edwin Brett et R. Chalmers, *op. cit.*

(2) Il se composait de 54 membres, dont 36 étaient élus et 18 nommés par la Couronne. Il pouvait faire des lois d'intérêt local, soumises à l'approbation du gouvernement.

Comme le fait remarquer Edwin Brett, ils eurent de si heureux résultats qu'ils justifiaient pleinement le principe d'un *local self government* pour ces colonies. Mais à l'époque, on aurait pu à bon droit douter de la sagesse des Parlements coloniaux, car il se produisit bien des propositions de lois qui auraient été susceptibles de justifier toutes les appréhensions. Le conseil législatif défendit ses droits à la confiance en rejetant les mesures proposées : une de celles-ci était une résolution votée dans une réunion publique tenue à Sydney, où l'on demandait que les banques soient autorisées, sinon forcées, à prêter de l'argent sur la vaisselle et les bijoux, pour le montant des trois quarts de leur valeur ; et encore, que le gouvernement remboursât toutes les hypothèques existantes, en émettant des obligations pour le montant, en principal et intérêts, de ces hypothèques. Ces obligations auraient été garanties sur le revenu général.

Peu de temps après que l'on eut trouvé le moyen d'utiliser le bétail comme valeur bancaire, on trouva en outre le moyen d'utiliser les carcasses mêmes des moutons, qui auparavant n'avaient guère d'autre valeur que celle de la laine (ils ne valaient en effet que 5 sh. après la tonte) et d'en tirer une marchandise exportable. Cette découverte fut faite par un *squalter* : M. Henry O'Brien, et consistait à faire bouillir la carcasse du mouton pour en extraire le suif, procédé qui n'a pas cessé d'être utilisé plus ou moins depuis lors, et est encore pratiqué actuellement. Ce produit nouveau eut son importance dans la balance du com-

merce, et l'année qui suivit la découverte de O'Brien (en 1844) les exportations de la colonie dépassèrent pour la première fois les importations.

Pendant ce temps, les banques avaient étendu leur champ d'action à la colonie éloignée de Port Philip, la Banque d'Australasie et la *Union Bank* ayant toutes deux ouvert des succursales à Melbourne en 1838, lorsque l'emplacement de cette cité fameuse fut tracé par M. Richard Bourke, qui venait de quitter le gouvernement de Nouvelle Galles du Sud.

2° Découverte de l'or.

Telle était la situation, lorsqu'en 1851 se produisirent les découvertes d'or qui bouleversèrent le monde, et apportèrent à l'Australie un élément de richesse et de prospérité en comparaison desquels la prospérité qui existait auparavant était insignifiante. Les industries ordinaires de la vie furent méprisées et abandonnées. On sait quelle fièvre s'empara de toutes les régions du globe. Il suffira de dire que les anciens habitants et les nouveaux arrivants étaient atteints d'une folie de richesse qui leur faisait mépriser tout moyen honnête de travail intellectuel ou physique.

Manque d'espèces monnayées. — Ce qui nous intéresse, c'est l'effet de cette grande convulsion sur les affaires de banque. Naturellement le nombre des banques augmenta rapidement, et nécessairement leurs affaires prirent un caractère d'autant plus éloigné des traditions de la vieille

colonie que les éléments du commerce étaient plus nouveaux et plus exceptionnels. Nous ne parlerons pas des difficultés qu'éprouvèrent les administrateurs et directeurs du fait de la perte de leurs agents, qui se joignaient à l'exode général vers les champs d'or. Nous indiquerons seulement que les banques pouvaient difficilement procurer à leurs clients le moyen de faire des opérations sur le métal nouveau. On leur demandait en effet des espèces monnayées afin de régler les achats d'or, et on venait escompter les traites tirées contre les expéditions de métal jaune en Angleterre. Les forces des imprimeurs et les mains des agents des banques furent mises à l'épreuve pour la confection des billets de banque, mais cela ne faisait qu'atténuer la gêne publique sans satisfaire pleinement au besoin d'espèces monnayées. Les banques ne furent d'ailleurs pas longues à s'apercevoir de la nécessité où elles étaient d'acheter de l'or pour leur propre compte, et de conserver ainsi une réserve métallique qui, quoique n'ayant pas cours légal, pouvait servir de garantie à la circulation du papier.

En même temps, les traites des marchands qui envoyaient de l'or à Londres se multiplièrent dans de telles proportions que le change sur Londres tomba à 10 à 12 0/0 de perte, et que le prix de l'or baissait à £ 3 par once standard (1). Il n'était donc pas étonnant que d'énormes quantités de marchandises de toute espèce

(1) L'once vaut 3 l 17 sh. 10 d.

fussent envoyées par bateau pour être déversées dans la colonie, où elles trouvaient un marché avantageux, et donnaient lieu en outre à des opérations de change ou à des achats d'or lucratifs (1). Il y avait donc de grandes exportations d'or pour payer ces importations qui, notons-le, comprenaient d'importantes cargaisons d'espèces monnayées. Ces importations d'espèces, cependant, furent loin de satisfaire aux besoins d'un instrument de circulation métallique, et ne pouvaient non plus suffire à former une base suffisante pour les billets qui étaient émis avec tant de facilité.

D'après Robert Chalmers, en 1851 il n'y avait en circulation dans la colonie de Nouvelle Galles du Sud que £ 300.000 de billets et d'espèces monnayées, alors qu'on avait extrait de l'or pour 1/2 million de livres pendant la première année de la fièvre de l'or.

Création de succursales de la Monnaie Royale. — Aussi, dès l'année 1851, une commission fut-elle instituée par le conseil législatif de Nouvelle Galles du Sud pour faire un rapport sur les avantages qu'il y aurait à établir à Sydney un office d'essayage de l'or et un hôtel des monnaies.

Le 16 décembre, la commission déposa son rapport. Il

(1) Avant que les Monnaies australiennes ne fussent ouvertes, on exportait l'or brut pour payer l'importation d'espèces monnayées. Les traites tirées contre ces exportations d'or maintenaient le change aux environs du *gold point* d'entrée. Ainsi les exportations d'or avaient alors des conséquences tout opposées à celles qu'elles auront lorsque les monnaies coloniales seront créées.

y était dit « qu'un office d'essayage n'offrirait que peu d'avantages pour la colonie, mais que, si une succursale de la Monnaie Royale était ouverte en Australie, dans laquelle l'or brut, ainsi que l'or en barres ou en lingots, pourraient être échangés pour des espèces monnayées ayant cours, moyennant le paiement de droits déterminés, il en résulterait de grands avantages pour tous les producteurs de matière brute (or brut) de la colonie ».

En conséquence, le conseil législatif adressa le 19 décembre une pétition à la reine, pour lui demander l'établissement d'une succursale de la Monnaie Royale à Sydney.

Dans l'intervalle, les principaux banquiers en relations d'affaires avec la Nouvelle Galles du Sud, firent à Londres des démarches auprès du Comte Grey, alors secrétaire d'Etat aux colonies. Celui-ci, le 20 février 1852, demanda au gouverneur de la colonie de lui dire, après avoir consulté son conseil exécutif, s'il estimait désirable l'établissement d'une Monnaie à Sydney, et, si, en outre, il pensait que la colonie était susceptible de supporter sans inconvénients les dépenses qui en résulteraient. Dans le cas d'une réponse affirmative, Lord Grey se déclarait prêt à faire les démarches nécessaires pour arriver au résultat demandé (étant bien entendu que la Monnaie coloniale serait une dépendance de la Monnaie Royale). Il envoyait en même temps au gouverneur Fitzroy deux devis de la Monnaie Royale : l'un consistait dans l'établissement d'une simple presse actionnée par la force animale, susceptible de frapper 5.000.000 de pièces par an, et qui

devait occasionner une dépense de £ 10.000 ; l'autre, prévoyait l'établissement d'une Monnaie comprenant trois presses à vapeur, capables de monnayer tout l'or que l'on pensait devoir être produit en Australie. Il devait coûter £ 30.000.

C'est au second devis que se rallièrent le conseil exécutif et le gouverneur, pour la raison principale que le projet supposait l'établissement d'une seule Monnaie pour toute l'Australie (On ignorait alors en effet que de l'or eût été trouvé ailleurs qu'en Nouvelle Galles du Sud). Une somme de £ 10.000 fut en outre affectée dès ce moment, pour faire face aux dépenses que nécessiterait l'établissement de la nouvelle institution.

Cette dernière disposition du projet amena les protestations de Melbourne qui, le 31 juillet 1852, par une pétition du conseil législatif de Victoria, appuyée par le gouverneur de la colonie, réclama, elle aussi, une Monnaie. Elle s'appuyait sur le fait que la production d'or de Victoria était beaucoup plus importante que celle de Nouvelle Galles du Sud, et protestait contre la sujétion où l'on voulait maintenir la jeune colonie vis-à-vis de son aînée.

Le résultat fut qu'on accorda bien une Monnaie à Sydney, en raison de l'antériorité de sa demande, et de ce qu'elle avait d'ores et déjà avancé des fonds. Mais on ne lui accorda que le projet n° 1 : c'est-à-dire une seule presse, actionnée par la force animale.

Les pièces de la Monnaie de Sydney ne devaient avoir

tout d'abord cours légal qu'en Nouvelle Galles du Sud seulement, mais dans la suite, sur les instances du Parlement colonial, elle devint monnaie légale d'abord dans les autres colonies australiennes, grâce aux lois votées par les Parlements coloniaux, puis à Hong-Kong, Ceylan et Maurice, et enfin, elle finit par être admise en Angleterre et dans tout l'empire britannique au même titre que les pièces de la Monnaie Royale elle-même (*Proclamation royale* de 1856 donnant cours légal aux pièces de Sydney pour Ceylan, Hong-Kong et Maurice. — *Imperial Act* et *Proclamation royale* de 1863, donnant cours légal dans tout l'Empire britannique aux pièces frappées à Sydney).

La Monnaie de Sydney commença ses opérations en 1855, mais travailla d'abord avec une perte considérable, ce qui n'a rien d'étonnant, si l'on considère que les pièces qu'elle produisait n'avaient cours légal qu'en Nouvelle Galles du Sud seulement.

Les opérations devinrent plus avantageuses lorsque le cours légal se fut étendu aux autres colonies, puis à tout l'Empire, mais surtout lorsqu'en 1857 un règlement permit à cet établissement de se charger de monnayer à un taux réduit la production des autres colonies ; ainsi l'or de Victoria fut attiré à Sydney et servit à utiliser une machinerie qui n'était employée qu'à moitié jusqu'alors.

Mais à Victoria, on ne se tint pas pour battu, lorsque la Monnaie de Sydney fut ouverte. Le 14 décembre 1859, le Parlement de Victoria envoya à Londres une adresse pour demander non seulement l'établissement d'une

Monnaie à Melbourne, mais encore le cours légal, pour les pièces qui en sortiraient, dans toute l'étendue de l'Empire britannique.

L'ouverture de la Monnaie de Melbourne ne fut autorisée qu'en 1869, et en juin 1871 une proclamation royale donna cours légal aux pièces de Victoria, pour tout l'Empire britannique. Alors les Monnaies des deux colonies rivales furent placées sur un pied d'égalité.

Ce n'est qu'en 1872 que la Monnaie de Melbourne commença ses opérations.

« Si l'on considère, dit Edwin Brett, que plus de 65 millions de £ d'or ont été monnayés par les succursales australiennes de la Monnaie d'Angleterre, et qu'au moins les neuf dixièmes de ce montant ont été exportés, on peut penser que le public anglais se rendra difficilement compte des services rendus par ces établissements qui, dans une proportion si considérable, accomplissent le travail comparativement peu profitable du monnayage de l'or, tandis que la Monnaie Royale se réserve les affaires si lucratives du monnayage de l'argent (1). »

Monnayage en Australie du Sud. — Pendant que les colonies de Nouvelle Galles du Sud et de Victoria perdaient ainsi leur temps en démarches auprès de la métropole, le gouvernement de l'Australie du Sud, qui ne produisait pas d'or d'une façon appréciable, se mit à monnayer de

(1) Plus récemment, le 30 juin 1899, une autre succursale de la Monnaie Royale a été établie à Perth, ce qui porte à trois le nombre des Monnaies australiennes.

sa propre autorité l'or de Victoria, dans le but d'attirer chez lui les moyens de circulation qui lui manquaient, et d'enrayer l'exode de sa population. Un rapport de la chambre du commerce en 1852 donne les raisons d'une telle initiative.

« Voici plus de deux ans que le pays souffre d'une surproduction considérable, qui commence à entraîner ses conséquences habituelles : encombrement du marché, circulation exagérée du papier, abondance des renouvellements des effets de commerce et circulation de complaisance, escompte à des taux usuraires, et tous les indices par quoi se manifeste habituellement l'existence d'un état de crise. Mais cette crise, qui menaçait alors notre colonie, fut aggravée de façon incalculable par l'exode de notre population... Toutes les affaires furent arrêtées. Pour ajouter à la panique, les banques furent soumises à un drainage alarmant de leurs espèces métalliques. Chaque émigrant emportait ses économies en or. Les banques furent obligées de rembourser en espèces leurs billets, et se trouvèrent dans la nécessité de restreindre leurs émissions, et en conséquence, leurs escomptes, si elles voulaient pouvoir remplir leurs engagements vis-à-vis de leurs créanciers. Dans ces conjonctures, et comme pour marquer avec une plus grande emphase les signes des temps, un vaisseau arriva de Melbourne à Port Adélaïde, avec un grand nombre de colons de chez nous, qui, après quelques semaines de travail fructueux dans les champs d'or de Victoria, introduisirent dans notre colonie de la

poudre d'or pour une valeur de £ 50.000. Ils désiraient convertir cet or en monnaie, mais telles étaient les conditions critiques de notre marché monétaire, qu'on ne put trouver d'acheteurs pour ce métal. Une portion en fut vendue de 55 sh. à 56 sh. l'once, alors que le prix en est de 60 sh. à Melbourne, et le reste fut renvoyé à Victoria. C'est à ce moment, lorsque la ruine menaçait de toutes parts, et qu'il y avait des signes non équivoques que la foule allait se précipiter aux guichets d'une des banques, que la chambre de commerce proposa la création d'un Office gouvernemental pour l'essayage de l'or, qui devait essayer et estampiller les lingots d'or, afin de les rendre susceptibles de servir de base métallique pour garantir les billets émis par les banques (1). »

Ce projet fut adopté à l'unanimité par une assemblée générale extraordinaire de la chambre de commerce, le 19 janvier 1852. Il reçut l'approbation du gouverneur et fut adopté par le conseil législatif. Ce fut le *Bullion Act* (n° 1, de 1852) qui édictait que :

1° Un Office pour l'essayage de l'or serait établi par le gouvernement colonial pour fondre, essayer, et estampiller l'or, moyennant un droit de 1 o/o.

2° Que les possesseurs de ces lingots estampillés pourraient les échanger dans les banques au taux de 71 sh. par once standard ; en ce cas, c'est le bureau d'essayage

(1) L'initiative de ce projet a été attribuée à Mr. George Tinline, le directeur de la *Bank of Sth Australia*.

qui devait leur remettre de l'or, d'après les instructions des banques.

3° Les billets de banque recevraient cours légal, sauf pour les banques.

4° L'*Act* serait en vigueur pour 12 mois.

« L'effet d'une telle mesure, fait remarquer la chambre de commerce, fut presque miraculeux. Le crédit et la confiance furent restaurés instantanément, l'extrême détresse du marché cessa. Personne n'aurait pu prévoir qu'en moins de six mois non seulement nous aurions échappé à la ruine qui nous menaçait, mais que notre situation serait devenue infiniment plus saine, plus salubre et plus prospère que jamais, ce qui est indiscutablement le cas. »

La comparaison des rapports des banques immédiatement avant, et 6 mois après la mise en vigueur du *Bullion Act*, montrait que « dans le court espace de 6 mois, le papier escompté était tombé de £ 606.826 à £ 387.048, soit près de moitié ; les dépôts étaient passés de £ 21.100 à £ 451.911 et la circulation des billets de £ 84.605 à £ 233.025 », tandis que les réserves d'or étaient passées de £ 97.600 à £ 524.761.

Les colonies voisines, d'après ce rapport, virent cette loi de l'Australie du Sud avec défaveur, car elle avait pour résultat d'attirer l'or en en offrant un prix élevé, et de déprécier la monnaie légale en faisant circuler comme une monnaie ces lingots estampillés.

Le second argument n'était fondé qu'en comparaison

du prix de l'or à Victoria (£ 3 l'once au lieu de 71 sh., soit 3 111 sh.) en Australie du Sud.

Mais cela ne pouvait amener une dépréciation de la monnaie, car cette estimation était encore au-dessous du cours légal du souverain anglais, qui avait en réalité une valeur intrinsèque inférieure de 10 0/0 à celle de la monnaie sud-australienne, et était estimé le même prix par le *Bullion Act*. De fait, en 1852, un billet de £ 100 ne valait que £ 95 de ces lingots estampillés (soit près de 21 sh. de monnaie sud-australienne, pour £ 1 anglaise).

Ces lingots estampillés circulaient bien, en fait, comme une monnaie, mais n'ont jamais été considérés comme tels. Cette monnaie coloniale avait été faite, en effet, en violation manifeste des prérogatives de la Couronne et n'avait jamais obtenu la sanction impériale. Pourtant le gouvernement de la Métropole eut plutôt tendance à louer la hardiesse et l'ingéniosité grâce auxquelles on avait imaginé et adopté un expédient si bien adapté aux exigences du moment, mais on arriva à ce résultat paradoxal que, en raison de sa légalité, le souverain anglais faisait prime sur les lingots sud australiens, bien qu'il eut une valeur intrinsèque inférieure. Quoi qu'il en soit, cette mesure resta temporaire, et ne fut pas renouvelée.

3° Conséquences de la découverte de l'or sur l'activité des banques.

On considéra d'abord que le commerce de l'or, comme celui des autres marchandises d'exportation, devait rester

l'apanage exclusif des marchands, et on considéra comme alarmante l'idée que les banques pourraient acheter de l'or pour leur propre compte. Mais cet état d'esprit ne dura pas : les banques firent leur apparition dans les champs d'or, et suivirent la fortune des mineurs dans chaque nouveau *rush* (lieu où se portait la foule).

La concurrence qui en résulta vint naturellement augmenter le prix de l'or, mais il restait pourtant une marge suffisante pour compenser les fautes que les agents des banques, dans le commencement, pouvaient commettre dans leurs transactions sur cette nouvelle marchandise qu'ils connaissaient si peu. Ils acquirent cependant vite l'expérience nécessaire pour conduire leurs affaires d'une façon satisfaisante. Ils apprirent à distinguer les produits des différents champs d'or et purent évaluer à peu de chose près la valeur de l'or qu'on leur offrait soit sous forme de poudre, soit sous forme de pépites, car le prix des différentes qualités d'or variait de 3 à 4 sh. l'once. Ils prirent l'habitude de conclure leurs achats sur les champs d'or, et il était rare que leur estimation ne se trouvât pas confirmée par les épreuves de la fonte et de l'essai, auxquelles on soumettait éventuellement leurs expéditions dans les sièges principaux de leurs maisons.

Dans les premiers temps, plusieurs mois se seraient écoulés avant qu'une erreur ou une fraude pût être découverte dans la colonie, lorsque l'on envoyait l'or en Angleterre sous forme de lingots. Aussi, les banques trouvèrent-elles plus sûr d'établir leurs installations de fonte à Mel-

bourne et à Sydney, et de n'expédier l'or en barres ou en lingots qu'après en avoir vérifié la valeur exacte par un essai au moment de l'embarquement.

L'once de poudre d'or valait £1, mais ce n'était évidemment qu'après avoir été purifiée de ses impuretés, ce qui s'obtenait en soufflant avec la bouche sur les paillettes. Un directeur de banque ingénieux essaya d'économiser le souffle des poumons humains, en le remplaçant par celui de soufflets, mais l'introduction de cette machine fut dénoncée avec indignation par les mineurs et, à partir de ce moment, on en revint à la méthode primitive. De toute façon la perte que l'on subissait à la fonte ne dépassait pas pour l'or de bonne qualité (tel que celui que l'on trouvait à Ballarat) : 1/2 0/0, mais avec les qualités inférieures la perte atteignait 4 à 5 0/0. « Actuellement (1) les affaires d'achat d'or ne présentent plus les inconvénients et les dangers qu'elles présentaient les premiers jours, lorsque le plus léger bruit de découverte d'or dans un lieu nouveau suffisait à attirer une immense population accourue des autres champs, et où, en peu de jours ou de semaines, un lieu désert se trouvait peuplé d'une armée de mineurs excités, et que suivait une troupe de mercantis toujours prêts à leur procurer ce dont ils avaient besoin.

Les *claims* (2), bien entendu, étaient demandés où l'on supposait devoir trouver le filon d'or, mais les lieux de

(1) Edwin Brett, *op. cit.*

(2) Concession minière accordée temporairement, à condition d'exploiter et d'occuper effectivement.

residence étaient placés sur un alignement strict, d'après les règlements du gouvernement, et, ainsi, une ou plusieurs rues se formaient, pour se transformer définitivement en ville, ou au contraire, pour se dissoudre en une nouvelle solitude suivant la richesse ou la pauvreté du champ. Il est inutile de dire que les *residences* qui s'érigaient dans ces conditions n'avaient pas un caractère bien substantiel ; elles étaient le plus souvent construites en toile, mais des maisons de bois étaient élevées par de nombreux marchands et des cabaretiers, dont les boutiques étaient toujours honorées du nom d'hôtel, et enfin une demi-douzaine de banques apparaissaient sur la scène lorsque le nouveau *rush* promettait de prendre un développement important. Le principal bagage d'un établissement de ce genre, était le coffre-fort d'acier, dont le transport coûtait sans doute aussi cher que sa propre valeur, et que l'on déposait, pour le protéger, au poste de police, où l'on tenait les réserves du Trésor, et où l'on convoyait les espèces et les lingots d'or après chaque journée de travail. Comme on peut l'imaginer, le directeur et les agents d'une telle banque n'étaient pas logés luxueusement, et leur installation pour les affaires n'était pas de la meilleure sorte. Ils prenaient leurs repas dans les soi-disant « hôtels », et couchaient aussi bien qu'ils pouvaient dans les bureaux de la banque, dont le comptoir et les guichets étaient trop souvent construits de vieilles boîtes qui avaient contenu des bouteilles de gin ou de brandy, et qui portaient les marques bien connues J. D.

K. Z. ou Hennessy. Elles étaient les témoins suggestifs des habitudes peu tempérantes de la population. Le manque de confort et les diverses incommodités n'étaient pas le seul inconvénient de la profession de banquier ; sa propre vie était plus d'une fois en danger, lorsqu'il traversait la campagne à cheval, armé d'un revolver, avec de l'or ou des sommes d'argent attachées à sa selle, ou transportées sur sa propre personne ; car la concurrence qui régnait entre les jeunes hommes actifs et énergiques qui s'occupaient de banque dans les champs d'or, les forçait à visiter les mineurs à l'intérieur des *claims*, et à y prendre sur place livraison de l'or qu'ils avaient acheté. Une des raisons pour lesquelles on avait pris l'habitude de visiter les mineurs sur place, était le titre précaire de leurs concessions minières, car une possession effective continuelle était nécessaire pour maintenir les droits acquis par l'occupation d'un nouveau terrain. Un *claim* que l'on aurait occupé puis abandonné, ou qui aurait eu seulement l'apparence d'être abandonné par son propriétaire, était susceptible d'être chauffé (*jumped*), comme on disait, par quelque nouveau venu, et c'est pourquoi les mineurs travaillaient ordinairement dans de petites portions de terrain à 2 ou 3 hommes, de façon à ce qu'un au moins puisse toujours être sur les lieux pour garder la place. En tous cas, le banquier voyageur devint d'une nécessité reconnue, et un cheval pour l'usage du directeur formait une partie essentielle de l'équipement d'une succursale de banque dans les champs d'or. L'achat de l'or,

pourtant, n'était pas le seul objet que se proposait le banquier, car l'acquisition de dépôts et la circulation des billets formaient une part non moins importante de leurs affaires. Lorsque la première était accomplie avantageusement, elle engendrait d'elle-même l'une ou l'autre des opérations suivantes, et l'or acheté n'était pas seulement avantageux par lui-même, mais était ainsi triplement utile pour la banque.

Nombreux sont les exemples bien connus de villes éphémères prenant de vastes dimensions en peu de semaines et qui disparaissaient presque soudainement bientôt après. J'ai moi-même un souvenir vivant de ma visite au *rush* de de Fiery Creek en 1858, alors qu'il y avait 40.000 hommes à cet endroit, et que ce n'était pas chose extraordinaire pour l'escorte de transporter au dehors 6.000 onces d'or en un jour. Le voyageur se rend difficilement compte de ce qu'elle était dans cette période trépidante, en voyant aujourd'hui la ville endormie mais respectable de *Beaufort* à 28 milles à l'ouest de Ballarat, avec des banques construites en briques ou en pierre, ses hôtels, ses boutiques, ses bâtiments pour la poste et la municipalité, et sa population posée et casanière d'environ 800 habitants : et cependant, tel est l'aspect actuel de *Fiery Creek*, et c'est le type de beaucoup d'autres villes australiennes qui ont traversé des phases d'existence semblables.

La scène où se produisit maint autre *rush* est maintenant presque complètement vide, peut-être ne reste-t-il plus aucune construction pour indiquer l'endroit d'un

champ d'or autrefois peuplé et productif, sinon les ruines d'une grossière cheminée, ou bien encore l'apparition de quelque chinois fossoyant silencieusement de ci de là dans les fouilles abandonnées, seul souvenir d'une activité finie. Les banques, les boutiques, les hôtels et les bâtiments publics ont été transportés tout entiers dans une autre localité, où ils ont servi soit pour le même usage temporaire, soit pour arriver à former une ville permanente et stable. »

Lorsque l'achat de l'or était une affaire profitable d'où découlaient d'autres opérations avantageuses, telles que la circulation des billets non taxés en paiement de salaires et la distribution de dividendes tous les quinze jours ou tous les mois, les comptes des Compagnies minières faisaient l'objet des convoitises des banques, qui étaient ainsi amenées à leur faire des avances considérables sur la garantie de leur installation et de leur matériel (1).

Il était clair cependant que si la mine faisait de mauvaises affaires, l'installation et le matériel, sur place, supportaient une sérieuse dépréciation, et que, pour une banque, la mine elle-même avait une valeur égale à 0, tandis que la propriété mobilière ne valait que ce qu'elle pouvait

(1) « Les administrateurs d'une Compagnie minière, avec le consentement des actionnaires (votant dans une assemblée statutaire tenue spécialement dans ce but) pouvaient donner en hypothèque valable toute la propriété de la Compagnie; une telle hypothèque dûment enregistrée donnait un droit de préférence qui datait du jour de l'enregistrement et procurait à une banque une garantie inattaquable sur l'installation, le matériel, et le titre d'une mine d'or. » — Edwin Brett, *op. cit.*

rapporter par sa vente, c'est-à-dire, peut-être, ce qu'en auraient valu les démolitions, si elle n'était pas susceptible d'être employée ailleurs. Sans doute n'y a-t-il pas eu une banque en Australie qui n'ait appris par une coûteuse expérience à apprécier la valeur d'une garantie minière.

Sauf dans le cas de liquidation officielle, on ne pouvait obtenir que peu ou rien des actionnaires d'une telle société, pour satisfaire une banque ou d'autres créanciers, car l'acte de constitution était souvent enregistré à des noms fictifs ou à des hommes de paille, tandis que les porteurs de bonne foi, bons et solvables pour les appels de capitaux restaient introuvables.

Vers 1866 quelques banques anglaises établies dans les Indes purent faire d'excellentes opérations de change en achetant de l'or à Melbourne, alors que l'or faisait prime dans les Indes. La plupart des banques en profitèrent et trouvèrent là un moyen de faire passer des fonds à Londres non seulement sans frais, mais avec bénéfice, pour faire face aux traites qu'elles émettaient et pouvaient vendre avec 1 ou 2 o/o de prime.

On put dans la suite pratiquer des opérations analogues avec l'Amérique. En 1882 on transporta de l'or à San Francisco. « Envoyer de l'or en Californie semble être une absurdité analogue à celle qui consisterait à *envoyer du charbon à Newcastle* » (1). Mais cet or était employé en Amérique à acheter du change sur l'Angleterre lorsqu'on

(1) Edwin Brett, *op. cit.*

pouvait l'avoir à bon marché, ou à acheter du métal blanc pour l'expédier en Chine ou au Japon, pour le compte de maisons étrangères. Edwin Brett signale en particulier d'importantes opérations de ce genre effectuées par les agences australiennes du Comptoir d'Escompte de Paris, et qui avaient pour base des expéditions importantes de métal jaune à San Francisco. Ces sortes d'opérations se sont multipliées de plus en plus dans la suite, et constituent une part importante et caractéristique de l'activité des banques en Australie.

Il est clair que l'abondance de l'or, résultat de la production, maintenait toujours le change à des cours défavorables, car l'or, par sa tendance à être exporté, ramenait toujours le change au niveau du *gold point* de sortie. Cet état de choses est normal et permanent pour tous les pays qui produisent l'or.

CHAPITRE IV

LE DÉVELOPPEMENT DES BANQUES AVANT LA CRISE DE 1893 (1).

La découverte de l'or provoqua la création d'un grand nombre de banques.

Avant 1851 on peut compter dix grandes banques (2).

Leur nombre se porta à 16 dans les six années qui suivirent (3), et, sur les six nouvelles banques, 4 se formèrent

(1) D'après les ouvrages cités aux précédents chapitres et :

a) Un article de M. Fournier de Flaix, dans l'*Economiste français*.

b) *Banking in Australasia, from a Official's Point of view*, 1 vol. London 1883,

(2) 1° *Bank of New South Wales*, fondée en 1817.

2° *Bank of van Diemen's Land*, — 1823.

3° *Bank of Australia*, — 1826.

4° *Commercial Bank of Tasmania*, — 1832.

5° *Commercial Banking Cy of Sydney*, — 1834.

6° *Bank of Australasia*, — 1835.

7° *Union Bank of Australia*, — 1837.

8° *Royal Bank of Australia*, — 1840.

9° *Bank of South Australia*, — 1847.

10° *Western Australian Bank*, — 1847.

(3) Banques fondées entre 1851 et 1856.

1° *English Scottish and Australian Chartered Bank*, fondée en 1852.

2° *Bank of Victoria*, — 1852.

3° *London Chartered Bank of Australia*, — 1852.

4° *Australian Joint Stock Bank*, — 1853.

5° *Colonial Bank of Australasia*, — 1856.

6° *National Bank of Australasia*, — 1858.

dans les deux premières années de la « fièvre » de l'or.

Leur nombre s'accrut encore dans la suite, et l'on trouve une trentaine de grandes banques vers 1883, époque où leur nombre atteint le maximum.

Banques anglaises et banques coloniales. — On peut les diviser en deux grandes catégories : celles qui ont leur siège social à Londres, et celles qui l'ont dans les colonies.

Comme les banques strictement coloniales avaient cependant des agences à Londres, la distinction semble ne pas avoir un intérêt capital. Pourtant, les deux sortes de banques avaient des caractères distincts, et une politique différente.

Les banques coloniales montraient en effet une plus grande activité, et moins de prudence dans les affaires. Elles eurent de ce fait à subir des pertes assez sérieuses, « mais leurs administrateurs eurent toujours le courage de faire face aux pertes subies, au lieu de les dissimuler et de continuer à distribuer de gros dividendes sur des bénéfices qui n'existaient que sur le papier (1). » Les événements ont, il est vrai, dans plusieurs cas, démenti cette assertion trop bienveillante.

Sept banques avaient leur siège social à Londres :

1° *Union Bank of Australia* ;

2° *Bank of Australasia* ;

3° *Bank of South Australia* ;

4° *English, Scottish and Australian Chartered Bank* ;

5° *London Chartered Bank of Australia* ;

6° *National Bank of New Zealand* ;

(1) *Banking in Australasia*, op. cit.

7° *Royal Bank of Australia.*

Les banques coloniales étaient au nombre de 20 :

1° *Bank of New South Wales ;*

2° *Commercial Banking Cy of Sydney ;*

3° *Australian Joint Stock Bank ;*

4° *City Bank of Sydney ;*

5° *Mercantile Bank of Sydney ;*

6° *Bank of Victoria ;*

7° *National Bank of Australia ;*

8° *Colonial Bank of Australia ;*

9° *Commercial Bank of Australia ;*

10° *City of Melbourne Bank ;*

11° *Bank of Adelaïde ;*

12° *Commercial Bank of South Australia ;*

13° *Town and County Bank ;*

14° *Commercial Bank of Tasmania ;*

15° *Western Australia Bank ;*

16° *Bank of Van Diemen's Land ;*

17° *Bank of Tasmania ;*

18° *Bank of Australia ;*

Auxquelles il faut ajouter deux établissements de Nouvelle Zélande (avec siège social en Nouvelle Zélande) qui avaient de nombreuses succursales en Australie :

19° *Bank of New Zealand* (fondée en 1861) ;

20° *Colonial Bank of New Zealand* (fondée en 1874).

Enfin une banque orientale : l'*Oriental Bank Corporation* (fondée en 1852), dont le siège était à Londres, avait établi

également un grand nombre d'agences en Australie, où elle exerçait une grande influence.

La France elle-même était (et est encore) représentée par le Comptoir National d'Escompte de Paris qui a des succursales à Melbourne et à Sydney.

Les banques disparues. — La situation était florissante, et, jusqu'en 1893, il n'y eut pas de grand désastre bancaire. Les quelques banques qui firent de mauvaises affaires, durent leur infortune à une mauvaise gestion : c'est ainsi que l'une des plus anciennes : la *Bank of Australia*, fondée à Sydney en 1826, s'était engagée malheureusement dans des opérations foncières et pastorales. Après avoir dû se réorganiser en 1833, et essayé de liquider ses nombreuses immobilisations de capitaux, provenant de réalisation de gages (qui consistaient surtout en terres et en bestiaux) par une loterie (autorisée par un *Act of Council* en 1845), elle se résigna à une liquidation en 1848.

La *Royal Bank of Australia* (1), créée à Londres en 1840, fut forcée de liquider, en 1848 également, par suite des pertes que lui avaient fait subir les spéculations que son *Chairman* (2) avait faites avec les fonds sociaux.

Enfin la *Bank of Otago*, Ld, fondée en 1863, suspendit à cause de prêts importants faits au gouvernement de Nouvelle-Zélande. La suite de ses affaires fut reprise par la *National Bank* de Nouvelle-Zélande en 1873.

(1) Une banque s'est fondée en 1888, qui a repris le même nom : mais la *Royal Bank of Australia* actuelle n'a aucun rapport avec celle qui liquida en 1848.

(2) Président du conseil d'administration.

Il faut mentionner encore la chute de la *Bank of Queensland Limited*, en 1866. Une série d'années malheureuses ayant entraîné la suppression du dividende, cette mesure entraîna elle-même une panique fatale à la *Bank of Queensland*.

Plus importante fut la faillite de l'*Oriental Bank Corporation* en 1884.

Le centre des affaires de cette banque était à Ceylan et Maurice, ainsi que dans les Indes, mais elle occupait également une situation importante en Australie. Ce n'était pas la première banque orientale qui eût étendu son champ d'opérations jusque-là : l'*Agra Bank* y avait jadis fait une courte apparition, mais elle y avait renoncé (1), à la suite de crises économiques qui se produisirent dans les colonies d'Orient, crises auxquelles l'*Oriental Bank Corporation* avait alors pu résister. On se rendra compte de l'importance de cette dernière en Australie, si on sait que le chiffre de ses dépôts était de £ 1.062.494 en Nouvelle Galles du Sud, et de £ 1.833.456 à Victoria en 1882 (2). Comme l'*Agra*, l'*Oriental Bank* dut sa chute à la mauvaise tournure que prirent ses affaires en Orient à la suite de la dépréciation du métal blanc, et des crises qui frappèrent la production du café.

Elle devint de ce fait propriétaire de nombreuses plantations, qui immobilisaient ses capitaux et qu'elle ne pouvait réaliser.

(1) La suite des affaires de l'*Agra Bank* avait été reprise par la *Mercantile Bank of Sydney*, fondée par l'ancien directeur de l'*Agra*.

(2) Chiffres extraits de *Banking in Australasia*, op. cit.

Certaines banques furent absorbées par d'autres plus puissantes : c'est ainsi que la *Bank of Australasia* absorba la *Bank of Cornwall* et l'*Union Bank of Australia* : la *Tamar Bank of Launceston*, tandis que la *City of Melbourne Bank* fut formée de la fusion de la *Melbourne Banking Company Limited*, de la *Joint Stock Bank of Australia, Limited*, et de plusieurs petites banques (1).

Développement des affaires bancaires. — On voit que les faillites furent peu nombreuses. Les banques en effet se développaient rapidement, et vers 1880, leur situation paraissaient être des plus prospères. Les tableaux suivants, extraits du *Year Book of Australia* de 1886, en donneront une idée.

(1) *Banking in Australasia, op. cit.*

COLONIES	Billets en circu- lation	Dépôts	Avances	Encaisse métallique
1850 (1)				
Nouvelle Galles du Sud...	267.373	1.521.721	1.666.314	656.003
Australie du Sud.....	86.714	205.107	572.868 ^a	128.945
Tasmanie.....	47.989	165.238	59.316	153.461
Australie de l'Ouest.....	2.340	13.458	15.627	7.823
Total.....	404.416	1.905.524	2.314.125	946.232
1860				
Nouvelle Galles du Sud..	949.849	5.164.011	5.780.689	1.668.477
Queensland.....	42.764	286.916	490.858	63.841
Australie du Sud.....	260.100	693.987	1.270.894 ^a	303.529
Tasmanie.....	127.895	786.988	1.404.636	287.632
Victoria.....	1.834.274	7.225.728	9.206.428	2.660.575
Australie de l'Ouest.....	7.622	51.783	55.376	18.935
Total.....	3.222.504	14.209.413	18.208.891	5.002.989
1870				
Nouvelle Galles du Sud...	695.365	6.107.999	7.814.116	1.291.177
Queensland.....	146.921 ^a	923.956	1.306.769	264.872
Australie du Sud.....	219.900	1.196.678	2.927.900 ^a	311.790
Tasmanie.....	84.531	670.770	1.083.857	181.717
Victoria.....	1.212.792	10.899.026	13.474.908	2.325.036
Australie de l'Ouest.....	10.695	120.662	61.026 ^a	26.300
Total.....	2.370.294	19.918.061	25.668.576	4.400.892
1880				
Nouvelle Galles du Sud...	1.260.771	17.883.024	17.210.205	3.563.561
Queensland.....	506.887	3.433.501	4.053.923	1.086.572
Australie du Sud.....	525.486	4.265.275	5.875.406	1.028.868
Tasmanie.....	122.441	2.122.091	1.521.886	483.435
Victoria.....	1.236.048	17.972.701	18.039.019	3.854.630
Australie de l'Ouest.....	22.005	310.880	398.723	116.059
Total.....	3.673.638	45.987.472	47.099.162	10.133.125

(1) « Dans la confection de ces statistiques, qui donnent les chiffres pour toutes les colonies australiennes, nous sommes partis du 31 décembre 1850. C'est la date la plus éloignée où il soit possible d'avoir une vue d'ensemble du développement des affaires de banque. Avant cette date, on ne publiait pas de rapports permettant d'avoir des chiffres complets. Comme les colonies de Victoria et de Queensland formaient alors des parties de l'Etat de Nouvelle Galles du Sud, les chiffres donnés pour 1850 s'appliquent bien à l'Australie tout entière, y compris la Tasmanie » (Note du *Year Book*).

(2) « Ces chiffres comprennent les billets des autres banques, ainsi que les créances sur celles-ci » (Note du *Year Book*).

(3) « Les chiffres pour le Queensland sont au 30 septembre 1870 » (Note du *Year Book*).

Chiffre d'affaires dans chaque colonie, par chaque banque, en 1882 (1).

BANQUES	Nouvelle Galles du Sud	Victoria	Nouvelle Zélande	Australie du Sud	Queens- land	Tasmanie	Australie de l'Ouest	Total par banque
1 N. S. W.	10.835.922	4.284.871	2.150.801	832.990	2.322.336			20.416.930
2 Union.....	2.459.077	5.527.968	3.002.824	801.634	1.119.052	945.172	268.398	14.127.125
3 Australasia.....	2.624.331	5.795.176	1.478.365	1.393.877		632.653		12.861.480
4 Comm. Bg. Co of Sydney.	11.376.528				1.021.854			12.398.382
5 N. Zeal. Co.....	1.219.480		9.071.642				305.991	10.291.122
6 Nati. of Australasia.....		5.135.856		2.816.990				8.258.837
7 Victoria.....		8.040.493			1.540.645			8.060.493
8 Australian Joint Sck.....	5.943.207							7.483.852
9 E. S. A. Chartered.....	2.611.313	2.747.855		1.663.573				7.022.741
10 Queensland National.....	2.277.405	3.492.156			4.561.356			4.838.761
11 London Chartered.....	1.305.143	2.852.527			28.594			4.825.893
12 Oriental.....	1.673.698	4.022.215						4.526.225
13 Colonial of Austral.....		3.932.425						4.022.215
14 Comm. of Australasia.....				2.807.157				3.932.425
15 South Australia.....	2.464.220							2.807.157
16 City (Sydney).....	2.226.108							2.464.220
17 Mercantile.....						2.078.851		2.226.108
18 Comm. of V. D. Land.....			2.023.267					2.078.851
19 Nation. of N. Zeland.....		1.926.657						2.023.267
20 City of Melbourne.....			1.600.139					1.926.657
21 Colonial of N. Zeland.....				1.437.091				1.600.139
22 Adelaide.....				1.360.633				1.437.091
23 Comm. of sth. Australia.....						838.501		1.360.633
24 Van Diemen's Land.....							438.290	838.501
25 Western Australia.....				260.386				438.290
26 Town and County S. A.....						230.538		260.386
27 Tasmania.....								230.538
Total par Colonie ..	45.006.452	47.778.199	19.327.038	13.377.331	11.538.495	4.725.715	1.012.679	142.765.909

(1) Ce tableau est donné par l'auteur de *Banking in Australasia*, comme étant extrait de l'*Australasian Insurance and Banking Record*.
 (2) Cette banque a une agence dans l'Etat de Victoria, mais ne publie pas de rapport. — Les chiffres, pour Victoria, doivent être réduits du montant des obligations du gouvernement que détiennent quelques banques. Celles-ci ne les comprennent pas dans le total des avances.

Comptes de banque des gouvernements. — Parmi ces banques, certaines avaient une situation privilégiée, du fait que les gouvernements coloniaux leur confiaient les fonds de l'Etat. Ce fut en effet toujours l'habitude d'agir ainsi en Australie. En général, les gouvernements s'adressaient à un seul établissement, quelquefois à deux, et cherchaient, en faisant appel à la concurrence, à obtenir un taux d'intérêt élevé. C'était pour les banques un avantage appréciable que d'obtenir ainsi le compte d'un gouvernement, avantage qui n'était pas sans danger, ni sans donner un air de prospérité factice à l'établissement qui était l'objet de cette faveur. Dans les états trimestriels, en effet, les banques comprenaient les dépôts du gouvernement dans le chiffre total de leurs dépôts à intérêt. Et il arrivait souvent que, lorsqu'une colonie émettait un emprunt nouveau en Angleterre (qui atteignait souvent £ 3 ou 4 millions), le transfert de ces fonds au compte d'une banque locale venait gonfler brusquement d'une façon anormale les chiffres de ses rapports trimestriels. Au contraire, la réduction des chiffres était lente, car les dépenses auxquelles les fonds de l'emprunt devaient pourvoir se faisaient en travaux productifs, et se répartissaient en un grand nombre d'échéances éloignées.

A Victoria, le « compte public » était divisé par parties égales entre 10 banques, qui se chargeaient en même temps de négocier les emprunts de l'Etat colonial en Angleterre. Les *Departmental Accounts* (soit : les comptes spéciaux de chaque administration : comptes des *depart-*

ments des chemins de fer, des douanes, des postes, etc.), étaient répartis aussi également que possible, selon leur importance, entre ces 10 banques associées. Aucun intérêt n'était accordé à ces comptes, et aucune commission n'était prise au gouvernement pour l'encaissement des revenus intérieurs, ou le transfert des fonds de Melbourne aux autres districts de la colonie ; au contraire, les banques payaient un intérêt de 3 o/o sur le solde journalier de la portion du « compte public » dont elles avaient la gestion, à condition que lesdits soldes ne soient pas inférieurs à £ 50.000 dans l'ensemble, ni à £ 5.000 pour chaque banque.

Cet arrangement entre le gouvernement de Victoria et les banques associées était révocable 12 mois après avis d'une des parties.

« Cette subdivision des affaires de banque du gouvernement était un obstacle bienfaisant à l'influence politique, qui, dans un gouvernement quasi-démocratique, cherche toujours à s'immiscer indûment dans les institutions financières d'un pays (1). »

C'était également une sauvegarde contre le violent dérangement qui pouvait résulter pour le commerce du transport soudain de dépôts d'une importance exceptionnelle de l'une à l'autre des banques d'une colonie.

Cependant, l'exemple de Victoria n'a jamais été suivi par les autres Etats australiens, et c'est à une seule ban-

(1) Edwin Brett, *op. cit.*

que que les gouvernements confiaient, et confient encore leurs comptes. Néanmoins des fonds supplémentaires étaient souvent distribués sous forme de dépôts fixes, aux autres établissements.

Banques de commerce et banques foncières. — Malgré la découverte de l'or et les nouveaux éléments d'activité qu'elle apportait aux banques, celles-ci n'en continuaient pas moins à pratiquer en grand le crédit pastoral, agricole et foncier, qui avait formé l'élément principal de leur activité avant 1851. Les banques foncières (*Loan Mortgage societies*) se multiplièrent aussi avec rapidité, mais on peut dire qu'une certaine confusion régna toujours entre leurs attributions et celles des autres banques (1). Car si, d'une part, les banques trop souvent faisaient des opérations qui rentraient plutôt dans la compétence des sociétés foncières, inversement celles-ci recevaient des dépôts en grandes quantités, ce qui était d'une politique défectueuse de leur part, car elles employaient ainsi dans des opérations à longue échéance des fonds qu'elles pouvaient être amenées à rembourser dans de courts délais. Bien plus, elles avaient, tout comme les banques, le droit d'émettre des billets. Elles n'en ont cependant pour ainsi dire point usé.

Cette confusion qui existait entre les banques de dépôts et les banques foncières s'augmenta encore du fait qu'un

(1) Ces sociétés faisaient d'une façon générale toutes les sortes de prêts immobiliers, et, en outre, faisaient des avances sur les marchandises, les troupeaux, la laine avant la tonte, et recevaient en consignation pour la vente à Londres la laine et le suif.

grand nombre de banques des deux espèces s'affilièrent.

C'est en Nouvelle Zélande que prit naissance cette pratique (1) : la *Bank of New Zealand* était affiliée à la *New Zealand and Mercantile Agency Company Limited*, et la *Bank of Otago Limited* l'était à la *Otago and Southland Investment Company Limited*. « Les sociétés affiliées avaient la même direction, et quoique les affaires de chacune d'elles fussent distinctes, et que les sociétés foncières ne s'immisçassent en aucune manière dans les affaires proprement bancaires, une communication directe était établie avec la banque affiliée, ce qui permettait à la Compagnie de se créer une situation et un chiffre d'affaires qu'elle n'aurait pu obtenir autrement (2). »

Ces sortes d'alliances amicales (*friendly alliances*) s'étendirent à l'Australie : c'est ainsi que la *Queensland National Bank Limited* avait ses intérêts liés à la *Queensland Investment and Mortgage Company Limited*.

La concurrence. — Ce qui poussait les banques à pratiquer une politique bancaire aussi dangereuse, c'était une concurrence exagérée. Ce sujet était de ceux qui fournissaient une matière inépuisable à l'éloquence des présidents des conseils d'administration des banques australiennes. Il n'est pas possible de lire les comptes rendus des assemblées générales sans rencontrer sous une forme ou sous une autre, des allusions à la concurrence. Tantôt c'est le

(1) Les sociétés néo-zélandaises dont il s'agit exerçaient également leur activité en Australie.

(2) *Banking in Australasia*, op. cit.

Chairman d'une banque purement coloniale qui déclame contre l'apparition d'une banque anglaise, tantôt c'est celui d'une banque anglo-australienne qui exprime la crainte que les bénéfices ne puissent être maintenus aux taux actuels, à cause de la concurrence qui existe non seulement entre sa banque et les autres banques anglo-australiennes (c'est-à-dire ayant leur siège social à Londres), mais encore avec les banques purement australiennes.

Dès 1853, le *Chairman* de la *Bank of New South Wales* dénonçait quelques établissements concurrents ayant leur siège à Londres, et parlait des inconvénients « d'une concurrence étrangère dont l'origine était une vue erronée de la situation et des besoins de la région ».

De même en 1873, Mr. Russell, directeur de la banque de Nouvelle Zélande, dénonçait comme étrangère la *National Bank of New Zealand*, nouvellement installée, et dont le siège social était à Londres.

Le résultat de cette concurrence était d'une part de conduire les banques à faire des opérations hasardeuses, et, d'autre part, de les obliger à réduire les taux de l'escompte, des diverses sortes d'avances, et, au contraire, à augmenter le taux de l'intérêt payé aux dépôts ; ainsi voyaient-elles se réduire la marge de leurs bénéfices. Elles cherchèrent à éviter ces inconvénients en concluant entre elles des arrangements (*agreements*) pour limiter aussi bien les taux des avances, que ceux accordés aux déposants. Voici en quels termes Mr. J. S. Mitchell, le *Chairman* de l'*Australian*

Joint Stock Bank exposait les inconvénients de cette concurrence, et exprimait l'espoir de voir bientôt un arrangement s'établir entre les banques : « Nous avons dû consacrer des sommes considérables au paiement des intérêts dus aux déposants, intérêts dont nous avons été obligés d'augmenter le taux à la suite de l'initiative prise en ce sens par quelques-unes des autres banques.

« Je crois pouvoir dire que la folie d'une semblable politique a été enfin reconnue, et qu'une pratique plus raisonnable des affaires s'établira pendant le semestre courant, grâce à une meilleure entente entre les banques. On estime souvent qu'il ne doit exister aucune entente ou arrangement entre les banquiers, ou entre les autres sociétés commerciales, mais que la liberté du commerce doit exister aussi bien pour l'argent que pour les autres marchandises, et que chacun devrait pouvoir enchérir pour l'argent, comme pour toute autre chose, ainsi qu'il le juge bon. Mais cela n'est pas la liberté du commerce, si par liberté commerciale nous entendons l'abolition de toutes les restrictions douanières ou fiscales apportées au commerce d'un pays, ce qui est le seul moyen de placer toutes les catégories d'affaires sur un pied d'égalité. La concurrence n'est pas la liberté commerciale, elle est bien souvent au contraire la *tyrannie du commerce* : la tyrannie du riche contre le pauvre, ou du commerçant malhonnête contre l'honnête commerçant. Prenez, par exemple, la concurrence entre deux marchands, ou deux compagnies de vapeurs, quelle autre alternative y a-t-il que la ruine de

l'un ou de l'autre, ce qui ramènera pour le public le retour des hauts prix rétablis par le gagnant. Une telle concurrence peut se produire dans tout pays, que ce pays soit protégé par des taxes douanières, ou qu'il jouisse d'un régime de libre-échange. Il n'y a aucune raison pour que les banques ne s'entendent pas pour adopter une règle commune dans la conduite de leurs affaires, comme le font les courtiers, les architectes, les gens de loi et autres, afin de prévenir les effets désastreux de la concurrence. »

Le premier arrangement entre les banques intervint à Victoria. Le 27 juin 1859, six banques de Melbourne (1) annoncèrent leur intention de ne plus payer d'intérêt sur les dépôts à vue, et en même temps faisaient une réduction de 10/0 sur le taux de leur escompte. La *National Bank of Australasia* se joignit à elles. Mais peu après, l'*Oriental Bank*, l'*English Scottish and Australian Chartered Bank* augmentèrent l'intérêt des dépôts, la *Colonial Bank of Australasia* se retira de l'arrangement, et celui-ci tomba bientôt.

Cependant l'entente entre les banques était une nécessité. Après diverses tentatives plus ou moins suivies d'effet, des arrangements plus sérieux purent être conclus.

Ces arrangements (il en existe encore actuellement de semblables) portaient principalement sur le taux de l'intérêt accordé aux dépôts.

(1) *Bank of Australasia, London Chartered Bank of Australia, Union Bank of Australia, Bank of Victoria, Bank of New South Wales, Colonial Bank of Australasia.*

De bonne heure, on prit l'habitude de n'en pas accorder aux comptes courants (dépôts à vue) ni aux dépôts à moins de trois mois. La règle ordinaire était de faire une différence de 10/0 pour les périodes respectives de 3, 6 ou 12 mois.

Comme il n'existait pas en Australie de banque ayant le monopole de l'émission (ainsi qu'on en trouve en France et en Angleterre) pour fixer un taux étalon, en quelque sorte officiel, d'après lequel pouvaient se régler les différents taux d'intérêt (alloué aux dépôts, ou prélevé sur les avances), cette entente en tenait lieu, et était ainsi une nécessité. Rapidement les clauses des arrangements s'étendirent à d'autres objets, pour déterminer les conditions générales des affaires : on régla le prix de l'or, le taux du change (à l'intérieur, étranger ou intercolonial), le taux de l'escompte, des avances en général.

A Londres, les affaires avec la colonie firent l'objet d'un arrangement de même nature, conclu en novembre 1875, qui portait sur les points suivants (1) :

- 1° Vente de traites sur la colonie ;
- 2° Achat de traites sur la colonie ;
- 3° Encaissement de traites payables en Australie ;
- 4° Paiement télégraphique dans les colonies ;
- 5° Escompte (Ce dernier point n'ayant fait l'objet d'un arrangement qu'en 1883).

Ces pratiques venaient atténuer dans une certaine

(1) *Banking in Australasia, op. cit.*

mesure les effets de la concurrence. Ils ne la supprimaient point cependant, et les banques la transportaient dans la poursuite des affaires. Les facilités que l'on avait pour obtenir l'ouverture d'un crédit de banque en Australie étaient plus grandes que partout ailleurs. Pour rechercher les affaires, les banques multiplièrent les succursales, et les petits comptes de banque étaient extrêmement nombreux. Dans bien des cas, on en arrivait à ce résultat absurde de voir deux ou trois banques établies dans des villes de moins de 1.000 habitants, et, comme la population totale de la colonie était en 1883 de 2.773. 500 habitants, et qu'il y avait 1.076 établissements de banque, cela faisait une banque pour 2.577 colons de tout âge (1).

En même temps elles recherchaient les dépôts pour avoir les moyens d'augmenter leurs affaires. Comme elles payaient un intérêt plus élevé que les banques anglaises, elles attiraient, par leurs agences d'Angleterre, les capitaux britanniques. De fait ceux-ci affluaient en Australie, et cela, non seulement par les dépôts de banque, mais encore par les nombreuses émissions des gouvernements coloniaux. (En 1873, la dette de l'Australie à la métropole était estimée à environ £ 70.000.000. En 1893, M. Régi-

(1) Voici quelle était la proportion comparée des différents pays britanniques (d'après M. Turner), *Australian Ins. and Bg. Record* 8 décembre 1880.

	Banques	Habitants	
Angleterre . .	2.117	25.000.000	1 banque par 11.810 hab.
Ecosse	893	3.600.000	1 banque par 4.031 »
Irlande	495	5.400.000	1 banque par 10.910 »

nald Black, dans un mémoire présenté à l'*Economic Association*, à Sydney, estimait cette dette à £ 350 ou 400 millions, soit £ 80 par tête : homme, femme ou enfant) (1).

Il y avait, par ces deux voies, un échange extraordinaire de crédit entre la métropole et ses colonies des antipodes.

La facilité avec laquelle ils obtenaient des capitaux incitait les gouvernements coloniaux aux dépenses, et peut-être faut-il voir dans ce fait une des causes qui les ont engagés à entrer dans la voie du socialisme d'Etat. En même temps les banques se trouvaient avoir des sommes considérables à faire valoir et étaient doublement sollicitées (d'une part par la concurrence, d'autre part, par l'abondance de leurs ressources) à dispenser le crédit avec une facilité extrême.

Caractères de la politique bancaire australienne. — En résumé, la politique bancaire en Australie, vers 1883, présentait les caractères suivants :

1° L'emploi du crédit sous toutes ses formes était extrêmement large, plus peut-être que partout ailleurs.

2° Il y avait un échange de crédit extraordinaire entre la métropole et les divers centres de colonisation.

3° Grâce aux facilités qu'accordaient les lois foncières et agraires, les banques faisaient une grande quantité d'opérations immobilières, pastorales et agricoles, en

(1) Cité par Nathaniel Cork, *Journal de l'Institut des Banquiers*, avril 1894 (*op. cit.* au chapitre suivant).

concurrence avec les banques foncières, avec qui, bien souvent, elles avaient partie liée.

4° En ce qui concerne l'émission (1), la pratique des comptes de banques qui était encore plus développée en Australie qu'en Angleterre, réduisait l'utilité des billets de banque. De plus, en 1868, une chambre de compensation s'était fondée à Melbourne, où la balance des comptes s'élevait à 800 ou 900 millions de livres. Dans ces conditions, il n'y a rien d'étonnant à ce que la circulation fiduciaire ait toujours été très modérée : en 1882, il n'y avait que pour £ 5.000.000 de billets en circulation.

5° L'élément inquiétant dans leur politique était la disproportion qui existait entre le capital versé et les réserves d'une part, et, d'autre part, les affaires qu'elles faisaient dans les colonies ; ce qui indique qu'elles employaient dans les affaires coloniales une forte proportion de capitaux empruntés à Londres (sous forme, en général, de dépôts fixes). Le tableau (2) suivant montre qu'à partir de 1883 cette politique imprudente prit une extension dangereuse, car ce fut là une des causes principales de la crise de 1893. Le volume des affaires et le chiffre du passif dans les colonies n'était plus alors en rapport avec le capital, et M. Sydney J. Murray (3) pourra dire qu'au mo-

(1) L'émission qui, nous l'avons vu au chapitre précédent, était libre, et limitée seulement par une taxe et l'obligation de publier des rapports trimestriels.

(2) Extrait du *Bankers' Magazine*, octobre 1895.

(3) *Bankers' Magazine*, octobre 1895.

ment de la crise, « les banquiers avaient édifié leurs affaires en une pyramide renversée ».

Au 31 décem- bre	CHIFFRE D'AFFAIRES DANS LES COLONIES		Capital employé dans	Capital versé et fonds
	Actif	Passif	les colonies	de réserve
	£	£	£	£
1872	42.824.000	33.527.000	9.297.000	12.691.000
1873	48.473.000	36.905.000	11.568.600	13.112.000
1874	53.731.000	39.762.000	13.969.000	14.254.000
1875	59.298.000	44.785.000	14.513.000	14.795.000
1876	63.898.000	48.133.000	15.765.000	15.123.000
1877	72.068.000	54.293.000	17.775.000	15.612.000
1878	77.158.000	55.882.000	21.276.000	17.535.000
1879	75.735.000	54.370.000	21.365.000	18.012.000
1880	73.235.000	59.295.000	13.940.000	18.410.000
1881	85.454.000	67.679.000	17.775.000	18.839.000
1882	100.330.032	74.283.941	26.046.091	19.839.000
1883	104.890.000	76.451.000	28.439.000	20.730.000
1884	119.542.648	87.971.855	31.570.793	21.380.900
1885	123.331.000	90.381.000	32.950.000	22.066.000
1886	132.293.028	96.059.427	36.233.601	22.928.000
1887	141.802.193	103.972.616	37.829.577	23.840.000
1888	151.266.000	108.037.000	43.229.000	24.613.000
1889	159.888.000	112.066.000	47.822.000	25.925.000
1890	168.460.000	116.165.000	52.295.000	26.571.000
1891	165.698.000	115.285.000	50.413.000	26.032.000
1892	168.858.000	116.528.000	52.330.000	24.056.000

On voit donc que, dans l'ensemble, si la situation des banques était prospère, leur trop grande audace, et le caractère hasardeux de leurs opérations foncières et agricoles présentaient des dangers très grands.

Situation des banques à la veille de la crise de 1893. — L'Australie du Sud fut la première colonie qui eut à subir les conséquences de l'imprudence avec laquelle se faisaient les avances. Vers 1885, il y eut un affaissement général, qui entraîna la disparition de la *Commercial Bank of South Australia* en 1886. Peu après, la *Town and Coun-*

ty Bank put éviter la faillite en fusionnant avec la *Commercial Bank of Australia*. La vieille *Bank of South Australia* résista quelque temps, mais en 1892 elle-même abandonna la partie en fusionnant avec la *Union Bank of Australia*.

Enfin, il faut mentionner, dans les autres colonies, la chute de la *Bank of Van Diemens' Land*, qui se produisit à la veille de la grande crise de 1893, quoique cet événement isolé ne puisse être compris dans la crise elle-même, ainsi que la suspension des paiements de la *Standard Bank of Australia*, en 1891, qui fut suivie d'un arrangement, après lequel la banque put rouvrir le 30 mai 1892.

Malgré cette faiblesse de l'Australie du Sud, les affaires, dans le reste de l'Australie paraissaient être saines, et, le 31 mars 1885, les bilans des différentes banques donnaient les chiffres globaux suivants (1).

Passif.

Capital versé et réserves	£ 22.279.902
Engagements vis-à-vis des tiers	121.275.128
Total	143.555.030

Actif.

Espèces en caisse et valeurs mobilières	
(fonds publics)	£ 27.272.133
Avances diverses	112.593.029
Immeubles des banques	3.689.868

(1) Chiffres extraits de : *Australasian Insurance and Banking Record*, 21 septembre 1911, cité par le *Bankers' Magazine*.

Les engagements vis-à-vis des tiers (dépôts et divers) surpassaient les avances de £ 6.682.099.

La proportion entre l'actif liquide (espèces et valeurs), et le passif exigible était de 22 1/2 o/o.

Entre cette époque et mars 1892, un an avant la crise, la situation était devenue la suivante.

Passif.

Capital versé et réserves	£ 26.878.501
Engagements vis-à-vis des tiers	<u>177.577.460</u>
Total	204.455.961

Actif.

Espèces en caisse et valeurs mobilières	<u>£ 35.846.014</u>
(fonds publics)	162.727.287
Avances diverses	5.882.660
Immeubles des banques	

En 7 ans, le passif exigible des banques avait donc augmenté de £ 56.302.332, et les avances diverses de £ 48.134.258. Ce passif surpassait maintenant les avances de £ 14.850.173. L'augmentation était de £ 8.168.074, soit d'à peu près les 8/7 (plus du double).

L'augmentation de la valeur des propriétés indiquait en outre que l'on avait ouvert un grand nombre de nouvelles agences, mais que l'on avait que fort peu amorti le compte « Immeubles ».

CHAPITRE V

LA CRISE DE 1893 (1).

1° Causes de la crise.

La crise des banques australiennes en 1893 fut une des plus importantes catastrophes financières qui se soient produites : elle n'affecta pas seulement l'Australie, mais encore l'Angleterre, qui avait prêté des sommes considérables à ses colonies des antipodes.

« L'année 1893, dit M. Nathaniel Cork, restera toujours dans le souvenir des Australiens et de tous ceux qui sont en relations d'affaires avec l'Australie, comme l'année la plus sombre de l'histoire de cette grande île. C'est par une simple coïncidence, sans plus, que la crise australienne s'est produite la même année qu'une crise financière générale à la fois aux Etats-Unis et en Italie.

« Mais sans être connexes, ces crises n'en ont pas moins un caractère commun. D'après la revue de *Dun* (2), la principale cause du désastre en Amérique fut une spécu-

(1) Voir : a) *The late Australian banking crisis*, par Nathaniel Cork esq. (*Journal of the Institute of Bankers*. Part. IV, vol. XV, avril 1894) ; b) Articles du *Bankers' Magazine*, de l'*Economist*, du *Statist*, de l'*Economiste français* (art. de M. Raffalovitch), etc.

(2) *Dun's Review*, revue financière et commerciale de New-York.

lation effrénée sur le sol et la propriété foncière, qui avait conduit une foule de banques à prêter sur des propriétés surévaluées. En Australie régnait la même spéculation effrénée sur le sol et les constructions urbaines et suburbaines, ce qui entraîna d'abord la chute d'un grand nombre de Sociétés foncières, avec lesquelles beaucoup de banques avaient partie liée (1), et qui provoqua ensuite la panique de 1893. Depuis la chute de la *Bank of Van Diemen's Land*, trois banques entrèrent en liquidation, dont le passif total se montait à £ 6.349.000, et 13 banques depuis ont suspendu, et se sont ensuite reconstituées avec un passif de £ 104.548.000. Ceci surpasse de loin en importance le total des faillites de toutes les crises financières de l'Angleterre » (2).

Spéculations foncières. — Ainsi, cette crise fut causée par la spéculation. Dans la période primitive, des crises avaient déjà été produites par des spéculations du même genre. Dans les années qui précédèrent 1893, l'esprit de spéculation, qui paraît avoir été toujours la principale cause des désastres financiers de tous les pays du monde, se porta sur les valeurs immobilières. L'agriculture avait été peu à peu abandonnée, les grèves de tondeurs de laine, de matelots, de mineurs, se multiplièrent et l'industrie du charbon fut presque ruinée. La quantité d'argent envoyée par l'Angleterre dépassait de beaucoup les besoins,

(1) Voir p. 76 et suiv.

(2) Nathaniel Cork (*op. cit.*) donne ainsi l'avis d'un « banquier colonial expérimenté ».

et conduisait presque inévitablement à la spéculation sur les terrains.

« A Melbourne, en particulier, l'esprit de spéculation sévissait, et les financiers et aventuriers de toute espèce faisaient une véritable orgie de dissipation avec l'argent des autres : obtenant avec bien trop peu de difficulté du crédit auprès des banques, beaucoup de ces gens, malheureusement pour eux et pour le pays, étaient amenés à prêter sur des terrains improductifs ou sur des garanties de toute sorte dépourvues de valeur, à cause de l'âpre concurrence qui se faisait entre eux (1). »

M. Nathaniel Cork cite encore une haute autorité de Melbourne qui disait ceci : « Les causes des troubles qui sévissent ici me paraissent peu douteuses. Mon avis est qu'ils furent produits par l'afflux trop rapide d'argent dans les colonies pendant une longue période d'années, et de l'inflation des valeurs qui en résulta. Le système de crédit reposait sur une richesse supposée qui n'avait pas d'existence. Nos emprunts, publics ou privés, nous parvenaient sous forme de produits, et une armée d'importateurs, de commerçants, de maisons financières, se forma pour spéculer sur l'augmentation du commerce, qui n'était que le produit des emprunts, et qui s'est évanouie aussi vite qu'elle s'était créée. »

Le même auteur fait ensuite le récit d'une courte visite qu'il avait faite en Australie en 1888, alors que prévalait

(1) Nathaniel Cork, *op. cit.*

l'esprit de spéculation : « A Adélaïde, la rue dans laquelle se trouvait la Bourse des valeurs était remplie, dès 9 heures du matin, d'hommes, de femmes et d'enfants surexcités. Tous semblaient y trouver leur amusement, et des personnes de position respectable n'avaient pas honte de passer la première demi-heure de la journée dans ce lieu d'excitation. Toute la population, depuis les hommes d'Etat jusqu'aux servantes, était entraînée dans ce vertige. La spéculation continua à sévir les trois années suivantes, mais, même en 1888, j'ai fréquemment entendu raconter des histoires de ruine. A Melbourne, toutes sortes de placements étaient faits à des prix anormaux. Les propriétés urbaines changeaient constamment de mains au double de leur valeur précédente, jusqu'à atteindre des prix huit fois plus élevés que la somme à laquelle une société d'assurance bien conduite aurait pu les assurer. Presque tout le monde considérait ces prix comme étant en rapport avec la valeur réelle, et j'ai vu des gens d'une grande expérience commerciale qui pensaient de même. Les vieilles banques désapprouvaient ces affaires et regardaient ces soi-disant progrès des jeunes banques avec l'instinct de l'inévitable *crash*. »

Voici (1) ce qu'un directeur d'une banque de Melbourne écrivait à son bureau de Londres en 1890, c'est-à-dire trois ans avant la crise :

« La folle spéculation foncière, le *boom*, comme on dit,

(1) *Bankers' Magazine*, octobre 1895 (art. de M. Sydney J. Murray).

a pris naissance d'une façon analogue à tous les mouvements semblables dont nous avons eu l'exemple dans le monde, et personne ne pourrait donner une explication plausible de son origine, ni les raisons de son développement. Il est facile de prévenir un mouvement de cette nature, lorsqu'on peut le prévoir, mais il est toujours difficile de le voir venir. Je suis très enclin à croire que son origine est due, en grande partie, à l'établissement de nombreuses sociétés financières, se donnant pour des banques, mais qui n'avaient aucune des qualités requises pour conduire honnêtement les affaires commerciales de la colonie. Ces sortes d'établissements étaient fondés par des gens qui n'avaient aucune connaissance des affaires normales, et dont la seule idée qu'ils avaient de la banque et de l'usage à faire des fonds qui leur étaient confiés, était la spéculation ; et c'est une opinion courante, même parmi les gens les plus pondérés que nous ayons dans les colonies, que faire des affaires sur les terrains est la spéculation la plus sûre possible. Quelque succès ayant favorisé leurs opérations, les établissements dont je parle voulurent augmenter leurs ressources, afin d'étendre leurs opérations, et ils ne pouvaient obtenir ce résultat qu'en recherchant des fonds en dehors des colonies. Ceci était le sentiment qui existait ici en 1884, et, jusqu'à l'affaissement des valeurs foncières en 1888, les emprunts au dehors de la colonie prirent les plus vastes proportions. Le succès de ce genre d'affaires qui, je le crains, est plus apparent que réel, a fait naître d'autres entreprises, d'un

caractère encore plus critiquable, qui se sont engagées dans des opérations consistant à joindre aux affaires d'emprunt et de prêt, des achats et des ventes réels de terrains. Un grand nombre de ces dernières semble avoir cherché et obtenu également une aide pour leurs opérations, en recevant des dépôts à Londres. Elles ont dû disparaître les unes à la suite des autres, un petit nombre s'efforce encore de tenir le coup, et pourront lutter jusqu'à ce que la charge de leurs propriétés immobilières les oblige à entrer en liquidation.

Les plus anciennes banques de la colonie ont pu se tenir longtemps à l'écart de ce courant, et quelques-unes ont pu maintenir leur vieille politique qui consistait à limiter les emprunts en dehors de la colonie à une faible proportion. Mais beaucoup se laissèrent aller peu à peu à augmenter les ressources qu'elles employaient dans les affaires coloniales, en augmentant l'importance de leurs emprunts à Londres. Je suis bien sûr qu'elles réfléchissent maintenant sur les dangers de leur situation à ce point de vue. J'ai montré que cette grande augmentation des emprunts étrangers commença et continua par fournir une contrepartie à des prêts de nature peu sûre, qui favorisaient la spéculation dont j'ai parlé en rendant les capitaux faciles à se procurer, et en donnant l'impression que l'argent était abondant, et par conséquent, bon marché. »

A Sydney, on était plus calme, et la folie de spéculation ne s'était pas étendue à tout le monde comme dans d'autres colonies. Pourtant, M. Nathaniel Cork cite un terrain

situé à 10 milles de Sydney, et qui était à vendre pour £ 1.000 l'acre, alors qu'un terrain de même contenance, à la même distance de Londres aurait pu valoir £ 200 l'acre. Voici ce que cet auteur disait des sociétés de construction et des « soi-disant banques » qui se multipliaient ainsi dans toutes les colonies australiennes : « Ces sociétés étaient fondées par deux ou trois individus qui n'avaient de capitaux et de capacité que l'intérêt qui les rattachait l'un et l'autre dans leur combinaison. Ces escrocs, en offrant un intérêt élevé aux dépôts, semblaient prospérer pour quelque temps, mais disparaissaient vite. La corruption se développait en même temps que ces banques pour rire. Partout où on allait, on voyait des devantures barbouillées, et le mot *banque* peint sur les fenêtres. Les pertes subies, spécialement par la classe laborieuse, pour s'être adressée à ces maisons et aux nombreuses sociétés foncières et de construction qui se formèrent en 1891 et 1892, bouleversèrent l'esprit public et contribuèrent grandement à produire l'esprit de méfiance qui causa la panique bancaire. Les directeurs et administrateurs de ces établissements frauduleux furent poursuivis et condamnés. Ce fut à Melbourne que cette phase financière se développa sur la plus vaste échelle. M. James Service, un homme d'Etat éminent, en disait : Il n'y avait pas un homme, et peut-être pas une femme dans la colonie qui ne risquait la culbute pour faire une fortune durant le *land boom*.

« Les banques connues sous le nom de *Davies group* étaient les plus audacieuses, et cherchaient à recevoir des

dépôts à Londres. Sir M. H. Davies, M. P. était en même temps président de l'Assemblée législative, et *chairman* (président des conseils d'administration) des sociétés suivantes : *Mercantile Bank of Australia*.

« *Investment Banking Cy Limited*, au capital de £ 1.500.000

« *English and Australian Mortgage Bank*, au capital de £ 550.000.

« *Victoria Mortgage and Deposit Company*, au capital de £ 400.000.

« *Colonial Investment Company Limited*, au capital de £ 200.000.

« Cette liste était loin de donner une idée exacte des capacités financières de M. H. Davies, car il ne s'agit là que des sociétés où son nom apparaissait comme président.

Du reste, la chute des sociétés dans lesquelles il était engagé avait apporté d'incalculables souffrances pour des milliers de pauvres gens. Lui et d'autres furent poursuivis et acquittés ».

Ces sociétés avaient de nombreuses succursales dans les principales villes d'Australie. Lorsque les comptes des plus importantes d'entre elles eurent été examinés, il fut démontré que le capital déclaré n'avait jamais existé, et que les directeurs avaient fait une forte partie de leurs avances, sans aucune espèce de couverture. Les révélations de ces fraudes furent si éclatantes et si nombreuses que la confiance que l'on aurait pu légitimement avoir dans quelques vieilles sociétés de construction s'évanouit, et qu'il y eut une faillite générale de toutes les sociétés foncières.

Ces désastres furent les avant-coureurs de la panique bancaire de 1893, mais ils avaient cessé, et un intervalle de quelques mois s'était écoulé avant que ne commençât la véritable crise des banques. A Melbourne seule, les faillites, pour les années 1891 et 1892, portèrent sur un chiffre de capital et de dépôts d'ensemble : £ 11.000.000. On savait que quelques banques tenaient les comptes de plusieurs de ces *mushroom companies* (sociétés champignons), et avaient subi des pertes sérieuses de ce chef. L'*Australian Banking Cy*, qui n'était pas une banque d'émission, succomba au moment même où elle négociait un emprunt important en Angleterre, et la chute en 1892 de la *Mercantile Bank of Australia* fut bientôt suivie en 1893 de celle de la *Federal Bank*.

On s'y attendait dans les colonies, et ces événements n'y firent que peu d'impression. Malheureusement, les banques en question avaient pu recueillir de grandes sommes de dépôts fixes en Angleterre. Leur chute fut la cloche d'alarme pour les déposants anglais, et sans cet élément de danger, la panique bancaire se fût sans doute limitée à la suspension des paiements de deux ou trois banques, à raison de leur immixtion dans le *boom*. Mais il n'y aurait eu aucun danger pour les vieilles banques, qui étaient connues pour être bien administrées, et qui n'étaient affectées qu'indirectement par les faillites des sociétés foncières. La cause immédiate de la panique se trouve donc en Angleterre.

Retrait des dépôts anglais. — On sait, en effet, que les

banques recevaient des dépôts fixes en Angleterre, remboursables dans des délais qui pouvaient aller de une à cinq années, et rapportant un intérêt variable avec l'échéance : un peu moins de 4 o/o était le taux moyen accordé par les meilleurs établissements. Ceci répondait aux besoins des banques, en leur permettant de conserver d'importantes ressources liquides à Londres, sans les obliger à déplacer des fonds qu'elles employaient d'une façon plus profitable dans les colonies et en leur évitant du même coup de fortes pertes de change. Ces affaires étaient bonnes et saines, et ces dépôts fixes étaient regardés comme d'excellents placements pour les déposants à qui ils rapportaient 4 o/o.

En 1872, le montant total des engagements des banques australiennes vis-à-vis des tiers était de £ 43.570.000, dont environ £ 10.000.000 de dépôts anglais.

Mais, dans la suite, la proportion de l'argent britannique confié aux banques australiennes augmenta dans de très fortes proportions, et les fonds ainsi obtenus ne furent plus employés comme précédemment, dans le lieu même où on se les était procurés. Ils furent déversés aux antipodes, où ils étaient trop souvent engagés dans les opérations dangereuses que nous avons décrites. A la fin de 1892, les engagements vis-à-vis des tiers passaient à £ 204.455.961, dont plus de £ 40.000.000 étaient de l'argent britannique. Cette augmentation provenait surtout des plus jeunes banques qui payaient un intérêt élevé (4 1/2 à 5 o/o) aux déposants et recueillaient ainsi des

sommes énormes. Dans plusieurs cas les dépôts anglais dépassaient les dépôts coloniaux. Les trois premières banques qui tombèrent furent la *Mercantile of Australia*, la *Federal of Australia*, et la *Commercial of Australia*. Les dépôts britanniques dans ces banques se montaient à environ £ 7.000.000 soit $\frac{45}{76}$ 0/0 du total de leurs dépôts. Cette somme avait été presque entièrement amassée pendant la période d'inflation en Australie. A une époque où d'autres faisaient encore leurs avances avec beaucoup de prudence, ces banques déversèrent leurs millions dans les colonies, spécialement à Victoria, jetant ainsi de l'huile sur le feu.

En Australie, on payait des commissions à ceux qui cherchaient et amenaient des déposants ; des *outing agents* (démarcheurs) étaient employés principalement dans le Nord.

Les clients, éloignés du champ d'opération des banques, et ignorants de la situation troublée de Victoria, étaient visités par ces agents qui, tout aussi ignorants de cette situation que ceux auxquels ils s'adressaient, les sollicitaient de placer leur argent sous forme de dépôts fixes.

Lorsque les premiers désastres se produisirent, les gens qui avaient été « démarchés » devenaient des messagers de malheur et conseillaient à leurs amis de retirer leurs dépôts à leur échéance.

Tel fut l'effet inévitable de la chute des banques *Federal* et *Mercantile*. La suspension de la *Commercial of Australia*, en avril 1893, dont les dépôts, qui se montaient à

£ 10.500.000, étaient également divisés entre l'Australie et la Grande-Bretagne, fut cependant le choc qui provoqua réellement la panique.

En Angleterre, les pertes furent si étendues, le désastre affecta tant de foyers économes, que pour quelque temps, les dépôts dans les banques australiennes furent considérés comme la première chose à éviter. Il devenait évident que le remboursement des dépôts dans les jeunes banques serait demandé. Le directeur d'une des banques coloniales qui avait pour £ 4.000.000 de dépôts en Angleterre télégraphia au siège social que tous les dépôts seraient retirés à leur échéance. Le projet de reconstitution de la *Commercial of Australia*, au lieu de calmer la panique, ne fit qu'en exagérer les symptômes. Des réunions de créanciers se tinrent immédiatement à Melbourne, Londres et Edimbourg. Des résolutions furent prises, presque à l'unanimité, pour ainsi dire, et avec enthousiasme, en faveur du projet. Les créanciers d'Ecosse trouvèrent ensuite qu'ils s'étaient trop hâtés et portèrent des réclamations en justice, aussi bien à Londres qu'à Melbourne. Mais, malgré la sympathie des juges, et quoique le syndicat de Londres eût déclaré aux créanciers que le projet n'était pas équitable, le fait que ceux-ci l'avaient approuvé dans leurs réunions particulières influença les juges, qui estimèrent qu'ainsi on avait pris parti. Les journaux anglais annonçaient les choses en termes alarmants, et les porteurs des 40 millions de dépôts des banques australiennes furent plus ou moins touchés. En tous cas, on comprit dans les

colonies que ces sommes si importantes seraient certainement retirées. Dans la condition où se trouvait alors l'Australie, le remboursement était impossible, et ainsi nous avons la première cause de la panique de Melbourne.

Sir George Dibbs (1) remarque « que les premières banques qui suspendirent leurs paiements furent celles qui avaient tiré une part exceptionnellement importante de leurs ressources à Londres. L'argent de Londres se montait à £ 17.650.000, l'argent australien à £ 25.500.000. Deux des banques avaient plus de fonds britanniques que de fonds coloniaux, et la proportion moyenne des dépôts anglais était de 40 1/2 0/0. Il était certain que le retrait des capitaux britanniques allait entraîner la panique à Melbourne ».

Dans un tableau publié par le *Statist*, le 15 avril 1893 (tableau qui n'est qu'approximativement exact, car les dates d'arrêté des rapports de la *Gazette* et celles des bilans ne sont pas identiques), on voit que les dépôts britanniques se montaient à £ 42.500.000. Le pourcentage des dépôts anglais aux dépôts coloniaux variaient de 1,14 à 66, 16 0/0. Le pourcentage moyen, comprenant les trois banques suspendues était 27,49. C'était une proportion très élevée, car, si nous adoptons comme limite extrême la proportion de 1/3 (proportion proposée par M. Nathaniel Cork), nous voyons que 7 des banques avaient dépassé cette proportion. De plus, le principe que l'argent

(1) Cité par Nathaniel Cork. Sir George Dibbs était premier ministre en Nouvelle Galles du Sud.

doit être employé là où il a pu être principalement recueilli, était inappliqué.

Une autre cause encore augmenta l'inquiétude en Angleterre.

En novembre 1890, la chute de la maison Baring vint ébranler le marché de Londres. Aussi lorsqu'en mai 1891, la Banque d'Angleterre offrit à 94 un emprunt 3 1/2 du gouvernement du Queensland (se montant à £ 2.500.000), pour la première fois dans l'histoire des émissions coloniales la banque se trompa complètement dans ses prévisions sur le marché. Ce fut un insuccès marqué, et l'emprunt ne fut placé qu'à 92 1/4, soumis à une commission de 2 1/2 0/0. Après cette expérience, il était clair qu'aucune banque n'aurait voulu prendre la responsabilité de se charger d'un emprunt australien, et les colonies se trouvèrent ainsi averties qu'elles ne pourraient plus emprunter dans ces conditions. Ce seul fait était suffisant pour créer une situation embarrassée dans les finances coloniales, et une gêne monétaire. Sans attacher une importance exagérée au taux élevé de l'argent prêté aux colonies, cependant environ £ 13.000.000 étaient dus annuellement par l'Australie sous forme d'intérêt.

2° Développement de la crise.

Chute de la Commercial Bank of Australia. — Telles furent les causes qui rendaient la crise inévitable. Celle-ci fut déterminée d'une façon directe par la chute de la *Commercial of Australia*, qui joua un rôle considérable dans la

crise, tant par l'amplitude de ses affaires, que par son projet de reconstitution ; ce dernier suscita en effet les plus vives polémiques par la nouveauté de sa conception, et eut la plus grande influence sur ceux qui suivirent. Au commencement de l'année 1893, la *Commercial of Australia* avait les comptes courants suivants :

Victoria	20.998
Nouvelle Galles du Sud . . .	2.782
Australie du Sud.	1.642
Australie de l'Ouest.	1.063
Queensland	486
Total	<u>26.971</u>

(sans compter les dépôts fixes). Cette banque était si répandue dans sa propre colonie (Victoria), qu'une personne sur 60 avait un compte courant chez elle. Le total de ses dépôts à Victoria, qui se montait à £ 5.355.000 était tombé à £ 4.500.000 pour le premier trimestre 1893 ; les avances, qui avaient atteint £ 9.652.000, étaient en 1893 d'environ £ 9.161.000, qui surpassaient dans cette colonie, les avances de toutes les autres banques de £ 3.000.000. Les avances à Victoria étaient donc le double des dépôts qu'elle y recevait, ce qui n'était pas malheureusement une preuve de solidité. La croissance de cette banque avait été merveilleusement rapide. En 1886, le total de ses dépôts était de £ 4.945.000. A la fin de 1891 les dépôts dépassaient £ 13.000.000, ayant augmenté en moyenne de £ 1.600.000 par an. Son capital versé était de £ 1.200.000, et, au cours

du marché, avait été estimé à certaines époques £ 4.000.000. Ces cinq années comprenaient la période de la spéculation la plus intense qu'ait connue l'Australie.

De décembre 1891 à avril 1893, les dépôts s'étaient augmentés de £ 2.250.000. La suspension ne fut donc pas le résultat d'une surprise, mais l'effet d'un persistant tirage sur ses ressources. Il est difficile maintenant de se rendre compte de l'effet produit sur la population par la fermeture d'un semblable établissement. Il avait les dépôts de quatre gouvernements coloniaux, du *Melbourne Harbour Trust*, du *Melbourne Board of Works*, et d'un grand nombre de municipalités. Ce qui lui constituait une sorte de recommandation officielle.

Le danger pour l'Etat de la chute d'un établissement dont dépendait à un tel degré le bien-être de la colonie, avait été vu par le gouvernement et par les autres banques. Une année avant la fermeture des guichets de la *Commercial*, lorsque le prix des actions avait baissé d'une façon alarmante, on avait publié un avis disant : « que les banques associées (1) à Melbourne s'étaient entendues pour régler les conditions mutuelles dans lesquelles elles étaient prêtes à soutenir celles d'entre elles qui le demanderaient ». Cela calma un temps les inquiétudes du public. Mais les actions continuèrent de baisser et le dividende fut réduit de 17 1/2 0/0 par an (que l'on payait depuis février 1891), à 12 1/2 0/0. C'est alors qu'en 1893, en dépit

(1) Nous avons vu au chapitre précédent que les comptes du gouvernement de Victoria étaient tenus par 10 banques associées.

de la promesse des banques associées, arriva la chute de la *Federal Bank*, dont le passif total était de £ 2.663.000. Cet événement naturellement alarma les Victoriens, qui avaient pu reprendre confiance à la suite de l'avis des banques associées.

Le 27 janvier 1893, un second avis fut publié disant que les banques associées n'avaient aucunement modifié leurs précédentes dépositions, mais que, dans les circonstances présentes, la *Federal Bank* n'avait pas réclamé d'assistance. La situation de cette banque, telle qu'elle avait été présentée aux banquiers, impliquait une liquidation inévitable. Le public ne fut pas long à juger que les banques associées ne pouvaient, par leur constitution, aider que celles d'entre elles qui étaient solvables et qui avaient des garanties à donner pour les avances qu'on lui ferait, et qu'ainsi l'aide qu'elles se promettaient mutuellement devait être platonique lorsqu'il s'agirait de cas vraiment graves. Les retraits chez la *Commercial* devinrent importants et fréquents, tandis que la spéculation sur ses actions augmentait.

Alors, une loi connue sous le nom de *Leeman's Act* fut passée par le Parlement de Victoria pour prévenir les opérations « à la baisse » sur les actions des banques.

Le gouvernement fit, le 14 mars, un avertissement disant qu'il « était résolu à apporter sa coopération cordiale aux banques associées, pour qu'elles puissent s'entr'aider l'une l'autre ». Les jours suivants, il y eut une déclaration des banques associées disant : « qu'elles se rendraient assistance mutuelle dans les termes et pour l'importance

qui leur sembleraient justes, lorsque l'occasion s'en présenterait ». Ceci n'était pas une convention qui les liait, mais simplement un moyen pour chaque banque de protéger son propre intérêt. La « cordiale coopération » du gouvernement constituait également une promesse bien vague, et l'on sut bientôt que la proposition du trésorier de garantir la *Commercial of Australia* n'avait pas été approuvée par le président du conseil. Pour prévenir sa fermeture, qui, à la fin de mars, semblait inévitable, le gouvernement proposa de constituer un fonds de £ 100.000, pris sur les dépôts de chaque banque associée, plus £ 100.000 qui seraient apportées par chacune de ces banques elles-mêmes. Ce fonds se serait monté à £ 1.900.000. La Banque de Nouvelle Galles du Sud n'avait pas de fonds du Gouvernement, mais accepta de verser les £ 100.000. Ce fonds devait rester à la disposition de toute banque qui en aurait besoin.

On peut dire que rien dans les annales du commerce n'a surpassé la générosité d'une telle offre. Ce n'était pas une simple garantie, mais un engagement de donner de l'or sur demande, au commencement d'une crise où les *souverains* disparaissaient de la circulation.

Telle était la situation lorsque les vacances de Pâques vinrent donner à la *Commercial* le temps d'examiner sa position d'une façon approfondie. A la reprise des affaires, les banques associées reçurent avis de la décision de la *Commercial* en ce qui concernait le fonds de secours. Les administrateurs avaient décidé de refuser l'offre, « car

l'assistance qu'on leur offrait n'était pas suffisante pour les soutenir le temps nécessaire à une reconstitution, et, d'ailleurs, il leur était impossible de donner des garanties contre les avances qu'on leur proposait ».

En conséquence, le 4 mars, la banque suspendit, et, en même temps, par une circulaire à ses actionnaires, proposa un projet de reconstitution. Ce projet, qui était conçu sur des lignes toutes nouvelles, devint un élément déterminant dans la crise qui suivit.

La circulaire disait : « En conséquence de la baisse ininterrompue du prix des actions de la banque, une panique a saisi les déposants, et les retraits ont été si continus et si importants qu'il a été impossible de répondre à ces demandes exceptionnelles en réalisant les avances. C'est pourquoi on s'est déterminé, bien à contre-cœur, pour être juste envers tous les intéressés, à suspendre temporairement les paiements pendant la reconstitution des affaires. Il faut noter que les retraits des dépôts ont été entièrement restreints aux affaires coloniales, et sont le résultat direct des spéculations en bourse. »

La circulaire ajoutait que les télégrammes alarmistes reçus de Londres avaient grandement contribué à augmenter la panique des déposants.

Le stock d'or au jour de la suspension était de £ 655.000.

Avant sa suspension, le capital versé de la *Commercial* était de £ 1.200.000, et son fonds de réserve de £ 750.000, avec un capital non appelé de £ 1.800.000, si bien qu'il y avait une ample marge de garantie pour les dépôts qui, le

4 avril, se montaient à £ 10.800.000. Il n'y avait d'autre part aucune charge de corruption à relever contre les administrateurs ou la direction. C'est pourquoi il y avait lieu de reconstituer, et non pas de liquider. D'ailleurs, dans les circonstances où l'on se trouvait alors en Australie, cette dernière solution aurait été désastreuse pour tous les intéressés.

Le plan de reconstitution était bien ambitieux, qui proposait de porter le capital payé à £ 6.000.000, c'est-à-dire à une somme quatre à cinq fois supérieure à celle qui avait jusqu'alors été considérée comme suffisante par les anciennes banques, dont le passif était beaucoup plus élevé que celui de la *Commercial of Australia*. On proposait de trouver ces ressources, en créditant les actionnaires du capital existant (soit £ 1.200.000), en y ajoutant le fonds de réserve de £ 750.000, les bénéfices réalisés, et en appelant le capital non encore versé de l'ancienne banque (£ 1.800.000). Le complément, soit 3.000.000, devait être obtenu par l'émission d'actions de préférence 5 o/o, qui auraient eu les mêmes droits que les actions ordinaires quant au dividende. Le caractère le plus spécial de ce projet était contenu dans la section VI :

« Dans le cas où le nombre voulu d'actions de préférence n'aurait pas été souscrit par les actionnaires et les déposants, une résolution serait passée, et soumise à la sanction du tribunal, obligeant tous les déposants à en accepter une certaine quantité au prorata de leurs dépôts. »

Les déposants furent ainsi forcés de devenir des associés pour environ un tiers du montant de leurs dépôts. Le reliquat devait être réglé sous forme de reçus de dépôts rapportant un intérêt de 4 o/o, et remboursables en cinq années à dater de l'époque à laquelle les dépôts seraient devenus exigibles.

Dans ce projet, comme dans ceux qui suivirent, les billets de la banque et les sommes dues au gouvernement devaient être remboursés immédiatement, et tous les effets souscrits par la banque, payés à la reprise des opérations, ou à leur échéance. La proposition de transformer £ 3.000.000 de dépôts en capital était une idée nouvelle en matière de banque. L'obligation d'honneur d'un banquier est de payer le plus possible, et il semble qu'il aurait été préférable de demander du temps. La revue australienne : *Australian Banking Record*, estimait que cette proposition était contraire aux sains principes de l'équité.

Les négociations entre les banques et le gouvernement avaient depuis quelque temps préparé l'esprit public à la suspension de la *Commercial*, mais la publication du projet causa une surprise violente dans toutes les colonies australiennes. Les 2.775 actionnaires, dont 1.837 étaient inscrits sur les registres de Melbourne, voyaient leur réserve de £ 750.000 disparaître entièrement, et s'évanouir en outre la valeur de leurs actions, qui était en 1890 de £ 13.

Les administrateurs étaient fondés à faire un large appel de capitaux, mais le fait d'appeler la totalité de la somme

dont les actionnaires étaient responsables menaçait de ruiner ces derniers et était une menace pour les actionnaires des autres établissements.

Les actions des autres banques de Melbourne dont les cours en janvier étaient entre 20 et 100 o/o au-dessus de leur valeur nominale devinrent invendables. Les déposants des autres banques, naturellement, perdirent confiance. La panique des actionnaires les gagna et ils se disaient que si la banque la plus forte de Victoria traitait ainsi ses déposants, leur tour arriverait avant peu. Ce fut ensuite à la classe la plus nombreuse : aux débiteurs de la *Commercial*, de s'affoler. La banqueroute de la plupart d'entre eux devenait inévitable, si la banque ne se reconstituait pas. Quelques-uns d'entre eux étaient actionnaires et ainsi ils usaient de toute leur influence pour faire adopter le projet des administrateurs.

Les télégrammes qu'ils recevaient quotidiennement de Melbourne révélaient aux Londoniens un état de surexcitation qui leur paraissait à la fois sombre et comique.

Un jour on entendait parler d'une détresse affreuse, le lendemain on parlait de réunions enthousiastes d'actionnaires et de déposants. La veille de chaque nouveau désastre on annonçait que la confiance était restaurée.

Parlant de la suspension de la *Commercial* un mois après cet événement, *The Banking Record* décrit ainsi l'effet du plan de reconstitution :

« L'obligation pour les déposants de laisser £ 3.000.000 de leur argent à titre de capital produisit l'effet d'un coup

de foudre terrifiant les déposants des autres établissements. Ce plan draconien de reconstitution affaiblit naturellement les autres banques, d'autant que le public, avec son esprit changeant, trouvait tout à coup que la *Commercial Bank* aurait été une des banques les plus solides du monde. La reconstitution devint ainsi inévitable pour les autres banques, et les suspensions succédèrent aux suspensions.»

L'acuité de la panique en avril et mai 1893, fut donc un effet direct de la suspension de la *Commercial of Australia*. Non seulement le public, mais les banquiers eux-mêmes furent saisis de panique, et les banques locales tinrent leurs plans de reconstitution tout prêts en cas de nécessité.

Le nom même de *Commercial* ajouta encore à la confusion, parce que c'était aussi le nom d'une des plus anciennes banques : la *Commercial of Sydney*. Cette dernière avait près de 60 années d'existence, et avait prélevé sur ses bénéfices une réserve supérieure à son capital versé. De notoriété publique, elle évitait avec soin toutes les affaires hasardeuses. Un mois avant que cela se produisît, des télégrammes annonçaient que la *Commercial of Sydney* avait suspendu ses paiements. Les manchettes des journaux portaient fréquemment, aussi bien dans les colonies qu'à Londres : « Suspension de la *Commercial* ». L'administrateur général de l'*Australian Joint Stock Bank*, dans une lettre citée par M. N. Cork, écrivait : « Quand la *Commercial Bank of Australia* suspendit, en avril, la similitude de son nom avec celui de la *Commercial of Sydney*

conduisait beaucoup de gens de Nouvelle Galles du Sud à dire : si la *Commercial* tombe, la *Joint Stock* la suivra. »

Ainsi ce n'est pas seulement la *Commercial of Sydney* qui devait pâtir injustement de la suspension de son homonyme de Victoria, mais les autres banques elles-mêmes s'en trouvaient compromises à cause de la grande réputation de leur ancêtre.

Dans ces conditions, il est peu surprenant que la fermeture de la *Commercial Bank of Australia* ait entraîné celle de 12 autres banques du 12 avril au 17 mai suivant.

Conséquences de la chute de la Commercial of Australia.

— Les suspensions de l'*English, Scottish and Australian* et de la *London Chartered* ne furent pas causées par leur situation coloniale. Quelques banques locales qui avaient des dépôts trop abondants en Angleterre, avaient dû suspendre tour à tour, mais personne ne croyait que les vieilles banques pourraient être forcées de suspendre. Elles le furent cependant, entraînées par la folie des reconstitutions. Les bilans de 13 banques reconstituées montraient avant la suspension, un passif vis-à-vis du public de £ 90.723.000, contre un actif de £ 104.548.000, dont £ 13.327.000 en numéraire ou en billets des autres banques et £ 3.714.000 en valeurs gouvernementales. En vertu des plans de reconstitution, un supplément de £ 6.249.000 de capital fut appelé. Ces chiffres indiquent que les banques étaient solvables et que les déterminations qu'elles prenaient avaient pour but de garantir leurs créanciers, car une liquidation aurait été

désastreuse pour eux comme pour les actionnaires, et pratiquement impossible dans la situation où se trouvaient les colonies.

La crise à Melbourne. — A partir de ce moment, les chutes de banques se succédèrent avec rapidité à Melbourne.

Le 25 avril, la *London Chartered*, une banque qui avait 41 années d'existence, et qui ne faisait que des affaires saines sous la direction d'hommes capables et expérimentés, arrêta ses paiements avec £ 2.842.000 de dépôts coloniaux et £ 3.000.000 de dépôts britanniques. *La Standard of Australia* la suivit avec £ 800.000 de dépôts. Cette banque n'avait que £ 14.000 d'espèces à son dernier bilan. Le jour suivant vit la fermeture de la *National Bank of Australia*, une banque fondée en 1858, dont les dépôts se montaient à £ 6.065.000 dans les colonies, et à £ 1.300.000 en Angleterre. Cette banque s'était distinguée depuis de longues années par sa direction avisée et consciencieuse. Entre le 31 mars, date du bilan et le 29 avril, le jour de la fermeture de la banque, son stock d'espèces métalliques était tombé de £ 1.450.000 à £ 800.000, mais en même temps ses billets avaient augmenté de £ 125.000.

Les administrateurs, dans leur circulaire, disaient que la banque était entièrement solvable, mais qu'ils ne pouvaient, en toute justice pour les parties intéressées, laisser les réserves d'espèces se réduire encore.

On se demande pourquoi cette banque, dont la situation était saine, qui avait encore £ 800.000 en souverains dans

ses caisses, suspendit ses paiements. Ceci est encore un des caractères originaux de la crise australienne. Cet établissement n'était pas gêné par les dépôts anglais, car le 24 avril, les dépôts à Londres étaient seulement de 17 o/o du total. Ses progrès avaient été mesurés, et on avait payé aux actionnaires £ 2.686.000. M. Nathaniel Cork estime que les administrateurs n'avaient pu être forcés de suspendre, et qu'il y avait quelque chose de « détraqué » soit dans le jugement même des dirigeants des banques, soit dans les lois coloniales.

En réalité ceci peut s'expliquer par le fait que l'Australie n'avait jamais connu de vraie panique monétaire, et le gouvernement de Victoria trouvait malheureusement dans les précédents Sud-Américains un motif de prendre peur devant la situation des affaires : « Nous sommes tous en train de patauger », disait le président du conseil, et cela peignait exactement la confusion des idées qui régnait alors.

Un Conseil de Cabinet extraordinaire se réunit lorsque l'on apprit que la *National* n'ouvrirait pas le lendemain matin. Une proclamation fut émise par le gouverneur en fonctions, rendant fériés les 5 jours suivants (du 1^{er} au 5 mai. Ce que l'on appela le *moratorium*.

Comme on peut le croire, lorsque le lundi matin-arriva, ce fut une confusion indescriptible et une demi-panique, et la *Collins street* (1) présenta des scènes telles

(1) La rue des banques à Melbourne.

qu'on n'en avait jamais vues de semblables dans l'histoire de la colonie.

La banque d'Australasie, et la *Union Bank* ignoraient la proclamation et ouvrirent leurs portes malgré le *moratorium*. Le mardi, la banque de Nouvelle Galles du Sud suivit leur exemple, et dans le cours de la semaine, toutes les banques encore debout, sauf la *Colonial*, s'ouvrirent. Cet acte des deux banques anglaises fut hautement apprécié dans la colonie, car il permit de surmonter l'excitation qui se produisait.

Nathaniel Cork cite la lettre suivante d'un des principaux acteurs de cette crise. « Vous me demandez ce que je pense du *moratorium* de mai dernier, à Victoria, mais je n'en puis dire que peu de chose. Je crois que le gouvernement a agi sans se rendre compte de ce qu'il faisait, et personne aujourd'hui ne sait quels étaient les résultats qu'il espérait obtenir par ce moyen. Si quelques banques n'avaient méconnu la proclamation et n'étaient restées ouvertes, on s'effraie, encore maintenant, en pensant à ce qu'auraient été les affaires ici, lorsque les 5 jours du *moratorium* auraient expiré. Tel quel, il ne fit que peu de tort, s'il en fit. Je ne sais s'il fit mauvais effet sur le crédit colonial à Londres. Les banques qui restèrent ouvertes furent suivies par les autres au bout d'un jour ou deux ; quelques-unes de ces dernières, cependant, succombèrent dans la suite, mais le public fut rassuré, peut-être plus et même mieux qu'il ne l'aurait été sans cela, parce qu'il voyait des établissements qui se préparaient à faire hon-

neur à leurs engagements sur demande bien qu'ayant la latitude, de par la loi, de ne pas les remplir pendant quelques jours. Il y eut quelque effervescence dans la ville le 1^{er} mai (1^{er} jour du *moratorium*), et une affluence modérée dans les deux principales banques restées ouvertes, mais rien d'un *run* général vers ces banques ; le second jour, les affaires avaient repris leur cours normal. »

Les dernières suspensions furent d'abord celle de la *Colonial Bank of Australia*, fondée en 1856. Elle faisait ses affaires exclusivement à Victoria, avec un passif dépôts d'environ £ 3.500.000, dont elle ne devait sans doute pas plus de £ 160.000 en dehors de sa propre colonie. Cette banque, comme les autres, avait eu à répondre à des demandes de remboursement anormales, depuis la suspension de la *Commercial of Australia*. Les autres banques l'avaient aidée et étaient disposées à lui donner une assistance plus prolongée, mais les administrateurs décidèrent qu'il serait d'une mauvaise politique de continuer à accepter une aide qui risquait de rester inefficace, et qui en même temps devait rendre la reconstitution plus difficile.

Mais le plus grand coup porté au crédit de Victoria fut la fermeture de la *Bank of Victoria*, banque établie au temps des découvertes d'or, qui avait prospéré dans de sages limites, en même temps que la colonie elle-même. Comme la *Colonial Bank*, elle avait limité ses succursales coloniales à son propre territoire. Les dépôts de la banque au jour de sa suspension se montaient à environ £ 6.200.000,

dont 1.200.000 avaient été obtenues en Grande-Bretagne. La banque avait pour environ £ 800.000 de dépôts du gouvernement.

Au moment de l'arrêt de la *Commercial of Australia*, la *Bank of Victoria*, avait £ 1.200.000 d'espèces en caisse ; cette somme s'était réduite de moitié en 36 jours. La banque avait environ 70 succursales. Sa gestion était prudente, ses actionnaires étaient en grande partie parmi les plus riches colons. Elle était très considérée aussi bien à Londres qu'en Australie. Les administrateurs décidèrent qu'en raison de la rapidité avec laquelle diminuaient les ressources en numéraire, il était nécessaire que la banque suspendît temporairement dans le but de se reconstituer promptement.

La *City of Melbourne Bank* fut la dernière des banques suspendues à Victoria. Ses dépôts au jour de la suspension se montaient à £ 3.750.000, dont 2.750.000 étaient dues aux déposants écossais. La banque n'avait que 5 succursales à Victoria. Un compte spécial avait été fait au bénéfice des déposants britanniques. Son encaisse métallique se montait à environ £ 500.000, et ses avances coloniales à £ 4.400.000, si bien que sa situation dans la colonie paraissait être d'une force incontestée. La fermeture de la banque fut décidée en conséquence de la réception de télégrammes de Londres, établissant qu'il ne fallait pas compter sur le renouvellement des dépôts échus. Aussi les administrateurs, pour pouvoir remplir leurs engagements vis-à-vis de ces déposants et de leurs autres créanciers,

suspendirent les paiements. A l'échéance de mai, £ 56.000 avaient été payées aux déposants écossais.

La crise à Sydney. — Pendant ce temps, la panique s'était étendue à Sydney, et 60 jours après la chute de la *Commercial of Australia*, l'*Australian Joint Stock Bank*, établie en 1853, et ayant près de 200 succursales, en Nouvelle Galles du Sud et en Queensland, suspendait ses paiements.

Le très grand nombre de succursales était sans doute un élément de difficulté et de danger. Ces petites succursales en étaient arrivées à être regardées comme un élément presque nécessaire de la vie australienne, car les salaires étaient payés dans les campagnes non pas toutes les semaines, comme en France ou en Angleterre, mais à de longs intervalles, et ainsi un grand nombre de gens de la classe laborieuse avaient leurs comptes de banque particuliers. On pouvait se faire ouvrir un compte à partir de £ 10, et il y avait un nombre immense de petits comptes de dépôts. Ce genre d'affaires avait été entrepris par les banques locales plutôt que par les banques anglaises. Dans toute la colonie de Nouvelle Galles du Sud, l'*Union of Australia* n'avait que 24 succursales, contre 177 pour l'*Australian Joint Stock*. Ce nombre était excessif, et en temps de crise, ces succursales non seulement n'étaient d'aucun secours pour la banque, mais avaient besoin d'être soutenues par elle.

Après les chutes de la *Commercial of Australia* et de l'*English and Scottish*, les déposants de l'*Australian Joint Stock* s'alarmèrent, et les retraits d'or, d'après les admi-

nistrateurs, devenaient si importants qu'il avait fallu augmenter les réserves locales. En peu de jours, £ 500.000 avaient été retirées en espèces. Les administrateurs sou-mirent leur cas aux autres banques locales, et demandèrent un secours de £ 3.000.000. Il n'était pas possible de répondre en si peu de temps à une telle demande, et la banque fut obligée de fermer temporairement ses portes le 20 avril. Les administrateurs déclarèrent que la nécessité où ils se trouvaient d'agir ainsi était due non pas à des pertes occasionnées par de mauvaises créances, mais à la panique provoquée par les faillites qui s'étaient produites et se produisaient encore tous les jours dans la colonie voisine. A l'annonce de chaque suspension à Victoria, il y avait en Nouvelle Galles du Sud un nouveau mouvement de panique. Ce fut particulièrement violent après la suspension de la *National of Australasia*. « Cette situation énervante donnait à tous les éléments perturbateurs une occasion longtemps attendue de se manifester. On n'oubliait pas, et on ne leur pardonnait pas, que les banquiers de Sydney, durant une grève, étaient venus faire eux-mêmes le travail des camionneurs et des hommes de peine. Maintenant on trouvait une occasion de vengeance. Des libelles grossiers circulaient gratuitement, dont l'objet spécial était la dénonciation des banques. Les banquiers y étaient traités de *Shylocks*, de criminels, de voleurs, ou tout comme, selon le langage habituel des socialistes (1). »

(1) Nathaniel Cork, *op. cit.*

La *Commercial Bank of Sydney* était tout particulièrement attaquée : « Pendant la nuit, des notices manuscrites, annonçant la faillite imminente de la *Commercial Bank of Sydney*, étaient placées sur les réverbères dans les rues. Peu après la suspension de l'*Australian Joint Stock Bank*, un écriteau fut posé sur les portes de la *Commercial of Sydney* à Bathurst, disant que cette banque était fermée.

« Cette campagne était efficace, car elle s'adressait à une foule de petits déposants, dont beaucoup avaient déjà souffert de la faillite des sociétés de construction, et avaient été, depuis, alarmés par les chutes successives de tant de banques. »

Elle visait particulièrement une banque vieille de 60 ans, qui avait 30.000 déposants dans les colonies, un actif liquide, égalant ses comptes courants, et se montant à 25 o/o de ses dettes totales. Elle avait un fonds de réserve qui dépassait de beaucoup son capital payé, et son capitalactions, quinze jours même après la fermeture de la *Commercial of Australia*, faisait au cours de la bourse une prime de £ 2.000.000. Ces attaques avaient cependant un tel succès qu'après avoir eu une encaisse métallique de £ 1.800.000 dans la colonie le 20 avril — ce qui était une somme beaucoup plus importante que celle détenue par toute autre banque australienne — cet établissement avait dû payer près de £ 1.000.000 en or le 15 mai. Au premier moment de la panique, l'agence de Londres avait offert d'envoyer £ 500.000 d'or. Cette offre avait été refusée,

car on avait considéré que les espèces en caisse dans la colonie devaient suffire.

La quantité de monnaie et de lingots détenue par la *Commercial of Sydney* pour le deuxième trimestre de 1893 était de £ 1.721.000. « Les clients, en retirant leurs fonds, faisaient remarquer que ce n'était pas la banque qu'ils suspectaient, mais le peuple qu'ils craignaient. Et il n'était pas rare de voir les déposants retirer leur or, l'emballer et le mettre dans un sac pour le garder sain et sauf (1). »

Dans ces circonstances difficiles, le manque d'entente entre les banques de Sydney a été signalé. Au Parlement de Nouvelle Galles du Sud, M. Mc. Millan, ex *Treasurer Colonial*, faisait remarquer, dans la discussion du *Bank Notes Bill*, que « si les banques avaient montré un véritable esprit de coopération, il n'y aurait pas eu besoin de la législation que l'on était en train d'étudier ». Ce manque d'entente et l'état d'affolement qu'il y avait alors étaient tels que la proclamation du gouvernement qui donnait cours légal aux billets fut émise précisément le 16 mai, c'est-à-dire le matin même du jour où la *Commercial Banking Co of Sydney* fermait ses portes. Son passif-dépôts se montait en Nouvelle Galles du Sud et Queensland réunis, à £ 9.367.000, et en Angleterre à £ 530.000. Sa fermeture était tout à fait inattendue à Londres, où elle porta le coup le plus funeste au crédit australien. Elle causa une baisse des fonds australiens plus grande que tout autre événe-

(1) N. Cork, *op. cit.*

ment. Dans sa propre colonie, sa suspension causa un profond sentiment de peine, car les habitants de Nouvelle Galles du Sud l'avaient toujours regardée avec orgueil comme la banque la plus prospère de l'Australie. Dans les 60 années de son existence elle avait versé à ses actionnaires, sous forme de dividendes, près de 4 fois le capital souscrit. Dans leur humiliation, les actionnaires ne voulurent point l'abandonner, et maintinrent leurs actions à 60 o/o de prime. Le *Daily Telegraph de Sydney* écrivait à ce sujet, en exprimant les sentiments de tous : « Cette suspension n'est pas le résultat de mauvaises affaires, ou de déplacements importants, ou de toute autre cause qui peut légitimement contribuer à la suspension d'une banque : elle est le résultat d'un *run* continu et entièrement injustifié (1). »

Dans le cas de la *Commercial of Sydney*, comme dans bien d'autres, ce n'était pas la nécessité qui avait forcé à suspendre, car cet établissement avait £ 800.000 de disponibilités, dont £ 450.000 d'argent liquide, sans compter une importante réserve de valeurs gouvernementales, mais il croyait ainsi protéger ses créanciers.

La panique était devenue si aiguë qu'une intervention législative avait paru nécessaire. Mais le gouvernement de Nouvelle Galles du Sud fut plus heureux que celui de Victoria dans le choix d'un moyen propre à conjurer la

(1) Cité par Nathaniel Cork, *op. cit.*

crise. Le 16 mai, fut proclamé le *Legal Tender Act* (1), dont l'effet fut immédiat, car cette loi appliquait le seul remède efficace en pareil cas.

Voici dans quelles circonstances fut prise cette mesure :

Un *Bill* fut préparé par le président du conseil et soumis aux banquiers la seconde semaine d'avril. A cette époque, malgré la panique de Melbourne, il n'y avait encore aucun danger à Sydney. Deux ou trois jours après la consultation, la *Australian Joint Stock Bank* suspendait. Les autres banques locales ayant considéré des mesures législatives comme nécessaires, le *Bank Issue Act* fut passé promptement par les deux Chambres, et, le 3 mai, devint loi. Cette loi rendait les billets créance privilégiée sur l'actif des banques. La deuxième partie consistait en dispositions temporaires. Elle donnait le droit au gouverneur en Conseil, de déclarer par proclamation que les billets de toute banque désignée par lui auraient cours légal dans la colonie durant une période limitée déterminée par la proclamation. Si la banque désignée cessait de payer, le *Colonial Treasurer* était autorisé à rembourser les billets. Ainsi, pour une période limitée par la proclamation, le gouverneur donnait sa garantie pour les billets émis par les banques désignées. D'après cet *Act* les billets émis par la *Bank of New South Wales*, la *Union Bank of Australia*, la *Bank of Australasia*, et la *City Bank of Sydney* eurent cours légal pour six mois. On ne peut déterminer

(1) Loi donnant cours légal aux billets de certaines banques. (Il ne s'agit pas du cours forcé.)

le montant exact des billets émis par chacune de ces banques comme conséquence de cette proclamation, mais les moyennes trimestrielles publiées dans la *New South Wales Gazette* indiquent que la faveur accordée par l'*Act* était largement mise à profit.

L'*Act* entra en vigueur dans le milieu du deuxième trimestre de 1893, et c'est pourquoi il ne put avoir d'influence au début de la crise. Le tableau suivant donne les chiffres des trois premiers trimestres 1893 en Nouvelle Galles du Sud.

	Mars	Juin	Septembre
Bank of New South Wales. . .	333.000	656.000	1.015.000
Bank of Australasia.	111.000	214.000	197.000
Union Bank of Australia . . .	67.000	173.000	148.000
City Bank of Sydney	33.000	113.000	220.000
	544.000	1.156.000	1.580.000

Les banques n'étaient pas obligées d'user de la faveur de la loi, et il avait été décidé en Angleterre, mais non en Australie, que les banques d'origine anglaise ne s'en prévaudraient pas immédiatement. Elles en profitèrent cependant d'une façon indirecte, en payant non pas en or, mais en billets des autres banques qui avaient cours légal et qu'elles avaient maintenant la faculté d'imposer en paiement.

Voici le témoignage qui a été donné sur la valeur de cette loi par M. Buckland (1), président du conseil d'administration de la banque de Nouvelle Galles du Sud, à l'assemblée générale d'octobre 1893 : « Je ne puis laisser

(1) Cité par N. Cork.

passer l'occasion de rappeler l'initiative de sir G. Dibbs et de ses collègues au commencement de la crise. Ce n'est pas trop de dire que la colonie, et tous ceux qui ont quelque intérêt à sa prospérité, ont contracté une dette de reconnaissance pour l'acte patriotique qu'ils ont accompli en présence du trouble. Par la promptitude, la sollicitude et l'énergie du président du conseil à prendre l'initiative, avec l'approbation du Parlement, d'une mesure législative destinée à faire face aux circonstances qui arrêtaient la vie économique elle-même, il a mis fin à une panique persistante et croissante, et a sauvé la colonie d'un grand désastre financier. A l'égard des principaux journaux des différents centres de toutes les colonies, tout colon doit leur adresser ses remerciements pour leur calme, la clairvoyance avec laquelle ils ont rendu compte de la crise, et les efforts qu'ils ont faits pour faire réfléchir le public sur les dangers qu'il causerait en prolongeant une panique irréflechie. »

Le gouvernement de Nouvelle Galles du Sud, passa aussi le *Current Account depositors Act*, qui donnait au *Colonial Treasurer* pouvoir de payer aux déposants des banques suspendues, sur la garantie d'un certificat de crédit délivré par l'établissement dépositaire, 50 o/o du montant de leur créance, en billets du Trésor ayant cours légal. La loi fut passée le 20 mai, et en 15 jours, environ £ 250.000 en billets furent émises, qui furent d'un grand secours, mais le montant n'en fut jamais bien élevé, car bientôt la *Commercial Bank of Sydney* et la *Australian Joint Stock Bank* remboursèrent leurs comptes courants.

La crise en Queensland. — Le Queensland fut à son tour atteint par la crise. Brisbane n'avait qu'en dernier lieu souffert des si désastreuses calamités qui s'étaient abattues sur l'Australie. Il n'en était pas moins résulté de très nombreuses faillites. En avril, les actions des banques locales devinrent invendables. Celles de la *Queensland National* qui payait 10 o/o de dividende et qui avait une réserve de £ 500.000 étaient cotées à 12 o/o de perte. Celles de la *Bank of North Queensland* et de la *Royal Bank* qui avaient payé des dividendes de 5 o/o, baissaient dans des proportions bien plus considérables encore. La *Australian Joint Stock Bank* avait de nombreuses succursales dans cette colonie, et sa suspension en avril immobilisait £ 1.199.000. Cela contribua à déprécier les actions des autres banques mais n'entraîna pas directement la panique.

La *Queensland National Bank* était de beaucoup le plus important établissement de la colonie. Le total de son passif vis-à-vis du public était de £ 10.622.970. Sur cette somme, environ £ 2.281.000 étaient des dépôts locaux, et plus de £ 2.000.000, des dépôts gouvernementaux portant intérêt. Une grande partie avait donc été obtenue en dehors de la colonie. Ses avances en Queensland se montaient à £ 7.790.000. Si l'on s'en rapporte au *Bankers' Magazine* de janvier 1893, ses dépôts en dehors de la colonie se montaient approximativement à £ 4.561.000. Il y avait donc deux éléments dangereux dans sa position.

Le gouvernement était un créancier privilégié, et, en

cas de suspension, il pouvait retirer ses £ 2.000.000 avant que tout autre créancier pût retirer un sou. C'est ainsi que cela se pratiquait dans les autres colonies. Cette éventualité était suffisante pour terrifier les déposants qui cherchaient à retirer le plus rapidement possible leurs fonds. Quoique les déposants anglais ne connussent point cette condition, il était cependant certain qu'ils viendraient retirer leurs dépôts à leur échéance. Comme une somme importante était due à l'échéance écossaise, c'est-à-dire le 15 mai, la banque suspendit prudemment le matin de ce jour-là : « Ni à Brisbane ni dans les autres succursales du pays, on n'avait retiré de sommes importantes, et n'eût été la panique financière à Londres et la perte de la confiance en les institutions australiennes, il n'y aurait pas eu de raison pour que les administrateurs prissent cette résolution. » (N. Cork).

Le gouvernement pourvut au paiement de tous ses chèques après la suspension en ouvrant un *trust account* (compte de crédit) et prescrivit que tous les paiements faits par ordre du tribunal, seraient faits à la caisse d'épargne de l'Etat. Il est évident que si le gouvernement avait insisté pour exercer son droit de préférence sur sa créance de £ 2.000.000, la reconstitution aurait été impossible, et que les 7 ou 8 millions prêtés au Queensland auraient été liquidés par le syndic, ce qui aurait été une cause de ruine universelle en Queensland.

Une loi spéciale fut, en conséquence, passée par la législature édictant : « En ce qui concerne les deux mil-

lions de livres sterling, partie des sommes échues et dues par la banque, le remboursement s'en fera par 12 versements semestriels à dater du 1^{er} juillet 1899.

« Ce remboursement se fera à la demande du trésorier, qui donnera un délai de 6 mois, mais qui n'excédera pas, pour chaque période de 6 mois consécutifs, la somme de £ 100.000, lesdites sommes portant intérêt à 4 1/2 o/o.

« Dans le cas où la banque ferait défaut à cet arrangement, le gouvernement reprendrait son droit de priorité à l'égard des autres créanciers. »

En même temps une autre loi fut passée pour autoriser le trésorier à faire des avances sur les dépôts des particuliers échus et dont le remboursement était arrêté par la fermeture des banques.

Un troisième *Banking Act* fut adopté, pour autoriser l'émission par le gouvernement de billets du Trésor à concurrence de 25 o/o des espèces, et 75 o/o des bons du Trésor détenus par le gouvernement.

Cette loi établissait une circulation d'Etat, pour la colonie du Queensland. La circulation de leurs propres billets par les banques était supprimée par l'imposition d'une taxe prohibitive de 10 o/o. Cette loi est restée en vigueur jusqu'aux récentes lois fédérales.

La *Bank of North Queensland* suspendit également le 15 mai. Comme ses dépôts se montaient seulement à £ 296.000, elle ne jugea pas à propos de se reconstituer, mais un projet d'arrangement fut accepté par ses créanciers, reportant l'échéance des dépôts à 4, 5, 6 et 7 an-

nées. Les petits dépôts au-dessous de £ 25 furent payés.

La dernière suspension de banque se produisit le 17 mai. Le passif-dépôts de la *Royal Bank of Queensland* se montait à £ 765.000, dont £ 300.000 provenaient d'Angleterre.

Dans ce cas ce fut aussi un arrangement qui intervint, analogue au précédent, mais où les dépôts n'étaient prorogés que d'une année.

3° *Les reconstitutions.* — Dans l'ensemble, le passif total des établissements qui avaient dû suspendre leurs paiements se montait à £ 104.548.000, soit la moitié environ du passif total de toutes les banques d'Australie, et de la Nouvelle Zélande. Chaque plan de reconstitution s'était honnêtement efforcé de faire le meilleur sort possible aux déposants. Ils avaient été adoptés en vertu des *Joint Stock Companies Arrangement Acts*, sans lesquels aucun d'eux n'aurait été possible (1). Les différentes colonies n'avaient que tout récemment adopté l'*Act* anglais de 1870. Avant cet *Act*, chaque créancier pouvait, seul, exiger l'accomplissement des clauses de son contrat, et provoquer la liquidation. Cette législation, nouvelle à l'époque, le privait de ce droit qui aurait porté préjudice à la majorité des

(1) Ces reconstitutions comportaient la liquidation effective de la banque qui avait suspendu ses paiements. Celle-ci réalisait son actif et le remettait à une nouvelle banque constituée d'après les projets adoptés par les créanciers et les actionnaires de l'ancienne, et sanctionnés par les tribunaux. Le nouvel établissement prenait à sa charge le passif de l'ancien, et était tenu des dettes et obligations de ce dernier, dans les conditions fixées par les projets de reconstitution. (C'est d'ailleurs ainsi que cela se pratique en Angleterre en pareil cas).

autres créanciers. Un autre élément nécessaire pour ces reconstitutions était la rapidité. Il aurait été inutile de prendre un arrangement quelconque si les banques avaient dû rester suspendues 6 ou 12 mois. On put arriver au résultat voulu, grâce à l'esprit nouveau des syndics éclairés et capables, qui avaient non seulement à se mettre au courant de la situation de chaque établissement, mais à recueillir les doléances des créanciers et à faire leur possible pour leur donner satisfaction : « C'était une chose nouvelle que de voir un *Judge in Chancery* prendre des décisions sur des choses si importantes, sans avoir devant lui rien d'autre que des attestations fondées sur des télégrammes, la plupart en langage chiffré (1). »

Ceux-ci étaient en effet les seuls documents que les tribunaux avaient pour se guider, et il était normal de dépenser £ 400 ou 500 pour envoyer un télégramme. « Une grande banque qui avait fermé le 16 mai, rouvrait dans deux parties du monde avec ses nombreuses succursales le 19 juin, dans le temps même que mettait la poste à apporter la nouvelle de sa fermeture (1). »

Cependant, toutes les banques ne furent pas reconstituées : plusieurs, nous l'avons vu, avaient dû se résigner à une liquidation : La *Bank of Van Diemen's Land*, la *Mercantile Bank of Australia*, et la *Federal Bank of Australia* avaient liquidé sans avoir essayé de se reconstituer. Le total des engagements vis-à-vis des tiers, pour ces ban-

(1) N. Cork, *op. cit.*

ques, à la date de leur suspension, était de £ 4.745.000, contre quoi le capital payé et les réserves se montaient à £ 1.402.000, et le capital non appelé à £ 1.227.000. A part ce dernier article l'actif se montait à £ 6.349.000, si bien que les créanciers de ces banques avaient une garantie théorique de plus de 50 o/o supérieure au chiffre de leur créance. Il est inutile de dire que l'actif se trouva considérablement réduit lorsqu'il fut réalisé. Ces liquidations se réglaient d'après des lois identiques aux lois anglaises.

En vertu des plans de reconstitution, une somme de £ 6.249.000 fut appelée et le capital total constitué se montait à £ 19.665.000, sans compter les fonds de réserve. Les appels faits effectivement aux actionnaires des 12 banques (en comprenant les nouvelles émissions) se montaient à £ 6.999.806. Sur ce total £ 5.167.104 étaient à inscrire sur les registres de la colonie, et 1.832.702 sur les registres de Londres. Ces chiffres comprenaient une émission de la *Bank of New South Wales*. Le montant dû par 10 des banques reconstruites au 31 décembre 1893, était de £ 1.295.153, et à cette date elles avaient payé £ 1.455.596.

En même temps qu'ils privaient un créancier isolé de son droit de provoquer la liquidation, les *Arrangement Acts* introduisaient un changement capital dans la procédure de la faillite. Dans la législation antérieure, un débiteur qui se mettait en cas de faillite plaçait tous ses créanciers sur un rang d'égalité (sauf ceux qui avaient des garanties spéciales), et la faillite rendait toutes les créances

exigibles. D'après les *Arrangements Acts*, les créanciers pouvaient être classés suivant leur qualité. Cette classification était presque une nécessité si les affaires devaient être reprises, et c'est là le caractère principal de tous les arrangements des banques reconstruites. D'abord, d'après les lois des colonies, les sommes dues aux gouvernements devaient être retirées entièrement en or, et transférées à une autre banque, ce qui, du reste, renforçait considérablement la position de la banque qui bénéficiait du transfert. De plus, les banques avaient adopté la politique de prévoir dans leurs plans le paiement de leurs lettres de change à leur échéance, même au cas où celle-ci se serait produite pendant la période de suspension des paiements. S'il avait été nécessaire pour la restauration de la banque qui les avait souscrites, d'en retarder le paiement à un avenir indéterminé, la plus grande perturbation aurait été apportée dans tous les marchés du monde où le papier australien circulait ; le crédit de toutes les banques australiennes aurait été anéanti, et des centaines de bonnes maisons commerciales auraient été acculées à la faillite.

Ces reconstitutions ont spécialement visé les déposants à long terme de Grande-Bretagne et nous avons vu que c'était surtout pour sauvegarder leurs intérêts que les agences coloniales avaient fermé, pour arrêter l'écoulement de leur actif liquide.

Beaucoup de ces plans de reconstitution contenaient des conditions spéciales pour les déposants à vue, dont les dépôts se faisaient en général sous forme de comptes

courants. C'était à la fois nécessaire et juste, car ces comptes ne touchaient pas d'intérêt : ils ne constituaient pas en effet des placements d'épargne, comme les dépôts fixes, mais formaient les fonds circulants de la communauté. Les administrateurs de la *Commercial Bank of Sydney* prirent l'initiative de payer les comptes courants sur demande, et ceux-ci furent tous réglés le 3 juillet 1893. Les autres arrangements donnaient pouvoir, soit de payer les dépôts à concurrence de £ 100, soit de faire des avances aux déposants jusqu'à concurrence de 50 o/o du solde de leur compte à la date de la suspension, ou bien encore donnaient des pouvoirs discrétionnaires pour permettre de leur consentir des avances par voie de découvert à 6 o/o par an. Ces pratiques reçurent l'opposition des créanciers écossais qui réussirent dans plusieurs cas à faire limiter les pouvoirs discrétionnaires en matière d'avances ou de remboursement. Ayant été surpris par les premiers projets qui leur avaient été soumis, les Ecossais eurent des exigences plus sérieuses dans la suite. Mais malgré leur opposition, le principe de donner un traitement de faveur aux dépôts à vue fut plus ou moins maintenu par les banques en général.

Tous les plans de reconstitution différaient pour les dépôts fixes. Dans plusieurs cas, les déposants furent payés en partie en actions de préférence, mais sans y être forcés, sauf pour ceux de la *Commercial of Australia*. Une seule banque : la *English Scottish and Australian* transforma ses dépôts fixes en dépôts perpétuels. Elle donna à ses créan-

ciers : 25 o/o en *debenture stock* (fonds obligataire), 25 o/o en reçus de dépôts à échéances prorogées, et 50 o/o en *inscribed deposit stock* (dépôts nominatifs perpétuels).

Les autres plans de reconstitution prévoyaient tous le remboursement des dépôts fixes par des reçus de dépôts (*deposit receipts*) remboursables à échéances prorogées, qui pouvaient prendre une forme négociable, et constituer de véritables obligations, pouvant être transférées, avec feuilles de coupons payables au porteur.

Les déposants avaient en outre la faculté de demander, au lieu de *deposit receipts*, de l'*inscribed deposit stock*, ou des actions de préférence.

En résumé il y eut trois types de reconstitution :

1° Celui de la *Commercial of Australia*, où une partie des dépôts était transformée d'office en capital de préférence ;

2° Celui de la *English Scottish and Australian*, où les trois quarts des dépôts devenaient perpétuels ($1/4$ sous forme d'obligations, $1/2$ sous forme de *inscribed deposit stock*) ;

3° Tous les autres, où les déposants recevaient des *deposit receipts* qui prorogeaient l'échéance primitive de leurs dépôts, mais où ils pouvaient également prendre, mais sans y être forcés, soit de l'*inscribed deposit stock*, soit des obligations, soit même des actions de préférence.

Les tribunaux de Nouvelle Galles du Sud n'imposèrent aux banques aucune condition relative aux dividendes, si bien que la *Commercial of Sydney* et la *Australian Joint Stock* restèrent libres de payer à leurs actionnaires le di-

vidende que leurs administrateurs jugeraient bon. Les tribunaux de Victoria adoptèrent des principes différents, en limitant le dividende que pouvaient recevoir les actions ordinaires jusqu'à ce que tout le passif dû au jour de la suspension ait été payé. Ainsi la *National Bank of Australasia* ne pouvait payer plus de 4 1/2 o/o pendant les 7 premières années. Les banques *Victoria*, *City of Melbourne*, *Colonial of Australasia* et *London of Australia* pouvaient aller jusqu'à 5 o/o, la *English Scottish and Australian*, jusqu'à 6 o/o. Mais la *Commercial of Australia*, qui fut la première à se présenter devant les tribunaux, eut le traitement de faveur. Elle pouvait, après avoir payé 5 o/o à ses actions ordinaires ou de préférence, partager tout le surplus des bénéfices également entre ses deux catégories d'actionnaires.

La *Queensland National Bank*, sur l'instance des déposants anglais, limita ses dividendes à 5 o/o, jusqu'à ce que ses *deposit receipts* fussent payés.

4° Remarques.

L'enquête sur la nature de l'actif des banques qui suspendirent leurs paiements, et qui fut dirigée avec beaucoup de compétence par M. Stewart, syndic, appelait entre autres, la remarque suivante : Le montant de quelques-unes des avances était exagéré. Une des questions sur quoi portait l'enquête de M. Stewart se rapportait aux débiteurs les plus importants. Une banque avait un débiteur de £ 500.000, une autre en avait 4 de £ 250.000. Des

avances aussi considérables excédaient les limites d'une gestion bancaire prudente. Dans une des banques dont la direction était saine, au contraire, le nombre des débiteurs était de 12.000, et les 12 plus grosses créances réunies se montaient à £ 690.000, soit une moyenne de £ 57.000. Ce qui, pour une banque importante, peut être considéré comme une division des risques suffisante.

Il faut encore remarquer que la crise australienne n'était pas due, comme les autres crises qui se produisirent à la même époque, à une émission de papier monnaie, ni même à une émission exagérée de billets convertibles. Si nous prenons l'ensemble des banques australiennes qui eurent à suspendre leurs paiements, nous constatons que leur circulation était de £ 2.556.000, alors que l'encaisse se montait à £ 13.327.000 (mais en y comprenant les billets des autres banques).

Le tableau suivant (extrait du *Bankers' Magazine*) donne des chiffres pour toutes les banques suspendues ou non. Il montre bien que ce n'est pas à un excès des émissions, ni à l'insuffisance des réserves métalliques, qu'il faut attribuer la crise des banques : car ces réserves métalliques étaient égales à plus de quatre fois le montant des émissions.

COLONIES	Dépôts	Billets en circulation	Encaisse métallique (monnaies ou lingots)	Avances	0/0 des réserves métalliques au passif
Nouvelle Galles du Sud.....	35.564.192	1.439.871	5.313.265	44.135.729	13.1
Victoria.....	40.028.169	1.210.565	8.178.287	52.631.227	19.7
Tasmanie.....	3.665.875	110.680	669.219	3.170.418	17.6
Australie du Sud..	7.499.518	400.156	1.631.863	7.494.850	20.0
Nouvelle Zélande..	13.832.141	955.623	2.522.725	15.025.212	17.0
Queensland.....	10.493.904	575.435	2.082.263	17.443.912	18.7
Australie del'Ouest	1.319.725	101.433	431.121	2.206.197	31.4
Total déc. 1892..	112.403.524	4.793.763	20.828.743	142.407.515	17.7
Total sept. 1892.	112.468.848	4.658.495	20.586.900	142.677.967	17.5
Total déc. 1891..	111.011.162	5.303.314	19.070.511	142.772.188	16.3

Si donc par bien des côtés ce qui se produisit en Australie rappelait ce qui s'était passé en Argentine, du moins le malaise financier ne se compliquait-il point de ces émissions immodérées et suprépices de papier monnaie, qui avaient détruit le change argentin, pas plus que de ces emprunts multiformes à l'étranger (tous les emprunts australiens étaient placés à Londres) qui présentaient pour un Etat des problèmes insolubles en dehors d'une liquidation brutale.

Notons enfin que la panique affecta seulement les colonies de Victoria, Nouvelle Galles du Sud et Queensland, tandis que l'Australie du Sud, la Tasmanie, et l'Australie del'Ouest ne furent pas touchées. Pourtant trois banques suspendues avaient des succursales importantes dans l'Australie du Sud, le passif de la *Bank of Australasia* dans cette colonie se montait à £ 1.884.464 pour le deuxième trimestre 1893.

Pendant la période de suspension, les offices des banques ne furent pas complètement fermés : les gens gardaient leur confiance en leurs banques, et il arrivait que pour leur clientèle, la fermeture était une pure figure de rhétorique. La vieille banque n'existait plus, mais ses clients avaient une telle confiance dans sa reconstitution et dans l'honnêteté de ses dirigeants, qu'ils insistaient pour y déposer leurs fonds. Afin de leur donner satisfaction, on eut recours à un artifice : on leur ouvrit des *Trust Accounts* (comptes de *fidei-commis*). Rien ne fut plus curieux durant toute la panique à Melbourne. Pour que ces *Trust Accounts* fussent réguliers, les déposants auraient dû retirer leurs fonds des banques encore ouvertes et les déposer *in trust* (en *fidei-commis*) entre les mains des agents des banques suspendues. Personne autre que celle qui aurait reçu les fonds n'aurait pu en être considérée comme responsable. Mais ce fut à la banque que les fonds furent confiés. Ce n'était pas à titre de prêt que celle-ci les recevait, mais comme un dépôt qu'elle devait employer suivant les indications de la personne qui les lui confiait. La banque devait tenir ces fonds en dehors de ses propres fonds, et avoir des comptes séparés pour chaque personne. Les principaux juristes de Nouvelle Galles du Sud et de Victoria furent consultés, et furent d'avis que, de cette façon, les déposants se trouvaient garantis. Cette pratique était avantageuse pour les banques parce qu'elle leur permettait de conserver leurs relations de clientèle. Cette considération faisait ignorer aux banquiers et à leurs

clients toutes les difficultés légales qui pouvaient en résulter et, de fait, il ne semble pas qu'il en soit résulté des inconvénients dans la suite.

5° Bilan de la crise.

En résumé, le bilan de la crise australienne était le suivant :

1° Liquidation de trois banques : *Van Diemen's Land*, *Mercantile of Australia*, et *Federal of Australia* :

Passif.

(Les chiffres indiquent des milliers de £)

NOM DE LA BANQUE	Date du bilan	Capital versé 1	Ré- serves 2	Billets en circulation 3	Effets à payer 4	Dépôts et divers 5	Passif total 6
Bank of Van Diemen's Land (suspendue le 4 août 1891).	1 ^{er} août 1891.	250	70	40	116	801	1.277
Mercantile Bank of Australia (suspendue le 5 mars 1892).	1 ^{er} févr. 1892.	400	156	10	12	1.831	2.409
Federal Bank of Australia (suspendue le 28 janvier 1893)...	28 janv. 1893.	400	126	28	82	2.027	2.663
		1.050	352	78	210	4.659	6.349

Actif.

NOM DE LA BANQUE	Date du bilan	Encaisse 7	Valeur gouvernementales 8	Avances 9	Immeubles 10	Total de l'actif 11
Bank of Van Diemen's Ld (suspendue le 4 août 1891).	1 ^{er} août 1891.	16		1.230	31	1.277
Mercantile Bank of Australia (suspendue le 5 mars 1892).	1 ^{er} févr. 1892.	238	56	2.017	98	2.409
Federal Bank of Australia (suspendue le 28 janvier 1893)...	28 janv. 1893.	182	154	2.192	135	2.663
		436	210	5.439	264	6.349

NOM DE LA BANQUE	Date du bilan	Capital non appelé	DÉTAIL DES DÉPÔTS		
			Dépôts	Dépôts	Total
			coloniaux 13	anglais 14	des dépôts 15
		12			
Bank of Van Diemen's Ld (suspendue le 4 août 1891).	1 ^{er} août 1891.	250	800		800
Mercantile Bank of Australia (suspendue le 5 mars 1892).	1 ^{er} févr. 1892.	577	700	1.000	1.700
Federal Bank of Australia (suspendue le 28 janvier 1893)...	28 janv. 1893.	400	1.522	435	1.957
		1.227	3.022	1.435	4.457

2° Suspension de treize banques, dont 11 se reconstituèrent, et deux se contentèrent de prendre des arrangements avec leurs créanciers :

NOM DE LA BANQUE	DATE du BILAN	(Les chiffres				
		Capital versé	Ré- serve	Billets en circula- tion	Effets à recevoir	Dépôts et divers
Commercial Bank of Aus- tralia, Ltd.....	1892 31 décembre	1.200	859	237	320	12.078
Eng. Scot. et Australian Chartered Bank.....	30 septemb.	900	345	137	1.128	5.758
Australian Jt. Stk. Bank..	31 décembre	705	582	476	456	10.860
London Chartered Bank of Australia.....	»	1.000	368	219	578	6.588
Standard Bank of Austra- lia.....	1893 28 février	366	17			851
Nat. Bank of Australasia..	31 mars	1.000	730	328	1.759	9.069
Colonial Bank of Austra- lasia.....	»	406	168	124	138	3.558
Bank of Victoria Ltd.....	1892 31 décembre	600	289	172	579	7.106
Queensland Nat. Bank.....	»	800	542	284	468	8.529
Bank of N. Queensland (1).	»	249	11	26	15	350
Commercial Banking Co of Sydney.....	»	600	924	478	567	11.456
City of Melbourne Bank Limited.....	1893 31 mars	500	232	48	228	4.828
Royal Bank of Queens- land (1).....	1892 31 décembre	375		27	13	887
		8.701	5.124	2.556	6.249	81.918

(1) La *Bank of North Queensland* et la *Royal Bank of Queensland* ne se sont pas

Indiquent des milliers de £).

DÉTAIL DES DÉPÔTS

Passif total	En- caisse	Valeurs gouver- nementales	Avances et divers	Immeubles	Actif total	Date de la sus- pension	Dépôts co- loniaux	Dépôts britan- niques	Total des dépôts
14.694	1.395	652	12.158	489	14.694	1893 Avril 4	5.400	5.100	10.500
8.268	1.115	153	6.493	507	8.268	» 12	3.830	800	4.630
13.079	1.729	462	10.448	440	13.079	» 20	6.740	3.556	10.296
8.753	958		7.412	383	8.753	» 25	2.842	3.000	5.842
1.234	14		1.135	85	1.234	» 28	550	250	800
12.886	1.505	789	10.131	461	12.886	Mai 1 ^{er}	6.065	1.300	7.365
4.394	513	5	3.673	203	4.394	» 5	2.850	150	3.000
8.746	1.457	244	6.804	241	8.746	» 10	4.400	1.300	5.700
10.623	1.933	43	8.344	303	10.623	» 15	4.300	4.000	8.300
651	135		499	17	651	» 15	206	90	296
14.025	1.729	886	11.016	394	14.025	» 16	9.367	530	9.897
5.836	626	451	4.658	101	5.836	» 16	1.100	2.650	3.750
1.359	218	29	1.049	63	1.359	» 17	465	300	765
104.548	13.327	3.714	83.820	3.687	104.548		48.115	23.026	71.141

reconstituées, mais ont pris des arrangements avec leurs créanciers.

Capitaux et Réserves.

(Les chiffres indiquent des milliers de £)

NOMS DES BANQUES	CAPITAL AVANT LA SUSPENSION		CAPITAUX DES NOUVELLES BANQUES					FONDS DE RÉSERVE			
	Versé	Non appelé et res- ponsabilité supplé- mentaire des ac- tionnaires (d'après les chartes)	Total	Passé au crédit des ac- tionnaires de l'ancienne banque	Appelé en vertu des reconsti- tutions	Non appelé	Res- ponsabilité supplé- mentaire	Total des capitaux fournis par les ac- tionnaires	Capital de préférence	Ancienne banque	Nouvelle banque
Australian Joint Stock Bank.....	705	861	1,566	705	470	391	—	1,566	—	500	—
Bank of North Queens- land.....	250	250	500	200	—	250	—	450	—	3	3
Bank of Victoria, Ltd., City of Melbourne Bank Ltd.....	600	1,800	2,400	600	600	1,200	—	2,400	400	250	—
Colonial Bank of Aus- tralia.....	500	500	1,000	500	250	250	—	1,000	32	200	50
Commercial Bank of Australia Ltd.....	406	813	1,219	406	250	563	—	1,219	288	287	—
Commercial Banking Cy of Sydney Limited....	1,200	1,800	3,000	1,200	1,800	—	—	3,000	3,000	750	—
English Scottish and Australian Bank Ltd....	600	600	1,200	600	400	—	600	2,000	—	840	1,000
London Bank of Austr- lia Ltd.....	900	900	1,800	450	562	—	400	1,575	—	310	—
National Bank of Aus- tralia Ltd.....	1,000	1,000	2,000	750	500	125	625	2,000	70	320	—
Queensland National Bk Limited.....	1,000	1,500	2,500	1,000	750	750	—	2,500	295	670	100
Royal Bank of Queens- land Ltd.....	800	800	1,600	480	480	320	—	1,280	—	485	—
	375	375	750	300	187	188	—	675	—	46	21
	8,336	11,199	19,535	7,191	6,249	4,037	2,188	19,665	4,085	4,661	1,174

Voici avec quelles ressources ces banques reprirent leurs affaires (la *Standard Bank of Australia* manque dans cette liste) (Voir tableau p. 142).

Enfin le tableau suivant permettra de suivre les effets de la crise pour les différentes banques. Comme ce tableau (extrait de la *Gazette coloniale*, et confectionné d'après les rapports que les lois ordonnaient de publier) a été fait sur les moyennes hebdomadaires de chaque trimestre, on ne peut suivre la situation d'une semaine à l'autre. Il faut noter en outre que les changes n'ont pas été influencés de façon sensible durant le temps de cette crise. La diminution globale des dépôts, sans tenir compte de ceux qui furent transformés en actions de préférence ou *inscribed stock*, fut seulement de 7 1/2 0/0 : ils étaient tombés de £ 112.467.000 en 1892 à 103.914.000 en 1893, dans le second trimestre de la panique.

Cette diminution était beaucoup moins forte que celle qui se produisait habituellement à Londres après une crise commerciale. Il n'y eut pas de transports importants de comptes de banques suspendues à celles qui furent plus fortunées. Le plus grand changement est la diminution des avances qui fut de £ 10.246.000. Les espèces métalliques augmentèrent de £ 1.293.000, ce qui pouvait être regardé comme très satisfaisant.

NOMS DES BANQUES	(Les chiffres indiquent des milliers de £)								
	DÉPÔTS COLONIAUX			ENCAISSE MÉTALLIQUE			AVANCES		
	MOYENNES POUR			MOYENNES POUR			MOYENNES POUR		
	3 ^e trim. 1892	2 ^e trim. 1893	3 ^e trim. 1893	3 ^e trim. 1892	2 ^e trim. 1893	3 ^e trim. 1893	3 ^e trim. 1892	2 ^e trim. 1893	3 ^e trim. 1893
Bank of New South Wales.....	17,745	17,772	17,283	3,147	3,103	3,401	17,604	18,064	17,682
Bank of Australasia.....	11,979	11,816	10,896	2,773	3,187	3,297	12,613	12,053	11,719
Union Bank of Australia Ltd.....	12,696	13,460	12,513	3,358	3,604	3,828	14,816	14,838	14,557
Commercial Banking Co of Sydney Ltd.....	10,860	10,700	10,211	1,249	1,878	1,740	9,905	9,796	9,536
Australian Joint Stock Bank Ltd.....	6,735	7,126	6,340	851	920	931	10,485	10,647	9,173
Commercial Bank of Australia.....	6,785	5,488	4,742	1,403	1,113	1,098	11,925	10,159	10,118
National Bank of Australasia.....	7,056	6,995	6,401	1,175	1,324	1,628	8,569	8,440	7,769
Bank of New Zealand.....	5,345	5,986	5,938	1,006	946	913	4,898	5,410	5,539
Queensland National Bank.....	3,825	4,137	4,423	826	797	1,043	7,933	7,884	7,926
English Scotch, and Australian Bank Ltd	4,863	4,267	4,237	872	681	1,181	5,792	5,582	5,064
Bank of Victoria Ltd.....	5,396	5,267	4,933	790	758	945	6,235	6,321	6,116
London Bank of Australia Ltd.....	3,402	3,300	3,226	674	626	1,011	6,466	6,088	5,850
Colonial Bank of Australasia Ltd.....	3,365	3,166	2,893	308	318	332	3,722	3,563	3,421
City of Melbourne Bank Ltd.....	1,668	1,661	1,514	478	406	348	4,761	4,415	4,307
Federal Bank of Australia Ltd.....	1,428	1,212	1,157	354	354	441	2,302	1,620	1,571
City Bank of Sydney Ltd.....	1,801	1,683	1,607	136	74	141	1,665	2,335	2,163
Colonial Bank of New Zealand.....	1,629	1,670	1,521	255	253	243	2,291	1,714	1,457
Commercial Bank of Tasmania Ltd.....	1,642	1,670	1,521	221	257	221	1,769	1,443	1,449
National Bank of New Zealand Ltd.....	1,079	1,167	1,111	258	262	206	1,491	1,136	1,103
Bank of Adelaide.....	1,094	1,096	1,113	111	245	293	1,163	1,008	956
Royal Bank of Queensland Ltd.....	800	754	751	110	73	148	1,008	1,041	507
» of Australia Ltd.....	131	69	76	33	53	58	666	528	469
Bank of North Queensland.....	397	308	293	57	56	51	596	495	461
National Bank of Tasmania.....	303	315	303	50	60	49	448	434	411
Western Australian Bank.....	443	414	411	92	66	85	544	577	559
	112,467	109,829	103,914	20,589	21,060	23,190	139,675	133,983	129,429

CHAPITRE VI

LE RELÈVEMENT DES BANQUES APRÈS LA CRISE DE 1893 (1).

1^o Conséquences de la crise.

L'Australie eut de la peine à se remettre d'une crise qu'on avait pu considérer à Londres comme un Panama britannique (2).

La diminution des revenus publics peut donner une idée de l'appauvrissement général. Pour le premier semestre de 1893, Victoria ne put fournir que £ 1.864.000 au lieu de £ 2.014.000 l'année précédente (soit une diminution de 8 o/o). Cette colonie, il est vrai, avait été la cause de la crise, et en avait le plus souffert. Mais la Nouvelle Galles du Sud elle-même, voyait son revenu public diminuer de £ 140.000 dans le même temps. Pour l'Australie du Sud, la diminution n'était que de £ 20.000, mais pour la Tasmanie elle était de £ 41.000 (3), ce qui était beaucoup, eu égard à la modicité de ses ressources. Le revenu public total pour l'Australie entière, qui était de £ 24.360.746 en 1893, tomba à £ 23.539.282 en 1894, et ce n'est qu'en 1896

(1) D'après divers articles du *Bankers' Magazine*, du *Statist*, de l'*Economist*, etc.

(2) *Bankers' Magazine* (juin 1893).

(3) Chiffres extraits du *Bankers' Magazine* (mai 1893),

qu'il put revenir au niveau qu'il atteignait en 1893 (1) (£ 24.397.529).

Quant à la Grande-Bretagne, ses pertes étaient sérieuses : les chiffres suivants (2) en donneront une idée. Les dépôts dans les 18 principales banques australiennes se montaient au moment de la crise à £ 140 millions :

dont : 102 millions de dépôts australiens

et 38 millions de dépôts britanniques

Sur ces 38 millions, 10.292.000 se répartissaient ainsi :

5.684.000 à la *Commercial of Australia*.

740.000 à la *Federal of Australia*.

3.868.000 à la *Australian Joint Stock*.

Un quart du total des dépôts anglais se trouvait donc immobilisé pour des périodes indéterminées, sans être à l'abri de tout risque.

2° Difficultés des banques.

Caractères défectueux des reconstitutions. — Les banques étaient impuissantes à maintenir leurs bénéfices aux chiffres qu'elles avaient obtenus jusqu'alors, car la diminution des importations (conséquence de la crise) qui entraînait une diminution des opérations de change, en même temps que la stagnation des affaires locales, venaient tarir la source des bénéfices. De plus, la situation même des banques reconstituées n'était pas favorable. Les arran-

(1) Chiffres extraits de *The Seven Colonies of Australasia*, 1901-1902, by Coghlan. — Sydney, 1902.

(2) *Bankers' Magazine*, mai 1893.

gements de reconstitution n'avaient pas été, en général, suffisamment étudiés. La crise de 1893 n'avait été précédée d'aucune autre en Australie, où l'on s'était trouvé en face d'une situation sans précédent. De plus, toutes les banques suspendues avaient eu hâte de rouvrir leurs portes. Elles avaient, dans ce but, présenté des projets élaborés à la hâte, où elles cherchaient à obtenir de leurs créanciers un vote rapide. Ces projets étaient faits pour amener une acceptation immédiate, quitte à remettre à plus tard les modifications indispensables. Ainsi, la situation de certaines banques n'avait pas fait l'objet d'un examen approfondi qui eût permis de se rendre un compte exact des engagements qui pouvaient être pris, et bien des banques avaient contracté des obligations trop lourdes.

C'est ainsi que le taux de l'intérêt accordé aux dépôts prorogés était exagéré (4 1/2 o/o en général), et n'était pas en rapport avec les facultés de la plupart des établissements qui s'étaient engagés à le payer. Et les circonstances économiques qui prévalurent alors, vinrent rendre cette charge encore plus écrasante.

Vers 1895, le taux de l'intérêt baissa dans le monde entier. Les valeurs mobilières, en général, atteignaient des cours sans précédent dans les annales financières. En Australie même, le gouvernement de Victoria, et le *Board of Works* de cette colonie avaient pu emprunter à 3 5/8 net. Les banques ne payaient plus que 3 o/o aux nouveaux dépôts fixes qu'elles acceptaient. C'était donc sur ce taux que se réglait celui des prêts, et les banques reconstituées

se trouvaient accablées par l'obligation de payer 4 1/2 0/0 sur plus de £ 50.000.000 (1) de dépôts prorogés. Quand bien même la banque aurait pu sans difficulté payer des intérêts aussi élevés, ç'aurait été aux dépens des dividendes payés aux actionnaires. Il est bien vrai que ces derniers ne pouvaient s'en plaindre puisqu'ils étaient en réalité les débiteurs des déposants. Mais la réputation d'un établissement de crédit est une chose importante, et qui intéresse aussi bien les créanciers déposants que les actionnaires, car la clientèle ne va pas rechercher les antécédents d'une banque, ni se livrer à une enquête sur son actif. Si elle voit que la banque ne donne pas de dividendes, elle aura une mauvaise impression, et ira de préférence à un établissement qui en donnera.

Cependant le plus gros inconvénient qui résultait de l'exagération du taux de l'intérêt payé aux dépôts prorogés, était le suivant. Le gage des déposants était principalement l'actif des anciennes banques. Mais cet actif n'était pas d'une réalisation facile, et, en général, il avait été estimé bien au-dessus de la valeur à laquelle il était tombé après la crise. Les banques se trouvaient surchargées d'immeubles, qu'elles ne pouvaient réaliser, car le marché était encombré de toutes espèces de valeurs invendables. Les anciennes banques saisissaient bien toutes les occasions de réaliser leur actif, pour le verser dans les caisses des nouvelles banques reconstituées, mais ce pro-

(1) Chiffre donné par le *Year Book of Australia*, 1894, cité par le *Bankers' Magazine*, mai 1895.

cédé était long et pénible et amenait l'engorgement du marché et l'avilissement des prix.

Dans ces conditions, les affaires commerciales et agricoles devenaient difficiles, d'autant plus que les banques privaient leur clientèle d'un crédit qu'elles lui avaient accordé jusque-là, et sur lequel elle avait pris l'habitude de compter. L'avilissement du prix des immeubles dans les villes était aussi une conséquence du *land boom*, pendant lequel on avait construit d'une façon exagérée. A Melbourne, en 1894, 40.000 maisons étaient inhabitées. Ainsi, non seulement elles ne rapportaient plus, mais elles continuaient à payer des impôts, devaient être entretenues et surveillées d'une façon plus spéciale. Les banques se trouvaient donc en possession de nombreuses propriétés immobilières, soit urbaines, soit agricoles que l'on pouvait considérer comme sans valeur, si grand était l'écart entre leur estimation au moment de l'inflation des prix et celle qu'on pouvait en faire après la crise. Les valeurs mobilières elles-mêmes, offertes en trop grand nombre, auraient été dépréciées d'une façon tout à fait anormale. Car l'Australie ne constituait qu'un marché restreint. Il n'y avait point, comme à Paris ou à Londres, de Bourse où l'on aurait pu réaliser de grandes quantités de titres sans crainte de troubler le marché. Jusqu'à ce que les choses soient équilibrées, l'actif des anciennes banques pouvait donc être considéré comme irréalisable, et échappait comme gage de leur créance, aux déposants prorogés. Il devenait donc nécessaire de prélever sur les

bénéfices des réserves suffisantes pour pourvoir le moment venu aux remboursements convenus. Si l'intérêt que les banques avaient à payer absorbait les bénéfices, il leur devenait impossible de constituer ces réserves, et dans l'impossibilité de réaliser l'actif ancien, elle n'avait plus les moyens de pourvoir aux remboursements.

D'ailleurs, la prorogation des échéances des anciens dépôts était elle-même insuffisante. Même dans des circonstances très favorables, les banques auraient eu de la peine, après paiement des intérêts dus aux *deposit receipts*, à constituer les réserves suffisantes au remboursement, en aussi peu de temps. Comme la situation économique était au contraire loin d'être brillante, les banques avaient quelques motifs d'envisager l'avenir avec inquiétude. Le *Year Book of Australia* dit que beaucoup de banques reconstituées « ne firent rien autre que d'attendre en gémissant l'approche de l'échéance de leurs *deposit receipts* ». Il semble que, dans bien des cas, elles ne pouvaient guère faire autre chose, devant l'évidence de leur impuissance à remplir les engagements qu'elles avaient assumés.

Arrêt de l'afflux des capitaux anglais. — Les arrangements de reconstitution étaient donc, par eux-mêmes, une source de difficultés pour les banques reconstituées. Mais bien d'autres causes vinrent encore les empêcher de se relever, dans la mesure où elles auraient pu le faire, si les circonstances avaient été favorables. Pendant la crise, les Australiens avaient présenté à Londres leur situation comme étant le résultat d'une panique irraisonnée, et les

Anglais avaient pu penser que le mal était superficiel. Ce pouvait être vrai pour bien des banques. Mais le public est toujours porté à juger la généralité d'après des exemples particuliers, et, lorsque la liquidation des trois banques en faillite eut révélé l'existence de déficits importants, et que le syndic Stewart eut fait des déclarations inquiétantes, l'opinion passa d'un extrême à l'autre, et la méfiance remplaça la confiance exagérée qui avait porté les capitalistes anglais à déposer de si grandes sommes dans les banques australiennes. On s'avisa alors de remarquer qu'en comparaison de leurs dépôts, ces banques avaient des capitaux insuffisants, et que leur actif n'avait pas un caractère de « liquidité » qui eût permis le remboursement des dépôts.

La baisse des dividendes, qui fut plus forte qu'on ne s'y attendait, venait augmenter les appréhensions. On avait pensé que les banques allaient se relever très vite, et il n'en était rien. On les croyait donc encore plus bas qu'elles n'étaient réellement.

Les capitalistes anglais n'avaient d'ailleurs pas les moyens de se renseigner : si le siège social était en Australie, ni les actionnaires, ni les créanciers ne pouvaient assister aux réunions. S'il était en Angleterre, les administrateurs ne pouvaient être bien au courant de ce qui se passait de l'autre côté du monde. Enfin les banques australiennes ont toujours eu l'habitude, qu'elles ont conservé de nos jours, de présenter les différents éléments de leur actif et de leur passif en des articles qui ne sont pas suscep-

tibles d'une analyse permettant de se rendre un compte exact de leur situation. Et cela, aussi bien dans les rapports que les lois australiennes leur demandent, que dans leurs bilans (1).

Dans une lettre publiée par le *Bankers' Magazine*, les déposants anglais se plaignaient des conditions qui leur

(1) C'est ce dont se plaint, dans les annuaires statistiques publiés sous sa direction (voir en particulier « *The seven colonies of Australasia* ») le statisticien de Nouvelle Galles du Sud : Coghlan : « Les rapports fournis par les banques, bien qu'ils soient d'accord avec les lois des colonies, ne sont pas du tout des documents satisfaisants, car ils ne sont pas adaptés aux méthodes modernes du commerce de banque, et on ne peut les accepter sans réserve comme l'indication de la stabilité ou de l'instabilité des banques.

« Ordinairement, on ne peut en tirer d'autres renseignements que ceux déjà contenus dans les bilans..... Aucune uniformité n'est observée en ce qui concerne les dates d'arrêté des bilans, et la façon de présenter les choses diffère également. Des articles importants, qui devraient être groupés séparément, sont confondus avec des comptes de moindre importance, et, en règle générale, les comptes courants sont confondus avec d'autres comptes, au lieu d'être présentés à part. La valeur des indications présentées au public est bien indiquée par ce fait qu'il fut impossible en 1893 d'obtenir, au moyen des publications de plusieurs établissements qui étaient en état de suspension de paiements, le montant de leur passif vis-à-vis des particuliers, et celui vis-à-vis de l'Etat, et ces détails sont encore inconnus. »

Nous lisons dans l'*Official Year Book* de 1913 : « Pendant l'année 1908, le statisticien de la Fédération, s'appuyant sur les prescriptions de la loi sur le recensement et la statistique, demanda aux banques des rapports trimestriels donnant des renseignements un peu plus détaillés que ceux qui avaient pu être obtenus précédemment. Comme, cependant, certaines banques ont jugé qu'il était impossible, quant à présent, de donner tous les renseignements demandés, tout en promettant de le faire dans la suite, les rapports sont restés dans les mêmes conditions que ceux de 1907 et des années précédentes. »

avaient été faites. Ils incriminaient les pouvoirs extraordinaires en vertu desquels les tribunaux australiens « avaient obligé d'*innocents déposants* à devenir de quasi-actionnaires, pouvoirs inconnus de la loi anglaise ».

Ils critiquaient la politique bancaire australienne qui avait consisté à recueillir les fonds anglais soi-disant pour des opérations de banque, et à employer ces fonds dans des opérations qui étaient en réalité du ressort des sociétés de crédit immobilier, contrevenant ainsi au principe qui veut que *the terms upon which they borrow and lend be consistent with each other* (1).

Le résultat fut que l'Angleterre cessa de prêter aux colonies australiennes. Pour un temps, la source fut tarie aussi bien pour les gouvernements que pour les banques. Les gouvernements australiens prirent ainsi l'habitude de s'adresser aux capitalistes coloniaux. Dans la suite, même lorsqu'ils reprirent leurs émissions à Londres, ce qu'ils firent dès 1895, ils continuèrent à placer toujours une partie de leurs emprunts en Australie.

Les banques, au contraire, durent cesser presque complètement leur pratique d'avant 1893, qui consistait à recevoir des dépôts en Angleterre, pour les employer en Australie.

Situation économique. — Enfin la situation économique et politique était loin d'être favorable. Tout d'abord, la

(1) Lettre publiée par le *Bankers' Magazine* (juin 1893) (Le principe qui veut que la nature des emprunts et celle des prêts soient en corrélation l'une avec l'autre).

restriction du crédit, conséquence normale de la crise, était une cause de gêne pour les agriculteurs et colons qui étaient habitués jusqu'à cette époque à user de facilités qui leur faisaient défaut maintenant. Cette circonstance n'aurait eu que peu d'importance, si par ailleurs les conditions économiques avaient été bonnes. Mais la sécheresse se mit à sévir, presque sans interruption, pendant dix années ; et, pendant ces dix années, c'était un sujet de plaintes qui revenait de façon constante dans les rapports des présidents des conseils d'administration. Malgré les travaux d'irrigation, les forages de puits artésiens, les troupeaux ne se reconstituaient pas, la production de la laine diminuait dans de fortes proportions, et, par surcroît, le prix de la laine fut exceptionnellement bas en 1894 et 1895, par suite d'une production abondante en République Argentine et dans les autres pays producteurs de laine. La baisse générale de toutes les marchandises à cette époque, ainsi que celle de l'intérêt contribuaient encore à en abaisser le prix.

Situation politique. — Au point de vue politique, la situation n'était pas meilleure.

A Melbourne, le socialisme d'Etat et le protectionnisme étaient causes d'un renchérissement des prix et d'une augmentation des impôts qui paralysaient toutes les initiatives. Les banques en particulier se voyaient concurrencer auprès des colons par les *Commissioners des Savings banks*, qui, à Victoria, inaugurèrent le *Crédit foncier system*. Ils avançaient sur garanties hypothécaires ou pastorales, des

sommes aux agriculteurs et surtout aux *squatters* à 4 1/2 o/o. Ce n'était évidemment pas là de véritables opérations de banque, mais nous avons vu qu'elles formaient une part importante des affaires des banques en Australie. Quelque critiquable que fût cette pratique, il n'en est pas moins vrai que les banques voyaient ainsi se réduire la source de leurs bénéfices.

Concurrence. — La concurrence elle-même dont on avait pu restreindre les effets par des *agreements*, reprit plus intense que jamais après la crise, dont le premier effet fut d'entraîner la suppression de tous les accords qui avaient été conclus. La guerre des tarifs (*rate cutting war*) allait donc recommencer à un moment, où par suite du marasme des affaires, les opérations de change allaient devenir la principale source des bénéfices des banques.

La diminution de l'activité économique rendait également plus âpre la poursuite des affaires, d'autant que le nombre des banques n'avait guère diminué. Elles se trouvaient presque aussi nombreuses qu'auparavant pour se partager un nombre d'affaires très restreint. Cette concurrence était encore excitée par la jalousie qui existait entre les établissements qui avaient pu traverser la crise sans dommages, et les banques reconstituées. Entre les banques reconstituées elles-mêmes, celles qui se voyaient forcées de demander de nouvelles concessions à leurs créanciers, cherchaient à discréditer celles qui paraissaient pouvoir remplir les obligations contractées en 1893, tandis que ces dernières affectaient une certaine arrogance vis-à-vis de

leurs rivales moins fortunées. M. Sydney J. Murray, dans un article du *Bankers' Magazine*, nous dit que telle était l'attitude de la *Commercial Bank of Sydney*, qui avait pu reprendre rapidement sa situation antérieure.

Quant aux banques qui avaient traversé la crise sans suspendre, elles s'en prévalaient pour discréditer leurs concurrents moins heureux, et prétendaient les frapper d'ostracisme, ce qui ne les empêchait pas de se concurrencer entre elles par tous les moyens. Le *Bankers' Magazine* signale qu'en 1896, la *Union Bank of Australia* annonçait une diminution de ses taux de change, à un moment où, au contraire, tout semblait devoir indiquer une augmentation : « *It is therefore very perplexing to account for a reduction, except on the supposition of a ratecutting war in the exchange rates (1).* »

3° Situation des banques reconstituées.

La mauvaise situation des banques se traduisait par une baisse des valeurs représentant les anciens dépôts.

Le tableau suivant, extrait du *Bankers' Magazine* (février 1895) montrera quelles étaient les pertes subies par les déposants de 1893. Il indique les cours auxquels étaient cotés à cette époque les *deposit receipts*, *debentures*, et autres valeurs (y compris les actions de préférence de la *Commercial of Australia*), qui, toutes, représentaient les anciens dépôts des banques reconstituées.

(1) « Il serait difficile d'expliquer cette réduction, si l'on n'admettait pas l'hypothèse d'une guerre des tarifs du change. »

(La banque de *North Queensland* manque à cette liste).

	Cours en Ecosse	Cours à Londres	Cours à Sydney	Cours à Melbourne
Australian Joint-Stock Bank.	15/	14/	16/6	»
Bank of Victoria	16/6	16/	»	17/4
City of Melbourne Bank. . .	9/	8/	»	12/
Colonial of Australasia . . .	»	»	»	12/6
Commercial Bank of Australia	13/	12/9	»	14/6
— actions de préférence. .	20/	20/	»	»
Commercial Bank of Sydney.	»	»	20/	»
English Scottish and Australian Bank.	15/6	14/6	»	15/2
— 4 1/2 inscr. stock . . .	»	»	»	12/9
— 4 o/o debentures. . . .	»	»	»	15/6
— 4 o/o terminable deposits	»	»	»	17/6
London Bank of Australia. .	17/6	17/	»	16/
National Bank of Australasia.	18/	17/6	»	16/10
Queensland National Bank. .	13/	13/	15/	»
Royal Bank of Queensland. .	»	14	»	»
Standard Bank of Australia .	»	»	»	5/

A part la *Standard Bank of Australia* (1), les banques dont les dépôts étaient cotés le plus bas étaient la *Commercial Bank of Australia*, et la *City of Melbourne Bank*, en tenant compte, ainsi qu'il convient, du bas prix de ses actions de préférence qui se négociaient à 20 sh. par action de £ 10, soit 2 sh. par £ 1 ; le prix de vente moyen d'une livre des anciens dépôts ressortait à 6 sh. 8 d. pour la *Commercial Bank*. La *City of Melbourne Bank* devait rembourser son ancienne dette par paiements égaux de chacun environ £ 700.000, en 1893-99-1900-1901 et 1903. Or le bénéfice

(1) Cette banque subsista péniblement jusqu'en 1899, année où elle liquida.

du 1^{er} semestre 1894 n'avait été que de £ 718, et son capital versé ne dépassait pas £ 631.997. A cette date elle avait pour £ 4.038.137 de dépôts, et sa *reserve liability* était de £ 250.000

Quant à la *Commercial Bank of Australia*, sa situation était un peu moins mauvaise. Son capital versé était de £ 3.581.159, mais ses bénéfices nets ne s'élevaient qu'à £ 7.902, pour le 1^{er} semestre 1894. Ses dépôts se montaient à £ 8.093.791. Tout le capital avait été appelé et il n'y avait point par conséquent de *reserve liability*.

La situation de ces deux banques était donc bien critique. Ce fut la *Commercial Bank of Australia* qui ouvrit la série des demandes de révision des arrangements de 1893, de même qu'elle avait ouvert la série des reconstitutions durant la crise. Elle commença par ne pouvoir payer aucun dividende à ses actions de préférence qui représentaient une portion des anciens dépôts, puis en 1896, elle fut obligée de convoquer ses anciens créanciers pour leur demander de consentir une réduction de l'intérêt et une prolongation des délais de remboursement qui avaient été fixés par l'arrangement de 1893.

Le nouveau plan prévoyait la constitution d'une société spéciale chargée de liquider le passif de l'ancienne banque: c'était la *Special Assets Trust Cy Ltd* qui était créancière de la banque proprement dite dans des conditions déterminées (on peut voir le détail de cette organisation dans le *Stock Exchange Year Book* à l'article consacré à la *Commercial Bank of Australia*). Le nouveau plan de reconsti-

tution prorogeait le remboursement définitif des dépôts de 1893 jusqu'en 1916.

Quant à la *City of Melbourne*, elle dut liquider sans avoir pu réussir à faire adopter un nouveau projet de reconstitution.

Les révisions se succédèrent ensuite avec rapidité : ce fut d'abord la *Royal Bank of Queensland*, qui dut demander des concessions nouvelles à ses créanciers. Puis l'*English Scottish and Australian Bank*, la *London Bank of Australia*, l'*Australian Joint Stock Bank*, la *Queensland National Bank* (1), successivement se déclarèrent incapables de pouvoir remplir les engagements qu'elles avaient contractés en 1893. Sur 13 banques reconstruites, une était en liquidation, et 6 devaient prendre de nouveaux arrangements. Depuis 1886, 8 banques avaient disparu, dont 5 par suspension, et 3 par fusion avec d'autres banques.

Voici un tableau, reproduit par le *Bankers' Magazine* (mai 1897), d'après l'*Australian Insurance and Banking Record*.

(1) Le mauvais état des affaires de la *Queensland National Bank* nécessita l'intervention du Gouvernement de Queensland. En 1896, cette banque avait subi des pertes s'élevant à £ 2.400.000, et aurait été obligée de suspendre si le gouvernement n'avait garanti le remboursement de ses comptes-courants à concurrence de £ 800.000. En outre le Parlement vota une loi autorisant à proroger pour une période de 25 ans l'échéance de £ 2.000.000 déposées par l'Etat de Queensland dans cet établissement.

BANQUES	DATES DES SUSPENSIONS ou des fusions	Capital versé	Responsa- bilité des action- naires	Actif à réaliser
Commercial of South Australia.....	Susp. fév. 1886	40.000	600.000	1.860.536
Town and County..	Absorbée par la Commercial of Australa, sept. 1886	287.268	462.732	807.833
Mercantile of Sydney	Id., février 1891	316.532	333.472	1.927.899
Van Diemen's Land.	Susp. août 1891	250.000	250.000	1.257.033
Mercantile of Aus- tralia.....	» mars 1892	400.000	577.500	2.408.669
Bank of South Aus- tralia.....	Absorbée par la Union of Aus- tria, mars 1892.	800.000	800.000	5.025.933
Federal of Australia.	Susp. fév. 1893	400.000	400.000	3.161.573
City of Melbourne..	» août 1895	630.195	369.805	4.735.922

Des six banques reconstituées qui restaient, trois eurent rapidement fait de liquider leur ancien passif. En tête de celle-ci était la *Commercial of Sydney*, qui avait cédé à l'affolement, mais qui, de l'avis général aurait pu résister à la crise. Deux autres étaient en avance sur les engagements qu'elles avaient contractés et ne tardèrent pas à s'en libérer. Quant à la *Standard Bank*, elle liquida en 1899 seulement.

Si les liquidations ne furent pas plus nombreuses parmi les banques reconstituées, cela tient précisément aux aléas qu'auraient comportés la réalisation de leur actif.

Les créanciers se voyaient contraints ou de risquer de perdre la plus grande partie de leurs créances par une liquidation désastreuse, ou d'accepter des conditions de remboursement qui permissent à leurs débiteurs de vivre

en ne leur faisant pas supporter des charges excessives. Ce dernier parti était généralement préférable.

4° Raffermissement des banques.

Lorsque la situation créée par les arrangements de 1893 eut été ainsi révisée, les banques firent des efforts sérieux pour sortir de leur mauvaise situation. Elles diminuèrent leurs frais d'administration par la suppression d'un grand nombre de succursales. Toutefois, cette mesure avait un caractère regrettable, qui obligeait à congédier un grand nombre d'agents auxquels on ne pouvait rien reprocher, et à qui il devenait difficile, en ces temps de détresse économique, de trouver d'autres emplois. Un autre obstacle était le manque d'entente entre les banques. La fusion des banques les plus faibles eût été chose désirable. Cela leur eût permis d'unir leurs forces pour réaliser leur actif, en réduisant leurs dépenses dans une plus large mesure. Cette question de fusion (*amalgamation*) fut très discutée à l'époque aussi bien à Londres qu'en Australie, mais ces fusions ne se produisirent point, et on se contenta de fermer un assez grand nombre de succursales.

Les banques ne perdaient pas non plus l'occasion de réduire leurs dettes. Elles acceptaient leurs *deposit receipts* en compensation des sommes qui leur étaient dues en espèces, et lorsqu'elles le pouvaient, les rachetaient en bourse. Cela leur permit d'amortir leur passif arriéré dans des proportions importantes. Elles passèrent leurs créances douteuses par « Profits et Pertes », les garanties immo-

bilières ou autres furent ramenées de la même façon à leur valeur réelle. Cette politique fut pratiquée largement, car, lorsque la prospérité revint vers 1905, une partie intéressante de ces créances put être recouvrée, en même temps qu'on put opérer des réalisations avantageuses de gages amortis.

On essaya en outre de vaincre l'esprit de rivalité afin de réaliser des ententes semblables à celles qui avaient existé avant 1893. Il faut arriver à 1897 pour trouver un résultat. Les trois principales banques qui avaient résisté à la crise (*Bank of Australasia*, *Bank of New South Wales*, et *Union Bank of Australia*) conclurent cette année là un arrangement pour abaisser à 2 1/2 0/0 le taux de l'intérêt accordé aux dépôts à Melbourne et à Adélaïde. Toutefois ce ne fut que longtemps après que l'on put arriver à une entente générale. En 1901, les banques de Melbourne firent une convention pour taxer leurs comptes courants à vue.

Enfin, si la sécheresse persistante venait annihiler tous les efforts que l'on faisait pour ramener la prospérité agricole et pastorale, la production de l'or apporta une certaine compensation à cette détresse économique. L'augmentation de la production du métal jaune provenait en partie des nouvelles découvertes faites dans l'Australie du Sud. La concurrence et le manque d'entente restreignaient la marge des bénéfices des opérations de change, surtout pour les banques les plus faibles qui

n'avaient pas de grandes quantités d'or à exporter en cas de besoin. Mais c'est pourtant dans ces opérations de change et d'exportation d'or que les banques firent la meilleure partie de leurs bénéfices pendant cette période. La production de l'or s'accroissait régulièrement : elle n'était que de £ 5 993.000 en 1890 ; elle passa

à 9.000.000 en 1896,
à 11.000.000 en 1897,
13.000.000 en 1898, et atteignit
15.658.000 en 1900.

Exporter l'or était nécessaire pour payer les importations dont avaient besoin les colonies, car les autres marchandises exportables étaient tout à fait insuffisantes pour cela. Le papier sur Londres était cher en raison des grandes sommes que devait l'Australie pour ses importations, et la hausse du change sur Londres provoquait les exportations de métal jaune. Celui-ci, il faut le remarquer, doit être regardé pour l'Australie, qui le produit, comme une marchandise destinée à l'exportation.

De l'autre côté du monde, les succursales des banques australiennes pouvaient, avec l'or qu'on leur envoyait, acheter à bon compte le papier colonial qui était abondant, par suite de l'importance des exportations à destination des antipodes.

Ainsi, l'achat de l'or, de plus en plus, formait une part importante de l'activité des banques. Elles avaient, comme au temps de la fièvre de l'or, des agences dans les mines, où elles achetaient l'or brut des mineurs ou des Compa-

gnies minières. Elles l'expédiaient ensuite à Londres ou le faisaient monnayer dans les Monnaies Coloniales, pour l'expédier sous forme de souverains qui avaient cours dans tout l'Empire britannique.

Ces opérations ne se firent pas seulement avec la métropole.

Les colonies australiennes entrèrent en relations d'affaires avec d'autres colonies anglaises : les Indes, l'Afrique du Sud, puis avec les Etats-Unis ; Sydney et Melbourne devinrent des centres importants pour les affaires de change.

D'ailleurs, certaines colonies se trouvèrent favorisées : l'Australie de l'Ouest, qui n'avait que peu souffert de la crise, prenait un développement imprévu du fait de la découverte de grandes quantités d'or. Quant à la Nouvelle Galles du Sud, elle développa son commerce aux dépens surtout de sa voisine Victoria, grâce à la suppression des droits de protection et à l'établissement du libre-échange en 1898. C'est sur l'initiative de son président du Conseil, R. Hon. Reid, que cette colonie avait adopté cette politique économique, qui eut le don d'exciter les jalousies des colonies voisines : au lieu de suivre l'exemple venu de Sydney, elles s'opposèrent à l'extension du libre échange à toute l'Australie, et trouvèrent dans l'envie que leur inspirait la prospérité de leur voisine un des principaux motifs pour adopter le projet de fédération. Ce projet comportait en effet l'application de mesures douanières générales pour toute l'Australie.

Néanmoins, les banques, jusqu'en 1905, ne purent que consolider leur position, et vivre sans grand progrès et sans retrouver ni la prospérité qu'elles semblaient avoir atteinte avant 1893, ni les dividendes élevés qu'elles avaient distribués jusqu'à cette époque.

Voici quelques chiffres qui rendent compte de leur situation pendant cette période (1).

Juin 1895.

Passif.

Capital-actions.	27.763.850
Engagements vis-à-vis des tiers	<u>148.155.655</u>
Total.	<u>175.919.505</u>

Actif.

Espèces en caisse, valeurs mobilières (fonds publics)	39.189.400
Avances diverses	130.384.632
Immeubles	6.345.473

Si nous rapprochons ces chiffres de ceux de 1892 (p. 87), on constatera qu'en un peu plus de trois ans, les dépôts avaient diminué de £ 29.421.805, et les avances de £ 32.342.655. Cette dernière diminution provenait de créances passées par « Profits et Pertes » et des réductions des crédits à découvert.

La contraction continua jusqu'en 1898, où l'on trouve les chiffres suivants.

(1) Extraits de *Australasian Insurance and Banking Record* (21 sept. 1911) (cités par le *Bankers' Magazine* de janvier 1912).

Juin 1898.

Passif.

Capital-actions.	25.578.707
Engagements vis-à-vis des tiers	<u>137.048.572</u>
Totaux	162.627.279

Actif.

Espèces en caisse, valeurs mobilières (fonds

publics	39.141.764
Avances diverses	117.351.619
Immeubles	6.133.896

Le niveau le plus bas était alors atteint. En six années, le passif-dépôts était tombé de plus de £ 40 000.000, et les avances de près de £ 43.000. Les 6 années suivantes (jusqu'en 1905) la situation resta stationnaire, sauf que dans l'ensemble, le capital subit une légère réduction malgré les quelques appels de capitaux qui furent faits.

CHAPITRE VII

LE COMMONWEALTH. — RETOUR DE LA PROSPÉRITÉ POUR LES BANQUES.

1° La Fédération.

Depuis de longues années, des campagnes incessantes avaient été faites en Australie pour provoquer une Fédération des différents Etats. Elles s'étaient longtemps heurtées à l'esprit particulariste des Etats qui se jalousaient entre eux, ainsi qu'à l'opposition de la métropole (1). Enfin, en mars 1900, la mesure fut votée dans tous les Etats, et le Parlement fédéral s'ouvrit le 9 mai 1901 à Melbourne. Au point de vue des banques, la Fédération pouvait avoir pour avantage l'établissement d'une législation bancaire uniforme, venant remplacer les lois spéciales de chaque Etat qui, bien que semblables, présentaient pourtant des différences sensibles. Dans la section 51, la Constitution donnait au Parlement fédéral le pouvoir de légiférer sur les points suivants :

XII. *Currency, coinage and legal tender* (monnaie, monnayage et cours légal).

(1) Pour l'histoire du *Commonwealth*, voir les différents annuaires statistiques, en particulier Coghlan, *The seven colonies of Australasia*, 1901-1902, p. 256 à 274.

XIII. *Banking other than State banking, also State banking extending beyond the limits of the State concerned, the incorporation of banks, and the issue of paper money* (les affaires de banque autres que celles des Etats. et ces dernières, en tant qu'elles s'étendraient en dehors des limites de l'Etat en question).

XVI. *Bills of exchange and promissory notes* (lettres de change et billets à ordre).

Le Parlement fédéral ne fit pas, tout d'abord, usage des droits qui lui étaient conférés en matière de banque, et jusqu'en 1911, les établissements de crédit continuèrent à rester soumis exclusivement aux lois particulières des Etats.

Au point de vue économique, la Fédération n'apporta pas de changements notables, sauf en ce qu'elle établit des droits protecteurs pour l'ensemble de l'Australie, et que le libre-échange se trouva ainsi supprimé en Nouvelle Galles du Sud. Les premières années du Commonwealth furent la continuation de l'état de stagnation qui régnait depuis 1898.

En 1901, les colonies s'imposèrent des charges assez fortes pour lever et équiper des régiments pour l'Afrique du Sud, au moment de la guerre des Boërs. Ces charges retardèrent l'essor économique. D'ailleurs, la sécheresse, qui persistait depuis 1893, ne prit fin qu'en 1903.

2° Retour de la prospérité. — Circonstances économiques favorables.

Mais à partir de cette époque, les conditions climatériques devinrent enfin favorables à la reconstitution des troupeaux et au développement agricole. L'agriculture proprement dite prenait un essor nouveau : la culture du blé s'étendit d'une façon considérable, et cette céréale devint un élément important des exportations coloniales. L'emploi des procédés frigorifiques permit d'exporter la viande et les produits de l'industrie laitière, le beurre en particulier, qui forma également une partie intéressante du commerce extérieur de l'Australie.

Toutefois, la laine n'en est pas moins restée l'article d'exportation par excellence, et c'est toujours comme par le passé, son abondance ou sa rareté qui donne la mesure de la prospérité économique de l'Australie. A partir de 1903, les troupeaux se reconstituèrent, et la production de la laine put reprendre l'importance qu'elle avait avant la crise.

Enfin, un nouvel élément vint s'ajouter à ceux-ci. L'Australie vit se développer la production des métaux industriels : cuivre, étain et plomb en même temps que s'augmentait le prix de ces métaux.

Développement des affaires de banque. — Grâce à des conditions économiques aussi favorables, les banques, à partir de 1903, réparèrent les pertes subies en 1893, et prirent un nouvel essor. Un des premiers résultats de ce

nouvel état de choses fut que les banques purent enfin réaliser les garanties immobilières qui étaient tombées en leur possession en 1893, et que dans bien des cas elles avaient passé en totalité ou en partie par « Profits et Pertes ». Cela leur procura des bénéfices sur lesquels elles ne comptaient plus et qui leur permirent de consolider leur position.

Dépôts. — En même temps, elles virent augmenter leurs ressources : les dépôts devinrent abondants, ce qui leur permettait d'étendre leurs affaires. Le tableau suivant (1) indique la progression des dépôts.

Total des dépôts dans les banques australiennes
de 1903 à 1910 (inclus).

ANNÉES	Nouvelle Galles du Sud	Victoria	Queensland	Australie du Sud
1903	33.309.691	30.719.334	12.645.725	6.603.225
1904	33.058.342	31.188.971	12.626.184	6.375.267
1905	35.972.265	33.642.092	12.987.859	6.892.103
1906	39.099.630	36.764.392	13.665.110	7.513.802
1907	41.967.265	38.393.179	14.852.584	8.247.366
1908	43.616.984	37.538.722	15.328.056	8.644.346
1909	44.626.194	38.611.731	16.138.931	9.727.879
1910	50.018.885	41.809.708	17.420.034	10.782.890

ANNÉES	Australie de l'Ouest	Tasmanie	Total Com- monwealth
1903	4.785.839	3.693.420	91.757.234
1904	4.726.158	3.573.181	91.548.103
1905	4.999.650	3.649.416	98.143.385
1906	5.645.701	3.826.634	106.515.266
1907	5.500.112	3.737.463	112.697.969
1908	4.894.639	3.671.641	113.694.388
1909	4.987.894	3.665.626	117.758.255
1910	6.129.668	3.729.931	120.891.136

(1) Extrait, ainsi que les suivants, de l'*Official Year Book of the*

A partir de 1905, les dépôts à vue (qui se font en Australie sous forme de comptes courants) ont augmenté proportionnellement plus vite que les dépôts fixes. Pour les dépôts à vue l'augmentation a été de £ 18.386.252, tandis que pour les dépôts fixes elle n'a été que de £ 13.361.499. Ces dépôts étaient presque exclusivement australiens. Une des raisons en a été que l'intérêt alloué aux dépôts fixes était trop faible pour tenter les capitalistes anglais, qui, cependant, prêtaient largement aux gouvernements australiens et aux Compagnies minières.

Le tableau ci-dessous donne les montants respectifs des dépôts à vue et des dépôts fixes pendant le second semestre de chaque année, depuis 1903.

Montant total des dépôts de 1903 à 1910 (inclus).

ANNÉES	A vue sans intérêt	Fixes à intérêt	Total
1903	37.056.187	54.701.047	91.757.234
1904	35.630.255	55.917.848	91.548.103
1905	36.847.610	61.295.775	98.143.385
1906	41.036.116	65.479.150	106.515.266
1907	46.781.234	65.916.735	112.697.969
1908	46.015.448	67.678.940	113.694.388
1909	46.812.632	70.945.623	117.758.255
1910	55.233.862	74.657.274	129.891.136

Avances. — Cette augmentation de leurs ressources donna aux banques la faculté d'étendre les facilités

Commonwealth of Australia, n° 6, 1913, par G. H. Knibbs, *Commonwealth Statistician* (Melbourne) (Les chiffres extraits de cet annuaire sont ceux du 2^e trimestre de chaque année).

qu'elles accordaient à leur clientèle, et qu'elles avaient dû restreindre dans de grandes proportions depuis 1893.

Voici les chiffres qui montrent la progression des avances.

Avances faites par les banques australiennes
de 1903 à 1910 (inclus).

ANNÉES	Nouvelle Galles du Sud	Victoria	Queensland	Australie du Sud
1903	38.658.565	29.905.949	14.082.725	4.428.983
1904	33.237.755	29.426.052	13.974.233	4.401.991
1905	31.965.017	28.593.201	13.590.333	4.793.936
1906	32.057.192	29.699.683	13.850.921	5.053.184
1907	34.460.993	31.894.070	15.076.455	5.545.346
1908	37.948.889	33.254.780	15.245.537	5.805.575
1909	34.853.220	31.455.141	14.499.669	5.699.546
1910	34.809.345	33.064.881	14.167.480	6.426.809

ANNÉES	Australie de l'Ouest	Tasmanie	Total Com- monwealth
1903	3.683.451	2.541.487	93.301.160
1904	3.955.108	2.710.083	87.705.222
1905	4.172.983	2.650.789	85.766.259
1906	4.635.624	2.592.517	87.889.121
1907	5.140.911	2.872.660	94.990.435
1908	5.581.001	3.008.237	100.844.019
1909	5.384.518	2.715.648	94.607.742
1910	5.889.061	2.722.645	97.080.221

On remarquera que les avances ont augmenté dans des proportions beaucoup moins fortes que les dépôts, puisqu'à une augmentation des dépôts de £ 58.049.363, a correspondu une augmentation des avances qui n'a été que de £ 25.671.517. Bien plus, alors qu'en 1893, les avances excédaient les dépôts de £ 30.000.000, en 1910, la

situation était renversée et c'étaient les dépôts qui surpassaient les avances de £ 32.810.915. Ceci indiquait une politique prudente de la part des banques. Elles continuèrent à faire des prêts pastoraux et agricoles, soit sur hypothèques immobilières, soit sur garantie de troupeaux, mais cessèrent de s'intéresser aux spéculations foncières sur les terrains urbains ou suburbains. En outre, M. J. Russell French, à l'ouverture de l'Institut des banquiers de Nouvelle Galles du Sud (1), faisait remarquer que le nombre des emprunteurs avait augmenté dans une plus forte proportion que le chiffre des avances, ce qui amenait une salubre division des risques. La prudence des banques pendant cette période sera encore mise en lumière par le tableau suivant, qui indique que, jusqu'en 1910, la proportion des avances aux dépôts a été en diminution constante. Il montre en outre « dans quelles proportions on a pu répondre aux besoins d'un Etat, en prélevant sur les ressources obtenues dans l'Etat voisin. Lorsque la proportion excède 100, c'est que les banques ont pourvu aux avances par leurs propres ressources, ou par des dépôts obtenus en dehors du Commonwealth » (Note de l'*Official Year Book*).

(1) Cité par le *Bankers' Magazine*, juillet 1911.

**Proposition des avances au total des dépôts des banques
du Commonwealth de 1903 à 1910 (inclus).**

ANNÉES	Nouvelle Galles du Sud	Victoria	Queens- land	Australie du Sud	Australie de l'Ouest	Tasmanie	Common- wealth
	0/0	0/0	0/0	0/0	0/0	0/0	0/0
1903	116.06	97.35	111.36	67.07	76.97	68.81	101.68
1904	100.54	94.35	110.68	69.05	83.69	75.85	95.80
1905	88.86	84.99	104.64	69.56	83.47	72.64	87.39
1906	81.99	80.78	101.36	67.25	82.11	67.75	82.51
1907	82.11	83.07	101.51	67.24	93.47	76.86	84.29
1908	87.00	88.59	99.46	67.16	114.00	81.93	88.70
1909	78.10	81.47	89.84	58.59	107.95	74.08	80.34
1910	69.59	79.08	81.33	59.60	96.07	72.99	74.74

Rapport entre l'actif liquide et le passif exigible. — Les disponibilités en espèces et valeurs négociables augmentèrent de façon satisfaisante ; c'était nécessaire pour deux raisons : d'abord parce que les dépôts à vue devenaient proportionnellement plus importants que les dépôts fixes, et il était nécessaire de pouvoir répondre à des demandes de remboursement soudaines. De plus, l'Australie était trop éloignée des autres centres financiers du monde pour pouvoir importer l'or avec la célérité voulue en cas de besoin, et la production n'a pas l'élasticité nécessaire pour satisfaire à des demandes inopinées.

En 1904, ces disponibilités s'élevaient à £ 43.027.337, en 1905, elles passaient à £ 51.003.836, en 1906 à £ 59.042.656, et en 1911, elles atteignaient la somme importante de £ 94.925.840.

Quant au rapport entre leurs ressources liquides (espèces métalliques) et leur passif exigible, il resta dans de bonnes proportions, bien que l'augmentation des dépôts

à vue ait été dans certaines circonstances plus rapide encore que l'augmentation des réserves métalliques, ce qui a eu pour résultat d'abaisser le pourcentage.

Proportion entre les espèces métalliques et les billets fédéraux d'une part, et le passif exigible d'autre part, des banques du Commonwealth de 1903 à 1910 (inclus).

ANNÉES	Passif exigible	Espèces métalliques et billets fédéraux	0/0
1903	40.371.934	20.021.609	49.59
1904	38.763.523	19.358.469	49.94
1905	39.884.489	21.490.355	53.88
1906	44.280.372	22.681.442	51.22
1907	50.344.415	23.711.428	47.10
1908	49.551.675	24.931.560	50.31
1909	50.323.261	26.297.843	52.26
1910	58.982.344	30.149.628	51.12

La diminution du rapport en 1906 et en 1907 est causée par l'augmentation des dépôts à vue qui passèrent de £ 36.847.610 en 1905, à £ 41.036.116 en 1906, et £ 46.781.234 en 1907, soit £ 9.933.624 d'augmentation en deux ans (Voir tableau, p. 171).

Augmentation des capitaux et réserves. — Enfin, les banques, à partir de 1903, reconstituèrent les fonds de réserve qui avaient été engloutis en 1893, et augmentèrent leurs capitaux, de façon à avoir pour leurs opérations, une base plus solide et moins étroite que celle qui servait en 1893 à supporter une masse énorme d'affaires. Elles s'attachèrent en outre à amortir leurs immeubles. Parmi les banques qui sortirent indemnes de la crise, les chiffres suivants indiqueront dans quelle proportion se sont faites les augmentations des capitaux et des réserves.

NOMS DES BANQUES	30 JUIN 1894 (1)		30 JUIN 1902 (2)		30 JUIN 1914 (3)	
	Capital	Réserves	Capital	Réserves	Capital	Réserves
Bank of New South Wales	1.928.230	1.483.577	2.000.000	1.330.000	2.943.820	1.950.000
City Bank of Sydney....	400.000	100.244	400.000	401.500	400.000	18.789
Union Bank of Australia...	1.500.000	1.000.000	1.500.000	1.000.000	1.500.000	1.371.382
Bank of Australasia.....	1.600.000	800.000	1.600.000	1.400.000	1.600.000	1.825.725
Royal Bank of Australia..	300.000		450.000	30.000	300.000	153.492
Bank of Adelaide.....	400.000	152.000	400.000	220.000	500.000	476.486
Western Australian Bank.	80.000	100.000	400.000	250.000	200.000	547.464
Comm. Bank of Tasmania.	144.492	130.000	141.493	115.000	175.000	108.646
National Bank of Tasmania.	152.040	22.500	152.040	27.500	152.040	51.000

On peut ajouter à cette liste la *Commercial Bank of Sydney*, qui, bien que reconstituée en 1893, avait rapidement liquidé sa situation.

Commercial Bank of Sydney	1.000.000	1.040.000	1.000.000	1.025.000	1.500.000	1.500.660
---------------------------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------	-----------

A part la *City Bank of Sydney*, toutes les banques ont augmenté dans de fortes proportions leurs réserves. Beaucoup ont également augmenté leurs capitaux.

Parmi les banques reconstituées en 1893, deux purent, comme la *Commercial of Sydney*, liquider leurs vieilles dettes, et se constituer des fonds de réserve peu importants : ce sont les suivantes :

Royal Bank of Queensland.	368.877	35.500	457.354	60.000	530.522	76.939
Bank of North Queensland..	200.000		100.000	16.000	100.000	22.294

Les autres n'ont pu encore achever de liquider leur ancien passif. Six d'entre elles ont réussi cependant, tout

(1) *The Seven colonies of Australasia*, by Coghlan.

(2) *A Statistical Account of Australasia*, id. (1902-1903).

(3) *Official Year Book of the Commonwealth of Australia*, 1913 (Cet

en distribuant de petits dividendes, à fortifier leur position au point de vue réserves.

	30 JUIN 1894		30 JUIN 1902		30 JUIN 1911	
	Capital	Réserves	Capital	Réserves	Capital	Réserves
English Scottish and Australian Bank.....	868.055		539.437	160.710	539.438	230.761
London Bank of Australia.	1.417.360	337.066	915.915		548.453	440.388
National Bank of Australasia.....	1.865.931		1.498.220	85.000	1.498.220	275.351
Bank of Victoria.....	1.395.136		1.478.010	140.000	1.478.010	262.349
Colonial Bank of Australasia.....	849.516		438.603	50.000	439.280	161.971
Queensland National Bank.	886.839		413.146	39.000	413.494	

Pour ces banques, il importe de noter que le capital comprend les actions de préférence qui ont été données aux déposants de 1893 en remboursement de partie de leur créance. Il n'en reste pas moins que, sauf pour la *Queensland National Bank*, des fonds de réserve intéressants ont pu être constitués.

L'*Australian Joint Stock Bank* dut se réorganiser en 1909 pour liquider son arriéré de 1893. Elle prit le nom de *Australian Bank of Commerce*. Elle donna des actions nouvelles à ses anciens déposants pour ce qui leur restait dû de leurs anciens dépôts. Voici sa situation :

30 juin 1894		30 juin 1902		30 juin 1911	
Capital	Réserves	Capital	Réserves	Capital	Réserves
1.166.022	52.000	1.168.041	272.830	1.180.812	22.146

Quant à la *Commercial Bank of Australia*, qui avait été

annuaire comprend, dans les réserves, en outre du chiffre des fonds de réserve, celui des bénéfices reportés).

de beaucoup la plus éprouvée pendant la crise, ce n'est qu'au prix des plus grands efforts et d'une nouvelle reconstitution en 1896 qu'elle a pu subsister jusqu'ici.

En 1902, les actionnaires avaient dû subir une nouvelle réduction de capital. Le 30 juin 1906, par suite des obligations qu'elle avait à remplir envers le *Special Assets Trust Cy Ltd*, l'exercice s'était soldé par un déficit de £ 1.178.300. Quoi qu'il en soit, cette banque a réussi à subsister jusqu'à présent, et l'on peut prévoir qu'en 1919, terme fixé par l'accord de 1896, elle aura pu se libérer de son passif de 1893.

Dans l'ensemble, on peut dire que les banques ont réussi, de 1903 à 1910, à reconstituer une base de capitaux et réserves suffisants pour les affaires qu'elles font.

3° Situation actuelle.

On le voit, de 1903 à 1910, les banques ont pu réparer les ruines de 1893, et affermir leur situation. La suite des saisons favorables, la hausse des prix des produits qu'exporte l'Australie, vinrent ensuite, en 1910 et 1911, apporter de sérieux éléments de prospérité aux colonies des antipodes (1). Cette situation se traduit pour les banques par l'abondance des ressources qui furent mises à leur disposition. Le montant des dépôts à vue ou fixes avait augmenté en 1910 et 1911 de plus de 25 millions sterling,

(1) D'après le *Year Book of Australia* de 1913 et divers articles de *The Economist*, *The Statist*, *Bankers' Magazine*, etc.

un mouvement sans précédent dans l'histoire de la banque en Australie.

		Augmentation sur 1909
1909	£ 117.758.255	
1910	129.891.136	+ 12.132.881
1911	143.446.910	+ 25.688.655 (1)

Lorsque cette augmentation de leurs ressources disponibles commença, les demandes de crédit étaient modérées, et les avances n'augmentèrent que dans des limites raisonnables. Mais en 1911, l'augmentation des avances s'est trouvée beaucoup plus forte que celle des dépôts, et cette année-là, les disponibilités des banques n'ont pas augmenté. Ainsi, à la fin de 1911, les ressources liquides des banques et le crédit accordé au public se trouvaient dans un rapport étroit, bien que l'on eût pris soin de maintenir des réserves suffisantes.

En 1912, la situation devint moins favorable au point de vue économique : la production agricole fut moins bonne. La récolte de blé fut moins abondante, et la production du beurre, faible, bien que la diminution des exportations eût été compensée par de bons prix. Enfin la sécheresse vint compromettre la production lainière. Les trois grandes industries dont dépendent surtout les ressources financières de l'Australie, c'est-à-dire les industries pastorales, laitières et agricoles rapportèrent donc moins que les années précédentes. Il n'y eut de compensation que dans l'augmentation du prix des métaux in-

(1) Chiffres extraits de l'*Official Year Book*.

dustriels qui accompagna un accroissement de la production. D'autre part, il y eut une diminution de la production de l'or.

Malgré que l'année 1912 n'ait pas été aussi bonne pour le commerce d'exportation que les deux ou trois années qui la précédèrent immédiatement, elle devrait être pourtant considérée comme prospère en comparaison des années plus lointaines. Mais il y eut une grande augmentation des dépenses aussi bien publiques que privées, qui se traduisit par un accroissement énorme de la valeur des importations. A un salubre excédent des exportations sur les importations, excédent qui servait indirectement à payer les charges financières publiques ou privées dues annuellement par l'Australie à la métropole (charge qui se montait à £. 14.000.000 environ) avait soudain succédé une énorme augmentation de la valeur des importations sur les exportations. Les chiffres suivants montrèrent l'ampleur et l'importance du changement survenu en trois ans.

	1910	1911	1912
Importations.	58.682.391	64.997.907	76.412.308
Exportations.	69.885.873	67.435.172	66.391.293
Excès des exportations	11.203.482	2.437.265	
Excès des importations			10.021.015

Cette situation s'est améliorée dans le courant de 1913, et les exportations, tout en restant inférieures aux importations ont augmenté, tandis que les importations dimi-

(1) Chiffres extraits du *Year Book of Australia*, 1913.

Tous les chiffres suivants, sauf ceux pour lesquels une autre référence est donnée, sont extraits du *Year Book of Australia*, 1913.

nuaient : dans l'*Economist* du 3 janvier 1914, nous relevons les chiffres suivants qui portent sur une période de 10 mois (du 1^{er} janvier au 31 octobre).

	1912	1913	Différence entre 1912 et 1913
Importations	63.754.065	62.217.979	— 1.536.086
Exportations	47.470.449	54.919.232	+ 7.448.783
Excès des importations.	16,283.616	7.298.747	

L'excès des importations a donc diminué de £ 8.984.869. Ce qui reste encore bien peu de chose si l'on pense à la dette de l'Australie et à ce qu'elle doit payer annuellement à l'Angleterre :

Si l'on prend le chiffre approximatif de £ 14.000.000 comme étant le montant qui doit être remis annuellement à Londres comme intérêts et dividendes, les envois d'espèces seraient nécessairement les suivants :

Pour 1910, environ. £ 2.800.000
(différence entre 14.000.000
et 11.200.000
chiffre qui représente l'excès en 1910).

1911 11.600.000
1912 24.000.000
pour les 10 mois de 1913. 18.965.413
(5/6 de 14.000.000 = 11.666.666 + 7 298.747, excès des importations sur les exportations).

Or, pour 1910, le montant net des envois de lingots et espèces avait été de £ 3.303.317, ce qui balançait le compte. Mais en 1911, ces envois ne s'étaient montés qu'à £ 10.077.505, en 1912 qu'à £ 10. 757.432, et pour les

10 mois de 1913, à £ 1.730.851 (1) seulement. Le découvert était de £ 10.757.432 en 1912, et de £ 17.234.562 en 1913. Ce découvert devait se solder par les disponibilités des banques australiennes à Londres, et par l'émission des emprunts dont une partie restait retenue à Londres pour le paiement des intérêts échus.

Les causes de cette importante augmentation des importations sont surtout les grandes dépenses du gouvernement, provenant de la prodigalité naturelle à tout gouvernement démagogique (2), et qui était favorisée en outre par une longue période de prospérité.

On se rendra compte de l'ampleur des dépenses des gouvernements australiens lorsque l'on saura qu'ils ont dépensé plus de £ 16.000.000 d'argent emprunté de juillet 1911 à juillet 1912, sans compter les sommes importantes consacrées aux chemins de fer, prises sur les revenus de ceux-ci. Le gouvernement du *Commonwealth* dépense lui-même sans compter : La construction de la capitale fédérale a déjà coûté £ 700.000, et on estime maintenant qu'elle en coûtera bien £ 1.500.000, alors qu'on n'avait prévu que £ 600.000. Toute cette dépense extraordinaire a contribué à la fois à augmenter les importations et l'importance des emprunts australiens en Angleterre.

Ces emprunts ont été particulièrement nombreux en 1913, et ont eu pour principale conséquence d'arrêter les

(1) Chiffre de l'*Economist* du 3 janvier 1914.

(2) « *The higher spending power of the people* » (*Year book of Australia*, 1913).

exportations d'or par suite de la baisse du change sur Londres qu'ils provoquaient. C'est ainsi que du 1^{er} janvier au 31 octobre 1913, les exportations d'or n'ont été que de £ 1. 730 851, contre £ 10.305.458 pour la période correspondante de 1912, soit une diminution de £ 8.574.607 (1).

Dans ces conditions, les banques ont été moins favorisées dans leurs affaires que les années précédentes, et, si les chiffres montrent encore une légère augmentation, la situation est moins bonne qu'elle ne paraît tout d'abord, car, tandis que les dépôts ne se sont que péniblement accrus, les avances, au contraire, ont eu une tendance marquée à l'augmentation. C'est ce que montreront les chiffres suivants.

	3 ^e trimestre de 1910	3 ^e trimestre de 1911	3 ^e trimestre de 1912
Dépôts.	129.800.574	144.063.037	146.661.918
Avances.	105.070.809	117.553.694	124.929.462
Excédent des dépôts. . . .	24.729.765	26.509.343	21.732.456

En 1913, par contre, les avances et les dépôts ont diminué tous deux.

D'après un article de *The Economist* (septembre 1913) le 2^e semestre de 1913 s'est traduit par une diminution des dépôts et des avances, ce qui est indiqué par les chiffres suivants.

	Comptes courants	Dépôts fixes	Avances
2 ^e trimestre 1910	55.230.887	72.650.099	101.393.927
1911	62.184.476	79.192.853	113.141.238
1912	65.295.905	82.085.121	123.902.336
1913	60.679.317	83.016.363	117.132.934

(1) Chiffres extraits de *The Economist* du 3 janvier 1914.

Ainsi, pour ce trimestre, jusqu'en 1913, les dépôts et les avances avaient augmenté, les avances, toutefois, ayant eu une marche accélérée en 1912. Mais en 1913, les dépôts à vue ont diminué de £ 4.616.588, et les avances, de £ 6.769.402. Seuls les dépôts fixes ont augmenté de £ 931.242, ce qui avait été obtenu par une élévation du taux de l'intérêt, que la baisse sérieuse des valeurs gouvernementales rendait nécessaire.

En revanche, les fonds de circulation abondaient par suite de l'afflux des capitaux empruntés à Londres :

	2 ^e trimestre 1912	2 ^e trimestre 1913
Espèces monnayées.	28.613.417	31.153.923
Billets fédéraux,	5.423.592	4.808.981
	34.037.009	35.962.904

soit une augmentation de £ 1.925.895 dans la circulation monétaire.

Le changement qui s'est produit dans la situation de la banque en Australie est mis en lumière par les totaux globaux des bilans que publie le *Year Book of Australia* chaque année. De 1904 à 1907, le montant total augmenta en trois ans de £ 32.467.619. Les deux années suivantes, le développement fut plus faible, le total passant de £ 203.178.212 à £ 207.980.749, soit une augmentation de £ 4.802.537. Deux années de rapide expansion suivirent, de 1909 à 1911 il y eut une augmentation de £ 37.077.707 (total pour 1911 : 245.058.456). Mais en 1912, le total ne fut que de £ 245.501.953, en très légère augmentation. Une diminution est à prévoir pour 1913.

La situation actuelle est caractérisée par une disette de capitaux disponibles. Dans ces conditions, en face du volume extraordinaire du commerce d'importation qu'elles ont à soutenir, les banques se montrent peu disposées à prêter des fonds à de nouvelles entreprises, et préfèrent réserver leur appui aux industries de production. Sans être embarrassées, elles suivent pourtant une politique de prudence, dont l'effet est salulaire, car elle met un frein aux tendances à la spéculation. La valeur des terrains a pu, par ce moyen, être maintenue dans des limites légitimes, le taux des prêts hypothécaires restant élevé et l'argent disponible, rare.

Les bénéfices des banques ont atteint en 1912 leur plus haut point ; le montant net en fut de £ 2.954.914 contre £ 2.759.932 l'année précédente (en 1899 par exemple, ils n'avaient été que de £ 908.080). Les répartitions se sont faites avec prudence : on a distribué £ 1.713.453 aux actionnaires tandis que £ 1.243.461 ont été attribués aux réserves et amortissements.

D'autre part, les capitaux et les fonds de réserve (constitués par des prélèvements sur les bénéfices, mais surtout par les primes sur les actions nouvellement émises) ont augmenté. Ce qui est rendu nécessaire par le développement des affaires de banque, qui passèrent de £ 170.710.593 en 1904, à £ 245.501.953 en 1912. Les fonds de réserve furent augmentés de £ 941.601 en 1912, portant leur total pour 1912 à £ 11.780.000, dont le montant peut se rapprocher de celui du capital versé qui est de £ 23.669.922.

Diverses banques ont procédé à des augmentations de capital : la *Bank of New South Wales* dont le capital est porté à £ 3.500.000, la *Bank of Australia* qui l'a porté à £ 2.000.000. L'*Union Bank of Australia* qui l'a porté à £ 2 millions. L'*Union Bank of Australia*, qui l'a porté elle aussi à £ 2 millions, etc.

En résumé, depuis 1903, les banques australiennes ont traversé une période de prospérité qui atteint son point culminant en 1911. En 1912 la situation est restée stationnaire, et il semble qu'en 1913 elle ait décliné.

Les chiffres suivants (1) mettront en lumière la situation des banques en 1892 (à la veille de la crise), en 1898 (époque où elles ont atteint le point le plus bas), en 1903 (d'où date le retour de la prospérité), et en 1911, 1912 et 1913.

(1) D'après *Australasian Insurance and Banking Record* du 21 septembre 1911 (cité par le *Bankers' Magazine*) : à comparer avec les chiffres donnés pages 87 et 165.

A partir de 1903, nous avons pris les chiffres du *Year Book* qui présentent pour 1911 une légère différence avec ceux de l'*Australasian Insurance and Banking Record*, et pour 1913, nous nous sommes servi de ceux qui ressortent du tableau p. 188 et 189, tableau que nous avons confectionné à l'aide des bilans des banques, sur le modèle de celui que publie le *Year Book* chaque année. Les bilans ne sont pas tous arrêtés à la même date, mais on a pris de préférence ceux arrêtés en juin ou à la date la plus rapprochée de juin.

	JUIN 1892	JUIN 1898	JUIN 1903	JUIN 1910
Fonds des actionnaires.....	26.878.501	25.578.707	30.130.770	33.696.466
Engagements vis-à-vis des tiers.....	177.577.460	137.048.572	142.447.787	192.463.245
	204.455.961	162.627.279	171.578.557	226.159.711
Espèces en caisse et valeurs mobilières (fonds publics)....	35.846.014	39.141.764	43.738.232	74.150.895
Avances.....	162.727.287	117.351.619	121.955.377	146.381.509
Immeubles.....	5.882.660	6.133.896	5.884.948	5.627.307
	JUIN 1911	JUIN 1912	JUIN 1913	
Fonds des actionnaires.....	35.159.252	36.805.430	38.221.595	
Engagements vis-à-vis des tiers.....	209.899.204	208.696.523	206.263.676	
	245.058.456	245.501.953	244.485.271	
Espèces en caisse et valeurs mobilières (fonds publics)....	79.041.042	68.760.213	72.390.780	
Avances.....	160.306.218	171.032.511	166.283.677	
Immeubles.....	5.711.196	5.709.229	5.810.814	

Passif

NOMS DES BANQUES	DATE DU BILAN	Capital versé	Fonds de réserve	Profits et pertes (Dividende du semestre) (Bénéfices non répartis)	Billets en circula- tion	Effets à payer	Dépôts et divers	Total du passif
Australian Bk of Commerce.	30 juin 1913	1,195,398	25,000	21,931	2,540	184,426	2,734,899	5,856,287
Bank of Adelaide.	31 mars 1913	500,000	460,000	78,222	16,801	275,358	1,692,093	5,485,701
Bank of Australasia.	15 avril 1914	2,109,200	2,060,000	165,192	188,472	2,731,471	4,155,320	25,789,370
Bank of N w South Wales.	30 sept. 1913	3,560,000	2,250,000	339,356	264,437	6,169,543	18,515,035	47,368,216
Bank of New Zealand.	31 mars 1913	2,000,000	1,200,000	283,117	994,680	1,367,081	34,844,880	22,259,518
Bank of North Queensland.	30 juin 1913	162,059	25,000	12,900	—	61,149	16,414,640	1,127,038
Bank of Victoria.	30 —	1,478,010	310,000	79,823	10,579	244,013	865,840	8,909,697
City Bank of Sydney.	30 —	400,000	23,500	18,203	8,973	—	6,787,272	2,385,263
Colonial Bk of Australasia.	30 sept. 1913	439,281	210,000	23,004	20,891	302,027	1,934,587	4,734,873
Commercial Bk of Australia.	30 juin 1913	1,371,435	—	39,436	13,167	360,778	7,054,922	8,839,438
» Banking Co of Sydney.	30 —	1,750,000	1,580,000	194,371	30,707	957,594	20,013,372	24,526,041
» Bank of Tasmania.	31 août 1913	175,000	215,000	22,520	6,624	—	2,018,728	2,437,872
» Bank of New Zealand.	30 juin 1913	3,430,703	265,000	119,945	3,714	516,303	6,410,487	10,146,152
» Bank of Australia.	31 déc. 1912	548,393	170,000	55,541	11,209	1,032,043	5,571,753	7,388,936
National Bk of Australasia.	30 sept. 1913	1,498,220	435,000	105,491	42,864	432,905	10,352,028	12,866,508
National Bk of New Zealand.	31 mars 1913	500,000	500,000	95,756	257,985	1,058,780	4,229,440	6,641,961
National Bk of Tasmania.	31 mai 1913	152,040	60,500	12,594	5,317	29,932	650,015	910,398
Queensland National Bank.	30 juin 1913	413,418	130,000	48,214	—	301,975	9,521,416	10,415,023
Royal Bank of Australia.	30 —	300,000	190,000	28,096	1,174	98,083	2,760,144	3,377,497
Royal Bank of Queensland.	30 —	544,304	76,500	16,600	—	11,394	1,537,265	2,486,063
Union Bank of Australia.	28 févr. 1913	1,500,000	1,500,000	149,003	201,327	1,707,766	22,170,879	27,228,975
Western Australian Bank.	30 sept. 1913	250,000	660,000	49,529	13,858	37,115	2,593,936	3,604,438
		23,917,161	12,345,500	1,958,934	2,095,319	17,899,736	186,268,621	244,485,271

(1) Dépôts de 1893, convertis en *inscribed deposit stock*.

Actif

NOMS DES BANQUES	DATE DU BILAN	Espèces en caisse et divers	Valeurs à et fonds pu- bles	Effets à recevoir à Londres et « Remittan- ces in transitu »	Effets à recevoir et divers	Immeubles	Total de l'actif
Australian Bk of Commerce.	30 juin 1913	1.106.537	90.500	181.494	4.106.143	371.611	5.856.287
Bank of Adelaide.....	31 mars 1913	1.617.658	480.367	148.245	3.133.804	105.627	5.485.701
Bank of Australasia.....	15 avril 1914	7.190.755	4.384.323		17.192.666	21.626	25.789.370
Bank of New South Wales.	30 sept. 1913	13.171.732	3.384.683	3.669.133	26.367.668	775.000	47.368.216
Bank of New Zealand.....	31 mars 1913	7.229.968	957.268	2.847.126	10.757.329	467.827	22.259.511
Bank of North Queensland.	30 juin 1913	260.600	25.000	49.125	738.813	53.500	1.127.038
Bank of Victoria.....	30 —	1.683.647	247.340	168.949	6.446.814	362.950	8.909.697
City Bank of Sydney.....	30 —	496.428	92.000		1.601.900	194.935	2.385.263
Colonial Bk of Australasia.	30 sept. 1913	698.542	108.223	603.123	3.130.947	194.038	4.734.873
Commercial Bk of Australia.	30 juin 1913	2.648.904	42.830	359.488	5.382.246	405.970	8.839.438
» Banking Co of Sydney.	30 —	5.640.811	2.491.326	1.860.405	13.993.999	539.503	24.526.044
» Bank of Tasmania.....	31 août 1913	373.157	203.000		1.807.763	53.952	2.437.872
Engl Scotch and Austrian Bk.	30 juin 1913	2.376.323	170.000		7.301.199	298.630	10.146.152
London Bk of Australia....	31 déc. 1912	1.264.570	13.500		4.554.302	391.994	7.388.939
National Bk of Australasia.	30 sept. 1913	2.531.793	557.042	684.355	8.654.601	438.687	12.866.508
National Bk of New Zealand	31 mars 1913	1.041.202	492.708	785.023	4.236.736	86.292	6.641.961
National Bk of Tasmania....	31 mai 1913	202.763		—	679.397	28.238	910.398
Queensland National Bank.	30 juin 1913	2.972.037	118.700	800.320	6.226.920	297.046	10.415.023
Royal Bank of Australia....	30 sept. 1913	654.410	73.669	429.658	2.156.847	62.913	3.377.497
Royal Bank of Queensland.	30 —	702.160	76.977	—	1.332.627	74.290	2.186.068
Union Bank of Australia....	28 févr. 1913	4.723.398	1.790.037	3.978.058	16.229.307	508.155	27.228.975
Western Australian Bank...	30 sept. 1913	879.287	124.583	34.109	2.468.427	78.030	3.604.438
		59.466.682	12.924.098	17.763.214	148.520.463	5.810.814	244.485.271

CHAPITRE VIII

LE SOCIALISME D'ÉTAT (1). — ÉMISSION DE BILLETS D'ÉTAT, ET INSTITUTION D'UNE BANQUE D'ÉTAT FÉDÉRALE.

1^o Développement du socialisme en Australie. Les réformes financières.

Le socialisme d'Etat fut de bonne heure importé en Australie et en Nouvelle Zélande, et s'y développa plus qu'en aucun pays du monde.

Il eût été surprenant que, sous l'influence de ses théories, on ne se fût attaqué au régime bancaire essentiellement libéral dont nous avons donné la description dans les chapitres précédents.

On ne peut même que s'étonner que le *Labour Party*, qui avait le pouvoir, ait attendu aussi longtemps et n'ait institué qu'en 1911 une circulation et une banque d'Etat.

Ce n'était pas pourtant la première fois que de semblables mesures étaient proposées. R. Chalmers (2) rapporte que le 1^{er} octobre 1852, une commission de l'Assemblée législative de Nouvelle Galles du Sud, avait été chargée

(1) D'après Turner, *The first decade of the Australian Commonwealth*, et divers articles du *Times* (partie financière), du *Statist*, de *The Economist*, etc.

(2) *A History of Currency*, op. cit.

d'étudier un projet de banque d'émission nationale. La commission avait conclu à son adoption, estimant que « le droit d'émettre des billets pour les banques qui existaient alors était incompatible avec le bien public ».

Mais, à l'époque, le gouvernement impérial exerçait ses droits dans les affaires coloniales d'une manière moins platonique qu'actuellement, et il s'opposait à la circulation de billets d'Etats coloniaux. Il était intervenu dans la Jamaïque, dans l'île du Prince Edouard, pour obliger les gouvernements à retirer les billets que ceux-ci avaient émis sans l'autorisation impériale. En 1849, il est vrai, par suite de circonstances exceptionnelles, il avait dû tolérer une circulation coloniale à l'île Maurice. Mais la nouvelle Zélande avait été contrainte d'abandonner un système de circulation gouvernementale adopté par son Conseil législatif.

Dans ces conditions, la mesure proposée était appelée à être rejetée par le gouvernement impérial, et le gouvernement de Nouvelle Galles du Sud abandonna son projet.

Plus tard, la métropole laissa une initiative plus grande à ses colonies (1) et cessa de s'opposer à l'adoption de mesures de cette nature. Le Queensland en profita après la crise de 1893 (2) et institua une circulation d'Etat. A part ce pays, la liberté d'émission existait dans les autres colo-

(1) C'est ainsi qu'en 1884, à la suite de la chute de l'*Oriental Bank Corporation*, le gouvernement de Ceylan garantit le remboursement des billets de cette Compagnie.

(2) Voir le chapitre V.

nies australiennes. Quelques banques d'Etat furent également créées, mais c'étaient exclusivement des banques agricoles, que nous étudierons au chapitre suivant. A part ces exceptions, le régime bancaire était essentiellement libéral.

Lorsqu'en 1910 et 1911, le Parlement fédéral adopta les nouvelles lois, les banques étaient non seulement prospères, mais plus solides que jamais. Contrairement à ce qui s'était passé au Queensland en 1893, il n'y avait aucune raison d'ordre économique ou financier pour que l'Etat intervînt en matière de banque. Cette immixtion eut un caractère exclusivement politique. Jusqu'en 1913, la majorité au Parlement était socialiste, et il faut attribuer à la lenteur parlementaire le long temps qui s'écoula avant que ce parti ne réussît à faire adopter des mesures qu'il ne cessait de réclamer en termes violents. Voici, d'après M. Turner (1), de quelle façon le Comité politique socialiste (*Labour*) de Victoria, réclamait l'institution d'une *Commonwealth Bank* : « La banque, disait-on, est une des fraudes par lesquelles le capitalisme abuse le peuple. Le parti socialiste propose d'instituer une banque fédérale, avec pouvoirs illimités, qui entrera en concurrence avec les autres banques, et par laquelle on arrivera à supprimer, sans indemnité, les banques qui existent actuellement. » Des mesures plus énergiques encore avaient été proposées par le ministre Watson, en 1904 : « La seule grosse bévée

(1) Turner, *The first decade of the Australian Commonwealth*, op. cit.

de son ministère, dit M. Turner (1), fut une sauvage (*wild*) incursion dans les régions inexplorées de la haute-finance, sujet avec lequel il ne paraît pas avoir été jamais bien familiarisé. Il proposait d'obliger les banques à transférer 40 o/o de leurs réserves métalliques, soit environ £ 8.000.000 dans les caisses du Trésor, pour recevoir en échange des bons sans intérêt.

« Il pensait qu'on pourrait consacrer cette somme à la construction de la capitale fédérale, et à d'autres travaux d'intérêt national. »

Ce fut le troisième Parlement qui fit aboutir les réformes que les socialistes réclamaient.

Emission d'Etat de billets fédéraux. — A la veille des élections de 1910, les *Caucus meetings* (2) du *Labour Party* renouvelèrent les vœux d'établir une banque fédérale, ainsi qu'une émission de billets fédéraux de coupures variées, ayant cours légal, convertibles en or au Trésor, ces deux mesures ayant « pour but d'exercer d'une façon plus effective les pouvoirs de la Fédération en matière monétaire ». M. Fischer, futur ministre, avait du reste promis cette dernière réforme dans un discours prononcé à Gympie en 1909. Ces réformes ont donc nettement un caractère politique, et l'on peut dire que le Parlement australien qui les a adoptées sans aucun motif autre que théorique, leur a donné toute la valeur d'une expérience socialiste.

L'émission des billets avait été une source de profits

(1) *Ibid.*

(2) Assemblées plénières.

considérables pour les banques, à l'époque de la découverte de l'or. Mais, dans la suite, lorsque les établissements de crédit eurent multiplié leurs agences (ce qui facilitait les transactions) et lorsque les différents Etats eurent imposé une taxe de 2 o/o sur la circulation moyenne, les banques n'eurent plus de profit appréciable à émettre leurs billets. Les dépenses de confection, de contrôle, le transport aux différentes agences, etc., coûtaient environ 1 o/o, qui, ajoutés à l'impôt, donnaient 3 o/o. A ce taux, les banques obtenaient facilement les ressources dont elles avaient besoin, sous forme de dépôts fixes, et c'était en somme pour la commodité du public qu'elles avaient continué leurs émissions. Celles-ci avaient fonctionné de façon satisfaisante pendant trois quarts de siècle. Jamais on n'avait eu de difficulté pour se faire rembourser les billets à leur pleine valeur. D'un autre côté, la substitution de la responsabilité de l'Etat à celle des particuliers ne pouvait évidemment pas concourir à augmenter les ressources du pays, bien que les champions d'une émission gouvernementale en parlent invariablement comme si elle devait constituer un actif pour le pays, et non pas un passif. On ne peut nier que la circulation des billets n'ait été, entre les mains des financiers, à la fois saine, convertible, et suffisamment élastique pour répondre à tous les besoins.

Quoi qu'il en soit, M. Fischer s'appuya sur les pouvoirs que la section 51 de la Constitution donnait au Parle-

ment (1), pour « établir la circulation monétaire sur des bases saines ». Il n'entendait point, par là, se contenter de proposer un contrôle de la monnaie de papier, ni donner à cette dernière cours légal. Le *Bill* original prévoyait que les sommes disponibles (qu'on évaluait à quelque £ 5 millions) seraient destinées à « être dépensées de la façon qui serait indiquée par le Parlement ». L'émission se présentait ainsi comme un emprunt déguisé, caractère qu'accentuait encore le fait « qu'avant d'avoir eu 1 schelling dans sa caisse, M. Fischer avait obtenu l'autorisation d'emprunter *temporairement* par anticipation £ 1 million et demi en attendant.

« Comment aurait-il pu, dans l'avenir, résister à la tentation d'employer à un usage *temporaire* les fonds disponibles, dans une époque de difficultés imprévues ; et avec quelle facilité un gouvernement aurait calmé les inquiétudes d'un Parlement dominé par ses propres partisans, en l'assurant que les difficultés que l'on traversait n'étaient vraiment que *temporaires* ? Il y eut, de plus, une certaine négligence dans la façon dont le premier ministre présentait les chiffres. Il avait d'abord établi un état qui prévoyait une émission de £ 4 millions, puis il porta cette somme à 7 millions, et il finit par dire qu'elle pourrait bien s'élever à 10 millions. Quelques-uns de ses partisans pensaient que « plus on est de fous », plus on rit ; les autres se moquaient lorsqu'on leur parlait de la nécessité des

(1) Voir au chapitre VIII.

réserves métalliques, et déclaraient que le crédit du *Commonwealth* était assez bon, selon eux (1). »

L'opposition réussit pourtant, dans la commission, à faire écarter un certain nombre de clauses dangereuses. Grâce à elle, on refusa au Parlement l'autorisation d'employer à sa fantaisie les sommes que l'on devait se procurer par l'émission. On obtint le retrait de la clause qui obligeait les banques à conserver une certaine proportion de leur encaisse en billets. On réussit à empêcher de confondre dans le *General Revenue* l'intérêt que l'on gagnerait sur les sommes dont l'émission permettrait de disposer, en imposant le versement de celles-ci à un compte spécial : *The Australian Notes Account*.

En revanche, on ne put faire accepter quelques autres mesures dont l'adoption aurait rendu cette monnaie irréprochable. L'une d'elles aurait consisté à nommer une ou deux personnes en dehors de la politique, qui auraient été associées au trésorier en qualité de *Trustees* des porteurs de billets, pour l'administration des sommes reçues par l'effet de cette loi. On pensait en effet qu'aucun trésorier n'était susceptible de remplir seul ce rôle de *Trustee*, car il resterait toujours soumis aux influences politiques. Sur ce point, M. Fischer fut intraitable. Il ne pouvait concevoir qu'un trésorier pût avoir besoin d'un conseiller. Une autre question sur laquelle l'opposition insistait, et sur laquelle M. Deakin, le leader libéral, revint, même

(1) Turner, *op. cit.*

après le vote de la loi, était de porter la réserve métallique obligatoire pour garantir l'émission, à $1/3$, au lieu de $1/4$. « Non seulement on ne répondit pas aux arguments présentés en faveur de cette mesure, mais on ne les écoutait même pas, car il était difficile de maintenir un *quorum* lorsqu'on parlait sur ce sujet (1). » On insista également beaucoup pour rendre les billets remboursables, en cas de nécessité, dans les capitales des 6 Etats. On ne put l'obtenir, et Melbourne resta la seule ville où l'on put échanger les billets contre de l'or, en attendant que les chambres fortes fussent construites à Yass-Canberra, où on les rembourserait, alors, à l'exclusion de toute autre ville. Il est clair qu'une circulation organisée de semblable façon ne tenait aucun compte des intérêts des porteurs de billets, ou qu'on avait une foi aveugle dans la générosité des banques. Cette situation nouvelle était évidemment très défavorable, comparée à celle où les entreprises privées avaient seules à répondre aux besoins du public, et elle constituait un acheminement au jour où l'Etat aura tout absorbé. « Si l'on tient compte des réserves métalliques immobilisées, si l'on tient compte du coût de la nouvelle administration telle qu'elle sera organisée d'après les méthodes connues du travail dans les administrations de l'Etat, il semble probable que tout l'avantage que le Commonwealth retirera d'une semblable émission sur un emprunt à $3\ 1/2$ 0/0, sera représenté par une perte correspon-

(1) Turner *op. cit.* : « Maintenir un *quorum* », c'est-à-dire un nombre de présences suffisant pour continuer la séance.

dante pour les Etats (1).» La loi prescrit un rapport mensuel sur la valeur des billets en circulation et le montant des réserves métalliques conservées dans les caisses du Trésor. Mais il est peu probable que ces rapports indiquent le coût des opérations d'émission.

« En ce qui concerne les avantages ou les inconvénients que cette émission peut présenter pour le commerce et l'industrie, il sera nécessaire d'attendre au moins dix ans pour s'en rendre compte : on doit compter deux ans pour que la circulation des billets fédéraux arrive à son plein développement. Les banques en détiendront une portion importante en caisse pour répondre aux demandes de leurs clients, mais il est douteux qu'elles puissent les considérer comme des garanties suffisantes pouvant leur permettre de réduire leurs réserves métalliques de sommes sensiblement correspondantes. Il en résultera donc que si les banques ont par exemple en caisse pour £ 3.000.000 de ces billets, elles devront réduire leurs avances d'une somme correspondante, si elles ne veulent laisser se réduire leurs réserves de la même somme. La première pratique apporterait du trouble dans les affaires et une diminution des bénéfices, la deuxième serait dangereuse. On doit penser que les banquiers, qui sont en général d'esprit conservateur, réduiront leurs avances, et l'on doit prendre ses précautions pour l'avenir.

« Si l'on considère l'importance d'une telle réforme pour

(1) Turner, *op. cit.*

laquelle on ne pouvait se fonder sur aucun précédent, les débats ne furent pas prolongés outre mesure. Quelques orateurs surent s'élever au-dessus des préoccupations de parti. Mais quelques-uns des obscurs partisans qui soutenaient M. Fischer (celui-ci aurait sans doute préféré que leur appui se manifestât par un vote silencieux), se rendirent ridicules en exposant leurs idées sur le crédit et la monnaie. Incapables de présenter un argument basé sur des raisons sérieuses, ils présentaient comme des abus tous les actes des banques. Une commission de 6 pence prélevée à Melbourne pour échanger un billet du Queensland était un prétexte à une diatribe virulente sur la rapacité de la classe capitaliste. Le fait que cette commission avait été abolie une année auparavant était présenté comme une indication que les banques avaient pu être réduites à la soumission (1).»

Finalement l'*Australian Notes Act* n° 11, de 1910, fut voté le 6 septembre 1910, et promulgué le 1^{er} novembre de la même année.

Voici dans quelles conditions devait se faire l'émission des billets fédéraux. Toutes les espèces reçues en contrepartie de l'émission des billets devaient être versées au crédit d'un *Trust account* (compte de garantie) appelé *Australian notes Account*, et le solde créditeur de ce compte, après constitution de la couverture en or prescrite, pouvait être placé, à la discrétion du trésorier, soit en dépôt fixe

(1) Turner, *op. cit.*

dans une banque quelconque, soit en valeurs d'Etats australiens ou du gouvernement anglais. Comme le gouvernement fédéral n'avait pas de valeurs susceptibles d'être employées pour ce placement, on autorisa le trésorier à émettre pour cet usage des bons du Trésor au taux maximum de 4 o/o, dont l'échéance et les conditions de remboursement étaient laissées à la discrétion du trésorier.

Les billets pouvaient être émis pour les coupures de 10 sh., £ 1, £ 5, et £ 10, et multiples de £ 10.

Ils avaient cours légal et n'étaient remboursables qu'au siège du gouvernement fédéral (Melbourne, en attendant que la capitale fédérale soit construite).

Enfin l'émission par les Etats particuliers devait cesser 6 mois après la proclamation de la loi. Cela visait l'émission du Queensland.

Le *Bank Notes Tax Act* n° 14, 1910, voté le 10 octobre 1910, et promulgué le 1^{er} juillet 1911, n'était qu'un corollaire de l'*Australian Notes Act*. Il frappait d'une taxe prohibitive de 10 o/o par an la circulation des banques.

Les prescriptions relatives à la réserve furent modifiées par la loi d'amendement : *Act* n° 13 de 1911, votée le 22 décembre 1911. Elle supprimait l'obligation de consacrer une réserve égale au montant des billets émis au-dessus de £ 7.000.000 et se contentait d'exiger une réserve de 1/4 du montant total de l'émission, quel qu'en soit le chiffre.

Cette loi devait être applicable à partir du 1^{er} juillet 1912, mais le trésorier fédéral annonça qu'il attendrait

les élections de 1913 avant d'user de la latitude que lui laissait la loi nouvelle.

Voici en quels termes M. Hutz-Jackson, président de l'Institut des banquiers de Londres (1), jugeait cette loi nouvelle dans une *Inaugural adress*, en décembre 1910 :

« Cette mesure, qui substitue les billets du gouvernement à ceux des banques australiennes, n'avait jamais été jugée nécessaire, même pendant la crise de 1893. Car la loi australienne se contentait de décider que l'actif des banques devait servir en premier lieu au remboursement des billets, et aucune banque d'émission, même en 1893, n'a été insolvable au point de n'avoir pas un actif suffisant pour garantir sa circulation de billets. En réalité, les banques australiennes avaient l'habitude de garder une réserve d'espèces métalliques d'environ 25 o/o du total de leur passif, et l'or qu'elles avaient en réserve était susceptible de rembourser 6 ou 7 fois plus que le montant des billets en circulation.

« Voici, selon moi, les inconvénients pratiques de la nouvelle loi.

« Les billets australiens ont bien cours légal, mais ne sont remboursables qu'à Melbourne. Prenons le cas d'une personne résidant par exemple à Brisbane, ou dans quelque autre ville éloignée de Melbourne. Combien aura-t-elle de difficultés pour convertir son billet en or : Si elle verse le billet à son compte de banque, et qu'elle tire un

(1) *Journal of the Institute of Bankers*, décembre 1910.

chèque sur ce dernier, son banquier aura le droit de payer ce chèque de nouveau avec un billet, puisque celui-ci a cours légal.

« Mais ce n'est pas là l'objection la plus sérieuse. L'histoire nous montre que l'émission d'Etat ouvre la porte aux plus graves abus. L'expérience des différentes républiques sud-américaines est familière à tous. M. Conant, qui fut le délégué des Etats-Unis à la conférence de La Haye et qui est une autorité en matière de banque, a fait une critique définitive de ces émissions d'Etat dont il a montré tous les dangers.

« On ne s'est évidemment pas préoccupé du fait de savoir si cette émission gouvernementale répondait aux intérêts du Commonwealth. Les banques actuellement ont 600 à 700 0/0 d'espèces métalliques pour garantir leurs billets en circulation, et la nouvelle loi substitue à des billets garantis de la sorte, des billets fédéraux qui ne sont garantis que par 25 0/0 d'espèces et sont remboursables seulement en un seul endroit.

« Ainsi, la nouvelle circulation présente non seulement les dangers signalés par M. Conant, dangers qui sont inhérents à toute circulation d'Etat, mais elle aura en outre d'autres inconvénients : le gouvernement aura substitué un billet moins aisément convertible, et une circulation de papier moins élastique à celle qui existait auparavant, et c'est pourquoi l'on peut dire que cette mesure a été prise pour des motifs étrangers à l'intérêt public. De semblables réformes n'auront pas pour effet

d'augmenter le crédit des gouvernements australiens à Londres. »

Institution d'une Commonwealth Bank. — La deuxième mesure qui faisait partie du programme financier du *Labour Party* était l'établissement d'une banque d'Etat.

Les promoteurs du projet de la loi s'inspirèrent, dans ses grandes lignes, de la banque d'Etat de l'Australie du Sud, dont l'objet était cependant beaucoup plus spécial que celui de la *Commonwealth Bank*. C'est en effet une banque de crédit agricole, dont les affaires sont réglées d'une façon beaucoup plus étroite que celles des autres banques.

M. Fisher, dans les discussions qui précédèrent le vote de cette loi, insistait sur le point que les agents de la Banque fédérale seraient aussi indépendants des pouvoirs politiques que les *Commissioners* des chemins de fer des différents Etats en Australie. Il est vrai qu'ils devaient être nommés par le gouverneur, nommé lui-même par le gouverneur général de la colonie (représentant de la Couronne, et non des corps politiques australiens). Mais ce gouverneur pouvait pourtant se trouver jusqu'à un certain point sous la dépendance et le contrôle du trésorier fédéral.

D'un autre côté, le projet de la loi lui donnait des pouvoirs quasi-autocratiques en l'absence de tout conseil d'administration (le *Deputy Governor* (sous-gouverneur) prévu n'ayant qu'un rôle purement consultatif). Le gouverneur, en effet, ne devait être soumis qu'à l'inspection et à la vérification de l'*Auditor General* de la Fédération.

Au point de vue affaires, la banque devait avoir les pouvoirs les plus vastes. Elle pouvait acquérir des immeubles, recevoir des dépôts, faire des avances, escompter ou émettre des billets à ordre ou des lettres de change, prêter de l'argent, etc. Sa liberté d'action était aussi grande que celle de n'importe quelle institution privée.

Mais le projet de loi lui donnait encore une autre attribution : la Banque fédérale devait avoir un *department* de caisse d'Épargne, et cet établissement joindrait les opérations des caisses d'épargne aux opérations de banque proprement dites.

Cette loi suscita une vive opposition. On en discuta la légalité au point de vue constitutionnel. Par la Section 51, la constitution prévoyait bien que le gouvernement fédéral aurait pouvoir de légiférer sur « *Banking other than State Banking, also State banking extending beyond the limits of the State, the incorporation on the State, the incorporation of banks, and the issue of paper money* » (1). Mais, si ces dispositions paraissent donner pleine validité à l'*Australian Notes Act*, il ne semblait pas que les auteurs de la constitution aient par là prévu la création d'une banque par le gouvernement fédéral, et encore moins d'une banque susceptible de concurrencer les caisses d'épargne des Etats. Car, à ce point de vue, les intérêts des Etats étaient opposés à l'établissement de la *Commonwealth Bank*. Les caisses d'épargne des Etats avaient jusqu'alors fourni un moyen commode pour les gouvernements coloniaux de

(1) Voir au chapitre VII.

mener à bien leurs emprunts locaux. Environ les trois quarts des sommes déposées servaient à l'achat des fonds ces Etats. Il semblait naturel d'employer les épargnes du de peuple dans les chemins de fer, travaux d'adduction d'eaux, etc., qui servent au développement du pays. Si donc le fonctionnement de la Banque fédérale devait amener la clôture des caisses d'épargne des Etats, cela priverait leurs trésoriers des facilités dont ils jouissaient.

Les socialistes avancés se proposaient d'étendre encore les fonctions de la *Commonwealth Bank* en lui donnant le contrôle de l'émission des billets fédéraux, ainsi que la gérance des comptes des Etats particuliers.

Dans ces conditions, si cet établissement avait pris à sa charge les dépôts des caisses des Etats, les réserves métalliques destinées à la garantie de la circulation des billets, et en outre du compte du gouvernement fédéral, les comptes des Etats particuliers, il aurait pris une importance tout à fait exceptionnelle, et le sort de l'Australie même aurait été lié à celui de la Banque fédérale, dont la chute éventuelle aurait porté un coup mortel au crédit et à la prospérité économique du pays.

Ces vues ne furent pas adoptées. Il semble que « les ministres aient été forcés, par les exigences de leur parti, de donner une forme concrète aux idées vagues dont ils s'étaient longtemps prévalu, mais on doit dire, à leur décharge, qu'ils se sont efforcés de les appliquer d'une manière aussi saine que possible » (1). On adopta donc

(1) *The Times*, partie financière, 6 décembre 1911.

une loi instituant une Banque fédérale, mais on en fit une institution au caractère mal défini qui s'est superposée à l'organisation existante, qui s'y adapte mal, et qui, à l'heure actuelle, cherche encore sa voie.

Ce fut le 22 décembre 1911 que fut adopté l'*Act to provide for a Commonwealth Bank* (loi prescrivant l'établissement d'une Banque fédérale).

Cette loi est divisée en sept parties :

La *Partie I* est préliminaire et contient les définitions habituelles des lois.

La *Partie II* énumère les droits de la banque, mais, comme cette énumération n'est pas limitative, cet établissement conserve le droit de faire toutes les affaires de banque. Il y a cependant une importante restriction : le droit d'émettre des billets reste réservé au Trésor, exclusivement.

On prévoit en outre la constitution d'un capital de £ 1.000.000 que l'on obtiendrait par l'émission d'obligations (*debentures*). Ce ne serait donc pas un capital à proprement parler, mais un emprunt garanti par l'Etat, car les droits des obligataires sont ceux de prêteurs, et non ceux d'associés.

La *Partie III* décrit l'Administration de la banque :

Un gouverneur et un sous-gouverneur (*Deputy Governor*) sont nommés chacun pour 7 ans, avec des traitements et des allocations fixés par le gouverneur général de la colonie. Le gouverneur nomme les agents de la banque, et fournit des rapports trimestriels au trésorier, destinés

à être publiés dans la *Gazette*. Les affaires de la banque sont soumises à l'inspection et à la vérification de l'*Auditor General* de la Fédération. Des bilans doivent être préparés semestriellement.

La *Partie IV* contient un certain nombre de prescriptions générales. L'une donne au gouverneur le droit de fixer le lieu du siège social de la banque, et celui d'établir des succursales et des agences. Une autre a trait aux bénéfices nets de la banque qui seront employés comme suit : $1/2$ devra être versé au crédit d'un fonds de réserve, et $1/2$ devra être versé au crédit d'un fonds d'amortissement destiné à rembourser toutes les sommes avancées à la banque par le trésorier, ainsi que les obligations émises par la banque. Il y en a encore une autre qui interdit à toute personne ayant une réclamation à adresser à la banque d'actionner le gouverneur.

La *Partie V* édicte que la banque peut établir des succursales et des agences pour les affaires de caisse d'épargne dans toute l'étendue du Commonwealth, et que les caisses d'Epargne des Etats sont chassées des bureaux de poste, au bénéfice du *Commonwealth*.

2^e Fonctionnement de la Commonwealth Bank et de l'émission fédérale.

Nous empruntons au *Year Book of Australia* de 1913 l'histoire de la constitution et des débuts de la *Commonwealth Bank* :

« Quelque temps s'écoula entre l'adoption de cette mesure et la nomination du gouverneur. On a vu que la nomination fut offerte successivement à deux directeurs généraux de banque, qui tous deux déclinèrent l'offre, et que deux ou trois autres personnes possédant les qualités nécessaires furent pressenties. Le gouvernement du Commonwealth avait d'abord cru pouvoir trouver un gouverneur pour un prix modéré, mais on n'avait pas compris que, si n'importe quel politicien, qu'il soit qualifié ou non, peut devenir premier ministre, le nombre des candidats susceptibles d'être choisis pour le gouvernement d'une grande banque est extrêmement réduit. Enfin, en mai, une personne résidant alors à Melbourne conseilla au premier ministre de négocier avec M. Denison Miller, *chief metropolitan inspector* à Sydney de la Banque de Nouvelle Galles du Sud, qui revenait précisément d'un voyage en Angleterre et en Amérique. Le premier ministre en conséquence s'aboucha avec M. Miller, et, le 14 mai, lui offrit la situation avec un traitement de £ 4.000 (100.000 fr.) par an, avec la même indemnité de déplacement que celle qui est allouée aux juges de la Haute Cour, c'est-à-dire £ 3, 3 sh. par jour. M. Miller accepta l'offre, à condition d'être soustrait à tout contrôle ou intervention politique quels qu'ils soient. La nomination officielle fut datée du 1^{er} juin, pour 7 années. Comme cet arrangement a un caractère personnel, il ne s'ensuit nullement que le Parlement ne puisse modifier la loi de façon à intervenir dans les fonctions du gouverneur, qui par conséquent

n'est garanti que contre le contrôle et l'intervention politique.

« Le 25 juin, M. Miller publia les dispositions administratives qu'il avait adoptées pour conduire les affaires de caisse d'épargne, qui devaient se faire, pour l'Etat de Victoria, dans tous les bureaux de poste, à partir du 15 juillet, et dans les autres Etats, dès que les bureaux de poste auraient été évacués par les caisses d'épargne particulières. Le montant maximum sur lequel on paierait un intérêt était fixé à £ 300, le taux de cet intérêt étant de 3 o/o par an. A l'ouverture de la section de caisse d'épargne à Victoria, étaient présents la plupart des ministres du *Commonwealth*, et le premier ministre manifesta la confiance qu'il avait dans l'avenir de la banque en faisant un premier dépôt d'une livre sterling. Les gouvernements de Nouvelle Galles du Sud, Australie du Sud, et Tasmanie reçurent avis d'avoir à quitter les bureaux de poste dans un délai déterminé. Les gouvernements de Victoria et Queensland avaient pris d'eux-mêmes cette initiative.

« Un montant modéré d'affaires fut fait par la section de Victoria du *Postal savings Department*, le rapport des 4 premières semaines (se terminant le 10 août) montrant l'ouverture de 3.740 comptes, £ 123.278 de dépôts et £ 3.967 de retraits. Durant les 5 semaines suivantes, 2.132 nouveaux comptes furent ouverts, les dépôts se montaient à £ 97.746 et les retraits à £ 14.504. La section de Queensland ouvrit le 16 septembre. Pour faire face à la concurrence, les deux gouvernements de Victoria et Queensland

prireut des mesures énergiques pour retenir leur clientèle. En septembre et en octobre, le gouverneur de la banque visita les différents Etats pour conclure avec eux les arrangements nécessaires pour entreprendre les affaires générales de banque au commencement de la nouvelle année, et les immeubles pour l'établissement des agences furent choisis.

« Le premier Etat trimestriel du *Savings Bank Department*, au 30 septembre 1912, fut publié en novembre. Il montra un passif-dépôts à Victoria et Queensland de £ 287.949, 8 sh. 6 d. La nature de certains éléments de l'actif causa quelque surprise, £ 120.000 ayant été placées en dépôts fixes à 4 0/0 dans 4 banques, tandis que £ 23.534, 18 sh. 7 d. avaient été placés en obligations du gouvernement de Victoria et £ 24.241, 0 sh. 1 d. en obligations du *Melbourne and Metropolitan Board of Works*. Cet état, étant le premier, ne fut fait que pour indiquer les progrès accomplis, et n'était pas accompagné d'un compte de profits et pertes. Les dépôts fixes dans les autres banques furent l'occasion d'une requête du Parlement pour que le premier ministre fasse une enquête, mais le gouverneur répliqua promptement : « J'ai l'honneur de vous rappeler que l'administration de la *Commonwealth Bank* est garantie contre toute intervention politique. Je décline respectueusement toute réponse à une question quelconque de cette nature. Les informations complètes et les rapports exigés par le *Commonwealth Bank Act* seront fournis en temps voulu. » En effet, un bilan en règle est présenté semestriellement.

« Le gouverneur publia ensuite un mémoire officiel décrivant les arrangements pour la conduite des affaires à partir du 20 janvier. Le personnel ne dépassait pas 127 agents, pris parmi les employés des autres banques. Le taux pour les dépôts était de 1/2 à 1 0/0 plus bas que celui des autres institutions :

2 0/0 par an pour 6 mois.

3 0/0 — 12 —

3 1/2 par 2 ans de plus.

« Aucune commission n'était prise pour les comptes courants (dépôts à vue) de moins de £ 50, mais on prenait 5 sh. pour ceux de plus de £ 50.

« Plus de la moitié du mémoire se réfère à l'établissement des caisses d'épargne de la banque, et à l'acquisition de la caisse d'épargne du gouvernement de Tasmanie.

« Le gouverneur y donne les raisons qui devraient faire accepter les conditions qu'offre le *Commonwealth* par les Etats, mais ses remarques n'ont pas été accueillies favorablement.

« Le conflit existe non pas directement entre les divers établissements et la *Commonwealth Bank*, mais entre les gouvernements des Etats et la *Commonwealth Bank*, plus le gouvernement fédéral. Le gouverneur peut bien présenter les conditions offertes par le gouvernement du *Commonwealth* comme *libérales*, mais leur adoption par les Etats serait une cause de difficultés et de désastre pour leurs finances. De plus, les dépôts de caisse d'épargne constituent une base malsaine pour les affaires de banque

en général. Le motif inavoué de cette prescription était certainement de mettre les finances des Etats sous le talon (*heel*) du *Commonwealth*.

« La *Commonwealth Bank* n'a pas de capital. Elle peut émettre des obligations (sous forme de *bonds* ou de *stock*) (1) pour un montant de £ 1.000.000, mais cela constituerait un emprunt. La fonction pour laquelle elle semblait avoir été faite, et qui lui aurait conféré une situation exceptionnelle, c'est-à-dire l'émission des billets, lui a été refusée. Ne possédant pas de capital, et privée de l'éclat qui s'attache à une banque d'émission nationale, mais armée de pouvoirs vexatoires pour concurrencer les caisses d'épargne des Etats, sa constitution est singulièrement imparfaite. »

Tel est le jugement du *Year Book of Australia* de 1913.

Le *Statist* dans un article du 12 avril 1913, la qualifie d'institution *curious*. « A certains points de vue, dit-il, elle ressemble à une banque commerciale ordinaire, car elle exerce les mêmes fonctions. Elle reçoit de l'argent en dépôts fixes ou en comptes courants, elle ouvre des crédits sur des valeurs déterminées, mais elle n'a ni capital ni réserves, et elle restera vraisemblablement quelque temps dans cette situation. »

(1) *Debenture bonds*, *Debenture stock* : « La principale différence qui existe entre le *Debenture stock* et les *Debenture bonds* est que les *bonds* sont émis pour un montant fixe et ne peuvent être transférés que pour ce montant, tandis que le *Debenture stock* peut être transféré pour une somme quelconque ou pour certains multiples déterminés » (*Cordingley's Dictionary of Stock Exchange Terms*).

« Elle est en même temps caisse d'épargne....

« Le remboursement des dépôts dans les caisses d'épargne des Etats est garanti par les gouvernements des Etats ; celui des dépôts faits dans les sections de caisse d'épargne de la *Commonwealth Bank* est garanti par le gouvernement Fédéral. Les deux organisations sont donc concurrentes. L'organe destiné à recueillir les épargnes du peuple australien est donc doublé, et le coût en retombe sur les contribuables, qui paient à la fois en qualité de contribuables de leur Etat, et comme contribuables de la Fédération, car chacun de nous (Australiens) a ces deux qualités. »

Nous citerons encore un témoignage plus récent (1) : « La *Commonwealth Bank* offre le singulier spectacle d'une banque qui opère sans capital à elle, se contentant d'engager les fonds qu'elle obtient de ses sections de caisse d'épargne. Le montant des sommes utilisées dans les affaires de banque est très petit. L'idée que l'on se fait quelquefois à Londres de la *Commonwealth Bank* considérée comme étant un des piliers du système bancaire australien est simplement absurde. »

Le *Bankers' Magazine* de janvier 1914 donne le résultat de son activité depuis sa fondation, d'après le rapport de la *Commonwealth Bank*. Ce rapport signale un léger déficit, ce qui est naturel de la part d'un établissement nouveau. Les dépôts se montent à £ 2.176.820 ; (comprenant surtout des dépôts gouvernementaux), les dépôts du depart-

(1) *The Economist*, article du 13 septembre 1913.

ment de caisse d'épargne, à £ 2.694.773 et les effets à payer, à £ 175.073. A l'actif, on trouve £ 1712.835 d'espèces, £ 28.257 de billets fédéraux, £ 700.000 de fonds à Londres, £ 2.042.991 placées en dépôts fixes ou en valeurs, et seulement £ 485.705 pour représenter les opérations de crédit (les escomptes et avances). L'exercice écoulé se présente avec un déficit de £ 46.636 ce qui est très naturel, si on considère qu'il a eu à supporter les frais de l'établissement des diverses agences australiennes et de celle de Londres.

On voit que la part des opérations de banque proprement dites est extrêmement faible : les £ 2.176.820 de dépôts sont presque exclusivement des dépôts gouvernementaux, et les effets à payer ne dépassent point £ 175.073. A l'actif, les escomptes et avances ne sont que de £ 485.705. La *Commonwealth Bank* paraît donc tourner son activité principalement vers les opérations de caisse d'épargne.

3° La circulation des billets fédéraux.

En ce qui concerne l'émission, les billets des banques, comme il fallait s'y attendre, disparaissent peu à peu de la circulation. Au contraire, la circulation des billets fédéraux s'est développée rapidement. Ceux-ci apparurent en décembre 1910, et circulèrent côte à côte avec les billets des banques et ceux de Queensland. Ces derniers furent retirés à partir de juin 1913, époque à laquelle la clause prohibitive entra en vigueur, et le 30 juin 1912, la circulation des billets fédéraux se montait à £ 9.485.943. La réserve métallique (or) était de £ 4.279.007, et la diffé-

rence était placée en fonds australiens ou en dépôts à longue échéance dans les banques privées.

Au 26 mars 1913 nous pouvons donner le tableau suivant (extrait de l'*Official Year Book 1913*) qui indiquera quelles sont les coupures en circulation ainsi que leur nombre :

£ 1	2.940.863
5	3.240.530
10	1.726.860
20	377.740
50	767.900
100	410.700
	9.464.593

La réserve d'or était de £ 3.917.657, soit 41.39 0/0 de l'émission.

Sur cette somme £ 5.000.000 environ étaient détenues par les banques.

Au 30 septembre 1913, l'émission fédérale se montait à £ 9.559.741 (1), la réserve or à £ 4.092.774. La différence était placée en valeurs gouvernementales, et en dépôts fixes dans les banques privées (Ces dépôts étaient des dépôts en cours, qui avaient été faits avant l'ouverture de la *Commonwealth Bank*). La proportion des réserves au total de l'émission ressortait ainsi à 42 91 0/0, en augmentation sensible sur le 1^{er} trimestre.

Ces réserves sont très supérieures à ce que la loi exige, si l'on tient compte des amendements. Elles restent cependant légèrement inférieures à ce qu'aurait exigé la loi

(1) Chiffres fournis par la *Commonwealth Bank* (agence de Londres).

primitive. En effet, sur les chiffres de mars, la réserve aurait dû être : $1/4$ de £ 7.000.000 (soit £ 1.750.000) et £ par £ pour le surplus (soit £ 2.464.593), soit au total : £ 4.214.593. Or elle n'était que de £ 3.917.657. Au 30 septembre elle aurait dû être de

£ 1.750.000

2.559.741

£ 4.309.741, alors qu'elle n'était que de £ 4.092.771.

Ces réserves sont loin, on le voit, de celles des grandes banques d'émission européennes. Les banques privées australiennes devraient continuer à conserver une certaine encaisse métallique pour compenser l'insuffisance de celle du Trésor. Le font-elles ? Il est impossible de le savoir, car maintenant les statistiques comprennent les billets fédéraux dans l'encaisse, sans les distinguer des espèces métalliques, et quelques bilans seulement donnent séparément le montant des espèces et celui des billets fédéraux. Cependant, la diminution des avances qui s'est produite en 1913 peut avoir pour cause partielle le désir de maintenir un rapport suffisant entre les réserves métalliques et les opérations de crédit.

Il est probable que, quand les sommes déposées dans les banques privées, par le Trésor, et qui représentent une partie de l'émission, seront arrivées à leur échéance, ces dépôts seront transportés à la *Commonwealth Bank*.

CHAPITRE IX

LES OPÉRATIONS DES BANQUES AUSTRALIENNES (1).

Change.

Les banques australiennes font beaucoup d'opérations de change (2). Ceci s'explique par le fait que l'Australie produit l'or, et nous avons expliqué au chapitre III, comment elles avaient été amenées à développer spécialement ces opérations, connexes avec les exportations d'or. Les négociations se font entièrement en monnaie sterling, et celles en monnaies étrangères se résolvent pratiquement en achat ou vente de papier sur Londres. L'usage est le plus souvent de 60 jours de vue, et les variations extrêmes restent comprises en général, entre 1 0/0 d'escompte et 1 0/0 de prime. Avant que les monnaies de Sydney et de Melbourne fussent ouvertes, une différence de 2 0/0 entre les prix d'achat et les prix de vente était

(1) D'après : a) Edwin Brett, *op. cit.* ; b) *Banking in Australasia*, *op. cit.* ; c) renseignements fournis par le directeur de l'agence de Londres de la *Bank of Adelaide*, par MM. Deloche (de la maison Seydoux), Wenz (de la maison Wenz et Cie, à Reims) et Noyelle (secrétaire du Syndicat des peigneurs de laine, à Roubaix) ; d) annuaires statistiques divers.

(2) La nature de ces opérations varie avec les circonstances. En faisant l'historique des banques, nous avons décrit un certain nombre d'opérations de change qui ont pu être effectuées à certaine époque. Voir notamment p. 48, 49, 64, 163.

courante, mais la marge actuellement excède rarement $3/4$ à 1 0/0. Le plus souvent, les marchands et les producteurs qui exportent d'Australie, tirent des traites contre leurs expéditions, et ils peuvent ordinairement vendre ce papier dans de bonnes conditions. Le change est, en général, défavorable pour la colonie, et le papier sur Londres y est cher, car l'Australie importe beaucoup plus qu'elle n'exporte, une partie de ses importations étant la contrepartie de ses exportations d'or, monnayé ou non (1).

Au contraire, à Londres, l'exportateur anglais tâchera d'éviter d'avoir à tirer contre ses expéditions en Australie, car il ne pourrait pas vendre son papier dans de bonnes conditions. Dans cette place, en effet, les changes sur les colonies sont généralement favorables, car c'est là que celles-ci paient leurs importations du monde entier, ainsi que l'intérêt de leur dette publique. Acheter une traite sur l'Australie à Londres, c'est donc envoyer des fonds où l'on n'en demande pas, et où ils ne trouveront pas d'emploi avantageux.

Dans ces conditions, on comprend que ce soit le com-

(1) Ces exportations d'or, qui sont le résultat naturel de la production, ont, au point de vue du change, les mêmes résultats que dans les pays non producteurs d'or, lorsque dans ceux-ci, l'or est exporté par suite d'une balance commerciale défavorable. Les causes et la signification d'un tel état de choses sont tout opposés dans les deux cas. Dans un pays qui ne produit pas d'or, les exportations d'or causent une raréfaction de la monnaie, une baisse des prix, et une tendance aux exportations de marchandises. En Australie ces conséquences ne se produisent pas, puisque la production de l'or viendra compenser les exportations de ce métal.

Ainsi, le change défavorable en Australie n'indique en aucune façon une situation économique défavorable.

merçant australien qui règle ordinairement ses importations. Il le fait souvent au moyen de crédits de banque. Ce sont ordinairement des crédits documentaires.

Une banque accepte et paie à Londres les traites de l'acheteur australien, à condition que celles-ci soient accompagnées d'un certificat des correspondants de la banque au port étranger dans lequel le crédit est domicilié. Ces certificats indiquent que les documents de navigation ont été remis à ces correspondants, et les documents établissent que les marchandises qui ont donné lieu à la création de la traite ont bien été embarquées à destination de la colonie. Les conventions d'après lesquelles ces crédits sont accordés varient avec les circonstances. Une commission est ordinairement perçue, et l'importateur australien, pour qui le crédit a été émis, doit fournir les fonds à Londres, au cours du change, pour couvrir la banque qui paiera dans cette place à l'échéance ; ou bien, il devra payer l'intérêt stipulé pour tout le temps pendant lequel la banque aura été, en fait, privée de ses fonds.

Règlement des achats de laine. — La laine forme la plus grosse part des exportations australiennes. L'Australie est en effet un des pays qui produisent le plus de laine du monde entier.

Voici par exemple les chiffres des importations de laines étrangères en France pour les 10 premiers mois de 1911, 1912 et 1913 (1).

(1) D'après le bulletin du ministère des finances. — La presque totalité des laines importées d'Angleterre vient d'Australie. (Nous donnons les chiffres du commerce général.)

	1913	1912	1911	
Angleterre. . . .	299.520	309.257	308.904	Unité : quintal métrique
Belgique.	12.935	13.340	18.942	
Turquie.	24.186	24.136	34.601	
Australie	798.870	757.624	849.484	
Uruguay	228.550	147.826	148.750	
République ar- gentine	585.050	828.795	852.545	
Algérie	83.121	40.969	63.870	
Autres pays . . .	364.683	259.876	293.594	
Totaux	2.396.915	2.381.823	2.570.690	

La saison lainière va d'octobre à janvier. Pendant cette période, l'Australie devient un pays exportateur, et les conditions du change sont tout opposées à ce qu'elles sont pendant les trois autres trimestres de l'année. A cette époque, les acheteurs de laine viennent de l'étranger armés de crédits de leurs maisons d'Amérique, de France ou d'autres pays.

En France notamment, les commissionnaires pour la laine rassemblent généralement sur le continent les ordres de matière brute que le fabricant leur confie à commission, et les exécutent en Australie grâce à une organisation comportant des acheteurs qui suivent les ventes aux enchères des divers marchés : Sydney, Melbourne, Geelong, Adélaïde, Brisbane, sans compter les marchés de Nouvelle Zélande et de Tasmanie.

C'est par le moyen de lettres de crédit documentaires que ces maisons règlent ensuite leurs achats. Ces lettres de crédit doivent permettre des tirages jusqu'à 120 jours de vue, mais le plus généralement à 60 jours, et, comme

toujours, les traites sont libellées en monnaie sterling et payables à Londres.

Les grands établissements français : Crédit Lyonnais, Société Générale, Comptoir d'Escompte, etc., font tirer sur leurs agences de Londres ; si l'acheteur de laine s'adresse à une banque n'ayant pas de succursale à Londres, les tirages doivent être cependant domiciliés dans cette ville.

Les achats de laine sur les marchés australiens se règlent par chèques chaque semaine. La laine est généralement embarquée de suite et les connaissements, délivrés aussitôt, permettent, après remise des lettres de crédit, d'établir des traites, qui sont négociées : pour l'escompte de ces tirages, on a payé dernièrement (octobre-novembre 1913), 1 5/8 0/0 pour 60 jours de vue.

Certaines banques insèrent dans le texte de leurs lettres de crédit une clause, permettant aux bénéficiaires d'obtenir des banques australiennes des avances temporaires, avances destinées à effectuer près des courtiers vendeurs le règlement des achats, en attendant l'embarquement et l'établissement des connaissements nécessaires pour tirer (1).

A leur arrivée à Londres, les traites, accompagnées des connaissements, sont présentées à l'acceptation dans les banques sur lesquelles elles sont tirées, et les connaissements remis à celles-ci en échange de leurs acceptations.

(1) Voir une demande d'avance semblable dans la demande d'ouverture de crédit dont on trouvera le texte pages 222 et 223.

Demande d'ouverture de crédit.

GENTLEMEN,

$\frac{I}{we}$ request you to establish a Credit with your Office at _____, to the extent of £_____ (say _____ Sterling), authorising them to make payment to _____ at _____ or to their order of amount of Invoice or Invoices purporting to be for Wool, less usual Exchange and Bank charges in respect thereof. The Invoice or Invoices are to purport to be certified as correct by the said _____ and to be accompanied by Bills of Lading for the goods referred to therein, but the Bank is not to be responsible in the event of any error or irregularity in any of the documents or of any misdescription of the goods or of any mistake or misrepresentation as to quantity, quality or value or size thereof or otherwise, nor for the shipper's charges in connection therewith, nor for the validity of the documents. The Insurance for the full Invoice value with _____ per cent. added is to be effected by _____, and is to be made available for the benefit and account of the Bank until payment of the respective Invoice or Invoices.

In the event of the Bank establishing this Credit as above, $\frac{I}{we}$ hereby promise and undertake to pay the Bank in London the amount of such Invoice or Invoices not later than _____ days after exhibition thereof to $\frac{me}{us}$.

It is understood that on payment of the amount of Invoice or Invoices as above, together with cost of Insurance, the relative documents are to be given up to $\frac{me}{us}$.

But failing due payment by $\frac{me}{us}$ of the amount of Invoice or Invoices as above, $\frac{I am}{we are}$ to have no claim whatever against the Bank in respect of the relative documents or the goods represented thereby, but $\frac{I am}{we are}$ to remain liable to the Bank for such amount, receiving credit against the same for the net proceeds (if any) of any goods represented by such documents actually realised by the Bank.

In the event of _____ informing your _____ Office that _____ require a temporary advance to enable _____ to pay for the goods purchased and to be shipped under this Credit, and to pay any expenses incurred in connection therewith before shipment, the Bank's Office at _____ is hereby authorised to make such advances which are to be repaid, with Interest, from the payments to be made under this Credit, and $\frac{I}{we}$ hereby guarantee the payment of such advances and undertake that, should they not be repaid to the Bank by _____ in terms of and during the currency of this Credit, $\frac{I}{we}$ will repay same with Interest to date of such repayment. Such advances may be made in a similar manner to advances on current accounts, the Bank not being responsible for any misrepresentation as to the requirement nor for any misapplication of the amounts so advanced.

This Credit is to be governed by English law, and is to remain in force until the _____ day of _____ 19____, but it is understood that the making of payments or temporary advances hereunder is at all times to be entirely optional on the part of the Bank.

Yours faithfully,

Traduction.

Messieurs,

Nous vous prions d'ouvrir un Crédit à votre agence de _____, pour £ _____ (soit _____ sterling), en autorisant ladite agence à payer à M. _____, à _____, ou à son ordre, toutes factures d'achats de laine, moins les commissions et les frais de banque usuels. Les factures devront être certifiées correctes par M. _____, et être accompagnées des connaissements concernant les marchandises mentionnées sur les factures; mais la Banque ne sera responsable d'aucune erreur ou irrégularité de ces documents, ni d'une description erronée des marchandises, ou d'une erreur ou omission concernant la quantité, la qualité, la valeur ou les dimensions de celles-ci, ni des frais d'expédition, ni de la validité de ces documents. L'assurance, pour le montant total de la facture, plus _____ 0/0, sera effectuée par M. _____, et la banque en sera bénéficiaire jusqu'à ce qu'elle ait été remboursée du paiement des factures.

Dans le cas où la Banque ouvrirait le crédit dans les conditions ci-dessus stipulées, nous nous engageons, par les présentes, à payer à son agence de Londres le montant desdites factures _____ jours au plus après qu'elles nous aurent été présentées.

Il est entendu qu'après paiement des factures et du prix de l'assurance, les documents y relatifs nous seront remis.

A défaut du paiement par nous des factures dans les conditions stipulées, nous n'aurions aucun droit à réclamer à la banque les marchandises qui en sont l'objet, mais nous resterions responsables de leur montant. Nous serions crédités du bénéfice net (s'il y en avait) qu'aurait produit la réalisation par la Banque des marchandises représentées par ces documents.

Dans le cas de _____, informant votre agence de _____, que _____ a besoin d'une avance temporaire pour lui permettre de payer les marchandises achetées, et qui doivent être expédiées d'après les conditions de ce crédit, et de payer toutes les dépenses afférentes à cette affaire avant l'expédition, l'agence de la Banque à _____ est, par les présentes, autorisée à faire ces avances dont le montant, y compris les intérêts, sera remboursé sur les paiements à faire sur ce crédit; et, par les présentes, nous garantissons le remboursement de ces avances, étant bien entendu que, si elles n'étaient pas remboursées à la Banque par _____, dans les délais et pendant le cours de ce crédit, nous les rembourserions avec les intérêts à dater de l'époque à laquelle elles auraient dû être remboursées. Des avances semblables pourront être faites en comptes courants, la banque n'étant responsable d'aucune erreur sur la validité de l'application des sommes ainsi avancées.

Ce crédit sera soumis à la loi anglaise, etc.

Une fois en possession des connaissements, les banques ayant délivré les lettres de crédit s'entendent avec leurs clients (acheteurs de laine) pour la livraison desdits connaissements, selon les conditions qui régissent leurs rapports, c'est-à-dire avec ou sans couverture immédiate.

Quelques industriels, gros consommateurs de laine, envoient leurs propres acheteurs, et ne passent pas par l'intermédiaire des maisons de commission. C'est par des moyens analogues qu'ils règlent leurs achats, mais ils peuvent aussi se faire ouvrir directement un crédit en Australie par une banque australienne ayant une agence à Londres. C'est sur ces crédits que l'acheteur envoyé par eux en Australie paie ses achats au moyen de chèques. Ensuite, de la même façon que nous venons de le décrire, des traites sont tirées qui, accompagnées des connaissements, sont envoyées à l'agence de Londres de la banque australienne. Celle-ci envoie le tout à l'acceptation, et les règlements s'opèrent de la même façon (1).

Bien entendu les autres pays acheteurs de laine procèdent de façon semblable.

On trouvera ci-dessus (p. 222 et 223) un modèle de demande d'ouverture de crédit faite à une banque australienne dans le but de pourvoir au paiement des achats de laine.

Cette demande contient en même temps une demande d'avances temporaires.

(1) Ces renseignements nous ont été donnés par MM. Deloche, de la maison Seydoux, et Wenz de la maison Wenz et Cie à Reims.

Remises de fonds par télégraphe. — Beaucoup de remises de fonds se font par télégraphe. Les *cable transfers* se sont extrêmement développés depuis le 22 août 1892, date à laquelle les colonies australiennes ont été mises en communication télégraphique avec le reste du monde civilisé.

Ces demandes de remises de fonds par télégraphe ont un caractère exceptionnel par leur soudaineté et leur imprévu, car elles entraînent le paiement immédiat et inopiné de sommes toujours importantes ; la demande de paiement d'une petite somme serait en effet disproportionnée avec le coût élevé d'un message télégraphique. Le tiré d'une lettre de change venant de l'étranger est ordinairement avisé avant que la traite ne lui soit présentée : il peut ensuite prendre 24 heures pour savoir s'il doit accepter ou non, et, s'il s'est décidé à signer, il a plusieurs jours ou plusieurs mois pour en préparer le paiement. Dans le cas d'un *cable transfer*, au contraire, la banque qui reçoit l'avis doit payer immédiatement. Il n'y a donc que les établissements de premier ordre qui puissent pratiquer d'une façon courante cette sorte d'opérations. Une banque d'importance moyenne commettrait une imprudence en prenant le compte de maisons commerciales susceptibles d'user fréquemment de ce mode de remise.

Le *cable transfer* peut revêtir une autre forme ; une banque australienne, par exemple, avisera par un télégramme chiffré, son agence de Londres que des traites à telle échéance, au bénéfice de telle personne, sont envoyées par la poste, et qu'on peut les escompter en faveur du bé-

néficiaire, dès réception de l'avis télégraphique, sans attendre leur arrivée.

Dans le premier cas, le *cable transfer* se présente comme une opération au comptant, et on peut calculer le coût exact de la remise de fonds.

Dans le second cas, au contraire, il peut survenir un changement dans le taux de l'escompte à la Banque d'Angleterre, et on n'a pas la même certitude quant aux frais de l'opération.

Naturellement, ces remises de fonds peuvent se faire aussi bien de Londres pour l'Australie, que de l'Australie pour Londres, et le télégraphe peut être employé dans bien d'autres cas. Ainsi, lorsqu'une maison française envoie des agents en Australie pour des achats de laine, elle pourra, par télégraphe, se faire ouvrir des crédits supplémentaires afin de permettre à ses agents d'augmenter l'importance de leurs achats, si on lui signale que le marché est particulièrement avantageux à un moment donné.

Dépôts.

Les dépôts à vue se font généralement sous forme de comptes courants et ne touchent ordinairement aucun intérêt. A certaines époques, ils paient même de petites commissions. Au contraire, les dépôts fixes touchent un intérêt variable avec leur échéance.

L'habitude est de faire une différence de 10/0 pour des périodes respectives de 3, 6 et 12 mois, mais, en pratique,

les dépôts sont faits en majorité pour la plus longue période.

Il n'y a pas, comme dans les pays pourvus d'une banque d'émission privilégiée, une sorte d'étalon officiel proclamé de temps en temps, comme cela se fait en France ou en Angleterre, d'après lequel on peut régler le taux de l'intérêt à allouer aux dépôts. Aussi les banques, comme nous l'avons indiqué, ont-elles conclu entre elles des arrangements (*agreements*) dont les buts principaux sont précisément de régler le taux de l'intérêt accordé aux dépôts, ainsi que les prix d'achat et de vente du papier de commerce pour le change. L'*agreement* actuellement en vigueur date de 1909. En ce qui concerne le taux alloué aux dépôts, toutes les banques ne sont pas liées entièrement. C'est ainsi qu'en 1912, la plupart des banques ont donné 4 o/o pour les sommes déposées pour deux ans et plus, mais quelques établissements donnaient 4 1/2. En 1913, la tendance a été à l'augmentation, et les banques ont donné 4 1/2 et 5 o/o pour leurs dépôts fixes. Elles ont pu ainsi en provoquer l'augmentation qui a compensé dans une certaine mesure la diminution des dépôts à vue. Cet intérêt est relativement élevé. Mais, dans les temps passés, alors que la concurrence sévissait, les banques accordaient jusqu'à 7 1/2 et 8 o/o aux dépôts fixes pour un an ou deux. On peut se rendre compte combien il était difficile de faire rapporter de quoi payer un intérêt aussi élevé aux sommes empruntées sous cette forme.

Les facilités que l'on a en Australie pour obtenir l'ou-

verture d'un compte de banque sont plus grandes que partout ailleurs, et le grand nombre des succursales des banques est une des causes de la multiplication des petits comptes de banque.

Crédits à découvert et escompte.

Les crédits de caisse ou les comptes à découvert sont couramment pratiqués, et l'intérêt le plus bas qu'on leur fait payer est généralement 1 0/0 au-dessus du taux maximum de l'escompte.

En ce qui concerne l'escompte, il suffira de dire que l'escompte purement commercial entre pour une part relativement faible dans les affaires des banques australiennes. Il ne forme pas, comme en France ou en Angleterre, l'opération essentielle des banques. Naturellement le taux de l'escompte est réglé par l'échéance des effets. Les banques cherchent en général à maintenir une marge de 2 0/0 entre le taux maximum alloué aux dépôts et le taux minimum de l'escompte.

Avances pastorales

Au contraire, les avances garanties sur le bétail, même sans être accompagnées de la possession ou d'un droit hypothécaire quelconque, sont de pratique courante, et c'est là un caractère tout à fait spécial des affaires en Australie. Dans ces opérations, les banques de commerce viennent concurrencer les banques foncières, qui, elles,

sont spécialisées dans ce genre d'affaires. Le plus souvent, pourtant, les banques n'y sont engagées qu'indirectement, par l'intermédiaire de ces banques foncières, qui escomptent les traites qu'elles ont fait accepter à leurs prêteurs sur garantie pastorale ou agricole. Une très grosse partie des avances faites par les banques sont directement ou indirectement basées sur des valeurs pastorales de cette nature, qui, maintenant encore, et dans une bien plus forte proportion naguère, ont pour origine l'occupation précaire de prairies qui restent propriété de la Couronne. Une autre partie est gagée sur la propriété agricole ou foncière en général, et il ne reste qu'une petite portion pour représenter les affaires d'escompte commercial qui sont considérées généralement comme étant la forme normale de l'activité des banques.

Nous avons vu au chapitre II dans quelles conditions on pouvait prendre un gage non seulement sur les animaux, mais sur la laine croissant sur le dos du mouton, indépendamment de la bête elle-même. Cette sorte de garantie a un caractère tout à fait spécial, en ce sens qu'elle donne pouvoir au créancier gagiste de suivre la laine, soit sur le dos du mouton, soit après la tonte. Elle lui donne un droit qui est absolument incontestable à l'intérieur des limites du pays où le gage a été donné, à condition toutefois qu'il l'ait fait inscrire dans les 30 jours qui ont suivi sa constitution. La même condition d'inscription s'applique aux avances sur le bétail et, si le même troupeau est donné en garantie à plusieurs créanciers successifs, chaque acte est rangé

d'après sa date d'inscription. Celle-ci donne un droit de priorité qui ne peut (d'après le texte même de l'*Act*) « souffrir préjudice de toute vente, droit de gage ou dette postérieurs, ni de l'insolvabilité subséquente du débiteur ».

Une garantie pastorale de cette nature peut parfois être compliquée par les droits de plusieurs parties. Ainsi le terrain sur lequel pâture le troupeau peut être légalement hypothéqué à une personne, le mouton donné en gage à une autre, et la laine elle-même peut être engagée à une troisième personne. Edwin Brett (1) cite un cas de ce genre, dans lequel le débiteur devint insolvable. Le créancier gagiste du terrain passa chez le créancier gagiste du mouton afin de lui dire de retirer ceux-ci, ou de payer le prix de leur pâture ; et le créancier gagiste de la laine, dont le gage dépendait de la vie du mouton, fut trop heureux de participer à la dépense nécessaire pour maintenir les moutons sur le pré jusqu'à l'époque de la tonte, où il entrerait en possession de son gage. Le mouton devenant ainsi libre du gage de la laine, devenait susceptible d'être vendu au profit du second créancier.

En général, cependant, le capitaliste qui avance de l'argent sur des troupeaux, cherche à compléter sa garantie par une hypothèque sur le terrain où pâture le troupeau, et par l'inscription du droit de gage sur la laine qui lui donne le pouvoir de saisir la tonte. Sa garantie devient ainsi parfaite. Mais il n'est pas rare que le gagiste du

(1) *Op. cit.*

mouton consente à ce que le débiteur donne la laine croissant sur le dos des animaux en gage à une tierce personne, pour lui permettre de trouver les fonds nécessaires au paiement de l'intérêt et des dépenses d'exploitation. Si sa créance échoit avant l'époque de la tonte, sa garantie n'en souffre point, mais le consentement écrit du créancier gageur du mouton (lorsque celui-ci a fait inscrire son droit), est indispensable à la validité du gage sur la laine accordé à une troisième personne.

Les banques australiennes font encore des avances aux *squatters*, sur la laine qui est envoyée à Londres pour y être vendue. Cette opération est distincte de celle qui consiste à avancer sur la laine croissant sur le dos du mouton. Il s'agit ici d'un producteur de laine, qui désire vendre sa laine à Londres, mais à qui une avance est nécessaire en attendant l'époque de la vente. Il demande donc à son banquier de lui prêter de l'argent sur la garantie de sa laine. Les banquiers avancent les fonds et se chargent de faire transporter la laine à Londres et de l'y réaliser.

Comme base pour les opérations de change, cette opération est précieuse pour le banquier, plus encore maintenant qu'autrefois. Le banquier qui a ainsi avancé sur la laine à un de ses clients, sera à même de calculer quand le produit en sera disponible à Londres avec la même précision que pour calculer l'époque où il touchera un effet à l'encaissement. Il a de cette façon un moyen sûr de faire provision pour ses propres tirages sur Londres.

Les banques peuvent avancer ainsi de l'argent sur la

laine, soit directement au producteur de laine, soit en achetant les traites des marchands.

Chaque année le nombre des acheteurs anglais, français ou autres, qui se rendent au marché colonial, est en augmentation, et, en général, les prix obtenus sont suffisamment avantageux pour les producteurs pour que les marchés de Melbourne et Sydney soient devenus importants. Mais le marché de Londres continuera cependant à être fréquenté, parce que les ventes y ont lieu pendant toute l'année, alors qu'en Australie elles ne se font que d'octobre à janvier.

Ces sortes d'avances sont faites à la fois par les banques de commerce, les banques foncières et les maisons de commission.

Crédit agricole.

Le crédit purement pastoral est tout à fait particulier à l'Australie, ce qui n'empêche pas le crédit agricole de s'y pratiquer sous d'autres formes. L'agriculture proprement dite, s'est développée dans de grandes proportions, et l'Australie actuellement fait d'importantes exportations de blé. L'Australie du Sud fut la première colonie où de grands progrès agricoles aient été réalisés. A l'heure actuelle cette colonie a une étendue de terres cultivées plus considérable que toute autre, et pendant de longues années, fut considérée comme le grenier de l'Australie.

Actuellement, presque toutes les régions produisent suffisamment de blé pour subvenir à leurs besoins. La colo-

nie de Victoria a même un important excédent à exporter annuellement.

Les prêts agricoles en général comportent une hypothèque sur le sol où pousse la moisson, car, en raison des grandes facilités qui sont accordées à tous pour acquérir des terres en toute propriété, et en raison des grandes étendues des terres libres susceptibles d'être aménagées en terrains de culture, celle-ci est faite généralement par des propriétaires, et non par des fermiers. Mais l'emprunteur peut donner en garantie, en outre de son terrain, une inscription de gage sur sa récolte future, et ainsi le produit du sol cultivé peut être assuré au créancier, de la même façon que le droit de gage sur la laine peut parfaire le gage sur le mouton, bien que l'un ne soit pas nécessairement le complément de l'autre.

Bien entendu, en disant que les banques sont engagées dans une forte proportion dans ces affaires de crédit pastoral ou agricole, on ne veut pas dire qu'elles fassent directement des avances gagées de la façon que nous venons d'indiquer. Elles le font à l'occasion, mais, en général, ce sont des intermédiaires qui avancent les fonds et qui ensuite escomptent les billets ou les traites qu'ils ont fait signer ou accepter par leur débiteur. Ce billet a ainsi pour garantie non seulement les signatures du débiteur et de celui qui a avancé les fonds, mais encore celles qui résultent des hypothèques ou gages sur les animaux, la laine ou les récoltes.

Cette sorte de papier, nous l'avons dit, entre pour une

très grosse part dans le portefeuille des banques australiennes.

Le crédit agricole est une spécialité des nombreuses banques foncières dont nous avons déjà parlé à plusieurs reprises. Mais il est également pratiqué par les différents Etats australiens, qui ont adopté des systèmes différents pour encourager les agriculteurs (1). On s'est inspiré en partie du système de la *Landschaften Bank* fondée en 1770 en Allemagne, et en partie du Crédit Foncier français. Les lois qui ont organisé le crédit agricole en Australie sont relativement récentes, ce qui n'a pas empêché les institutions créées par le gouvernement de développer leurs opérations d'une façon intéressante.

Ce fut dans l'Etat de l'Australie de l'Ouest que fut établie la première banque d'Etat agricole. Par l'*Agricultural Bank Act* de 1894, le gouverneur de la colonie fut autorisé à créer une banque dans le but d'encourager l'occupation, la mise en culture et l'amélioration des terrains agricoles du pays. Cette loi reçut des amendements jusqu'en 1906, d'où date la législation actuelle. D'après celle-ci, la banque est administrée par trois *trustees*, nommés par le gouverneur.

Les fonds destinés à être prêtés sont obtenus par l'émission d'obligations rapportant un intérêt maximum de 4 o/o par an, qui pouvaient être émises pour un montant

(1) D'après l'*Official Year Book of the Commonwealth of Australia*, 1913.

total de £ 1.000.000. Les lois de 1907, 1909, 1910, 1911, ont porté ce montant à £ 3.000.000.

Les prêts peuvent être consentis pour :

a) Les parquages, les défrichements, le clôturage, le drainage ou les travaux d'irrigation.

b) Le remboursement des hypothèques existantes.

c) L'achat de troupeaux pour l'élevage.

d) L'achat de machines agricoles fabriquées dans l'Australie de l'Ouest, à condition que les personnes travaillant dans la fabrique où ont été construites ces machines soient payées au taux courant des salaires.

Une première avance ne peut excéder £ 400 pour la valeur entière de l'amélioration initiale que l'on se propose de faire. D'autres prêts de £ 250 au maximum, peuvent être consentis ensuite pour la moitié de la valeur des améliorations nouvelles. Les prêts accordés dans le but de rembourser les hypothèques existantes ne peuvent excéder les $\frac{3}{4}$ de la valeur des améliorations déjà faites, et les avances consenties à une seule personne ne peuvent en aucun cas excéder £ 750. Les prêts destinés à acquérir des troupeaux ou des machines agricoles ne peuvent dépasser £ 100. Ces prêts ne sont consentis qu'en premier rang, mais une seconde hypothèque peut être prise comme garantie supplémentaire. Lorsque les emprunteurs sont des associés, le maximum du prêt est égal au maximum de ce que l'on pourrait prêter à chacun séparément.

Pendant 5 ans l'emprunteur n'a à payer que l'intérêt au taux de 5 o/o par an. Au bout de 5 ans, il rembourse

en outre le capital dans un délai de 25 années, par des versements semestriels. Les prêts destinés à l'achat du bétail sont remboursés dans des conditions fixées par la banque.

L'Australie du Sud adopta un système analogue par le *State Advances Act* de 1895 qui institua une banque d'Etat destinée à faire des avances :

1° Aux fermiers et aux producteurs, .

2° A ceux qui exploitent des terrains occupés en propriété libre, ou en vertu de baux de la Couronne.

3° Aux fonctionnaires locaux, sur la garantie de leur situation.

Cette banque est administrée par 5 *trustees* et fonctionne de façon semblable à la banque d'Etat de l'Australie de l'Ouest.

Les avances ne peuvent dépasser les 3/5 de la valeur de la propriété nue avant toute amélioration, plus les améliorations permanentes qu'on y aura faites ; et si le terrain a acquis une valeur spéciale du fait de son aménagement en vignoble ou en verger, le prêt peut être augmenté d'un tiers de la valeur additionnelle.

Si le prêt est garanti par un terrain occupé en vertu d'un bail de la Couronne, il pourra être de la moitié de la valeur marchande du bail, en y comprenant les droits que conserve le porteur sur les améliorations apportées au terrain. Maximum des prêts : £ 5.000.

L'Australie du Sud a encore une autre organisation de crédit agricole. En 1908 fut créé le *Advances to settlers*

Board. Le trésorier est autorisé à employer chaque année une somme de £ 200.000 en prêts aux colons. Le maximum des prêts est de £ 600, la durée est de 5 ans, l'intérêt de 5 o/o par an. Au bout de 5 ans, les remboursements se font par 50 versements semestriels. Les prêts sont consentis pour toutes les opérations agricoles et garantis par hypothèques ou gages agricoles, leur montant ne pouvant dépasser soit les 3/4 des améliorations déjà faites, soit la valeur entière de ces améliorations, si le terrain lui-même est hypothéqué.

En 1901 le *Agricultural Bank Act*, pour le Queensland ; en 1907, le *State Advances Act*, pour la Tasmanie, ont créé des banques d'Etat agricoles semblables à celles de l'Australie du Sud et de l'Australie de l'Ouest, ce qui porte à 4 le nombre des banques d'Etat australiennes (en dehors de la *Commonwealth Bank*).

Les Etats de la Nouvelle Galles du Sud et de Victoria adoptèrent des principes différents : c'est par l'intermédiaire des caisses d'épargne que se font les opérations de crédit agricole.

Ce système fut organisé à Victoria par le *Savings Bank Act* en 1896 (amendé en 1901 et 1903). Les fonds destinés aux prêts agricoles sont obtenus par l'émission d'obligations, dont le montant total est limité à £ 3.000.000.

Les prêts sont accordés par les *Commissioners* des caisses d'épargne et garantis par les terrains occupés soit en toute propriété, soit en vertu d'un bail de la Couronne. Le prêt peut être fait soit en espèces, soit en obligations (pour leur

valeur au pair), au choix des *Commissioners*. Ils sont accordés dans des conditions analogues à celles des autres colonies.

Le même système a été établi en Nouvelle Galles du Sud en 1906 par le *Savings Bank Act*. Cette loi avait été précédée de l'*Advances to Settlers Act* (qui date de 1899), qui autorisait le trésorier colonial à émettre des obligations (sous forme d'*inscribed stock*) garanties sur le *Consolidated Revenue*, pour un montant total de £ 500.000 qui fut porté à £ 1.000.000 en 1902. Un service composé de trois membres nommés par le gouverneur, appelé *Advances to Settlers Board*, était chargé de consentir les prêts.

Le *Savings Bank Act* de 1906 vint transporter cette organisation à la caisse d'épargne de l'Etat de Nouvelle Galles du Sud. Les trois fonctionnaires du *Settlers Board* furent remplacés par trois *Commissioners of the Government Savings Bank of New South Wales*. Le *Settlers Board* lui-même fut remplacé par l'*Advances Department of the savings Bank*. On émit pour £ 305.000 d'obligations qui remplacèrent les obligations émises auparavant, lesquelles furent annulées. Les *Commissioners* de la caisse d'épargne furent autorisés à émettre pour £ 2.000.000 d'obligations, et à faire des prêts aux agriculteurs.

Le tableau suivant indique quelle est l'importance des prêts agricoles consentis par les différents gouvernements australiens, de 1908 à 1912.

ÉTATS	MONTANT TOTAL DES PRÊTS					SOLDES DUS				
	1908	1909	1910	1911	1912	1908	1909	1910	1911	1912
Nouvelle Galles du Sud	789,333	1,062,625	1,362,853	1,617,192	1,948,885	423,511	594,292	795,113	928,086	1,074,358
Victoria.....	2,254,488	2,492,698	2,657,713	2,797,823	2,954,618	1,202,785	1,292,404	1,308,425	1,306,657	1,343,834
Queensland.....	153,228	187,014	235,793	306,944	430,403	119,344	136,646	163,640	206,997	305,652
Australie du Sud.....	1,233,264	1,386,153	1,544,946	1,786,762	2,064,883	631,413	668,935	710,316	819,818	966,070
Australie de l'Ouest....	743,598	1,004,675	1,257,082	1,540,241	1,946,184	610,202	835,239	935,960	976,841	1,280,732
Tasmanie.....	—	5,687	9,187	14,610	18,636	—	5,657	8,521	13,561	16,592
Cwealth.....	5,173,911	6,138,852	7,067,574	8,063,072	9,363,309	2,987,255	3,531,073	3,921,975	4,251,930	4,987,538
ÉTATS	BÉNÉFICES ANNUELS					MONTANT TOTAL DES BÉNÉFICES				
	1908	1909	1910	1911	1912	1908	1909	1910	1911	1912
Nouvelle Galles du Sud	—	4,661	5,390	8,200	9,543	—	6,583	8,039	15,609	25,346
Victoria.....	6,751	7,037	5,926	3,022	3,069	68,949	75,987	81,913	84,936	88,006
Queensland.....	1,326	1,405	1,974	2,548	3,318	2,623	4,028	6,003	8,551	11,869
Australie du Sud.....	3,797	4,218	4,587	6,662	6,289	29,380	33,598	38,186	44,848	51,137
Australie de l'Ouest....	4,637	6,061	6,823	6,753	8,060	18,194	24,255	31,078	37,831	45,892
Tasmanie.....	—	—	98	48	81	—	—	98	50	31
Cwealth.....	16,511	23,382	24,798	27,233	30,360	119,146	144,451	165,317	191,822	222,284

Le développement des prêts agricoles faits par les États a pu être considéré comme constituant une concurrence pour les banques. Toutefois le montant total de ces prêts : moins de £ 5.000.000 en 1912, comparé au chiffre des avances des principales banques australiennes pour la même année : £ 28.000.000 pour la *Bank of New South Wales*, £ 17.000.000 pour la *Bank of Australasia*, £ 17.200.000 pour la *Union Bank of Australia*, montre que la concurrence n'est pas sérieuse. Comme, d'autre part, le maximum des prêts qui peuvent être accordés est peu élevé (£ 2.000 en Nouvelle Galles du Sud et à Victoria, £ 800 en Queensland, £ 5.000 en Australie du Sud, £ 7.500 en Australie de l'Ouest, £ 500 en Tasmanie), les colons restent obligés de s'adresser pour les affaires importantes, soit aux banques foncières (qui escomptent leur papier aux banques de commerce), soit directement aux banques commerciales.

Chambres de compensation.

Le système bancaire australien est complété par les chambres de compensation qui existent à Melbourne et à Sydney.

Les banques établissent leurs soldes hebdomadaires tous les lundis matins. Lorsque les comptes réciproques entre les différentes banques ont été arrêtés, les soldes pour ou contre, payables en or, doivent se régler le lendemain matin. Les succursales des différentes banques se règlent les unes les autres au même moment, en tirant des traites

sur leurs offices métropolitains, et ces traites, en conséquence, ne sont comprises que dans le règlement de la semaine suivante.

Ces règlements s'opèrent à Melbourne dans un *Clearing house*, analogue à celui de Londres, et qui fonctionne depuis 1868. Ce *Clearing house* a un dépôt permanent d'environ 1/2 million de *souverains*, représentés par des bons de parchemin de £ 1.000 et £ 500 chacun. Ces bons passent de banque en banque lors des règlements hebdomadaires, et ainsi on peut transférer la propriété de toute cette somme sans qu'il soit besoin de toucher aux espèces métalliques elles-mêmes.

La garde de ces fonds est confiée à 3 d'entre les banques : les *souverains* sont déposés en proportions égales dans trois coffres-forts spéciaux logés dans les chambres fortes de chacune de ces trois banques. Chaque coffre a trois serrures dont les clefs sont gardées séparément par chacun des trois directeurs de ces banques, agissant en qualité de *trustees* et qui signent les bons de parchemin. Tous les 6 ou 12 mois, d'autres directeurs de banque sont nommés en qualité d'*auditors* (vérificateurs), pour examiner les coffres-forts et s'assurer de l'intégralité de leur contenu. Le montant originairement déposé était de £ 320.000, chaque banque y ayant contribué pour une somme fixée d'un commun accord, et proportionnée à l'importance de ses affaires. Au fur et à mesure que les banques ont été admises plus nombreuses au *Clearing house*, et que les affaires ont augmenté, on a fait des additions au dépôt d'espèces.

Tous les *bons* sont numérotés, et l'inspecteur du *Clearing house* les vérifie lorsqu'ils changent de mains. Toute banque qui se trouve au-dessous de sa quote-part ou qui détient plus de bons qu'elle n'a d'espèces déposées, envoie un de ses représentants auprès des autres banques, avec qui un échange d'espèces s'effectue au moment qui convient aux parties, et n'entre point en ligne de compte dans les règlements hebdomadaires.

Voici le montant (1) des compensations qui ont été effectuées au *Clearing House* de Melbourne depuis 1897.

Ces chiffres représentent les deux termes d'une compensation.

Années	Billets de banque	Effets de commerce	Total	Paie- ments en espèces	Montant moyen des compensa- tions hebdoma- daires
1897	10.827.000	133.016.000	143.843.000	18.145.000	2.766.211
1898	10.292.000	132.383.000	142.675.000	18.605.000	2.743.750
1899	11.011.661	147.901.947	158.913.608	20.447.663	3.056.030
1900	10.577.293	149.371.785	159.949.078	19.953.585	3.075.944
1901	11.059.519	159.367.162	170.426.681	21.505.100	3.277.436
1902	10.967.723	159.057.401	170.025.124	21.869.162	3.269.714
1903	10.322.250	156.371.148	166.693.398	21.505.741	3.205.642
1904	9.813.956	164.352.306	174.166.262	21.606.342	3.349.351
1905	9.979.716	177.652.709	187.632.425	24.562.534	3.608.316
1906	11.007.506	209.034.550	220.042.056	27.839.446	4.231.578
1907	11.537.939	225.035.841	236.573.780	29.281.793	4.549.880
1908	11.211.842	210.141.833	221.353.675	26.226.196	4.256.801
1909	11.157.341	228.506.266	239.663.607	30.065.454	4.608.915
1910	11.760.548	249.622.886	261.383.434	30.507.742	5.026.604
1911	4.744.292	285.368.807	290.113.099	35.001.404	5.579.098

Le *Bank's Exchange Settlement Office* de Sydney n'a été

(1) D'après le *Victorian Year Book*, 1912.

établi qu'en 1894. Avant cette date, l'opposition irréducible de deux ou trois banques empêcha la constitution de cet organe nécessaire, particulièrement dans un pays où il n'y a pas une grande banque d'émission dans laquelle les compensations peuvent s'effectuer au moyen de virements. Il en résultait qu'à Sydney les agents de chaque banque devaient aller trois ou quatre fois par jour dans les différents établissements, et présentaient leurs ordres sur le comptoir, attendant des réponses qui n'étaient peut-être pas toujours gardées avec soin ni prudemment données en présence du public.

Pour les règlements hebdomadaires, on avait adopté un arrangement qui consistait à charger à tour de rôle une des banques de recevoir les fonds pour payer toutes les autres, et de distribuer à chacune ce qui lui était dû. Ainsi chaque banque recevait ou payait en une seule somme tout ce qu'on lui devait et tout ce qu'elle devait. Mais la banque chargée des règlements devenait responsable temporairement de plusieurs milliers de livres dans lesquelles elle n'était pas intéressée. L'or passait ainsi de mains en mains dans des sacs contenant chacun £ 1.000 et ces sacs étaient contrôlés d'une façon plus ou moins rigoureuse par des pesées, faites souvent sans même les ouvrir.

Les risques, les dépenses et les chances d'erreurs inhérents à ce mode de règlement ont été évités par l'établissement en 1894 du *Bank's Exchange Settlement Office*, qui fonctionne d'une manière analogue au *Clearing House* de

Melbourne. Un fonds de £ 700.000 (*pool*) en or a été constitué. Il est sous le contrôle de 3 *trustees*, et déposé dans trois banques. La contribution des banques admise à l'*Office* est proportionnée au volume de leurs opérations. Les compensations s'effectuent chaque jour dans les banques, par les agents des banques. Les résultats de ces opérations journalières sont notifiés au secrétaire du *Bank's Exchange Settlement* qui établit le crédit journalier de chaque banque à l'égard du « *pool* », et notifie aux intéressées le montant quotidien de ce crédit. Le solde de chaque banque ne peut rester au dessous de 25 o/o de sa contribution au « *pool* ». Dans le cas où son crédit se trouve réduit au dessous de cette limite, la banque est requise de combler la différence en or ; ce paiement cependant n'est pas fait au *pool*, mais à celles des autres banques qui pourraient avoir à leur crédit une somme plus importante que celle qui est fixée par l'arrangement (et qui représente leur contribution au « *pool* »).

De cette façon les £ 700.000 du « *pool* » restent intacts.

Voici le montant des compensations qui se sont effectuées au *Bank's Exchange Settlement* de Sydney, depuis sa fondation.

1895	108.509.860	1906	220.860.512
1900	144.080.314	1907	234.169.822
1901	167.676.707	1908	227.736.243
1902	178.637.708	1909	240.645.737
1903	180.961.406	1910	274.343.666
1904	177.797.335	1911	304.488.435
1905	189.826.381	1912	330.621.000

CONCLUSION

Les lois de 1910 et 1912 ont établi le régime bancaire australien sur des bases nouvelles. Ce nouveau système n'a pas encore fait ses preuves, et il est difficile actuellement de le juger, d'autant qu'on ne peut même pas savoir quel en sera le caractère. La *Commonwealth Bank* paraît être jusqu'à présent surtout une caisse d'épargne. Cherchera-t-elle à jouer le rôle d'une banque ? Dans ce dernier cas, ce serait chose nouvelle que de voir mêler les deux fonctions. Les fonds des épargnants seraient employés dans des opérations de banque et joueraient le rôle de dépôts à vue sur lesquels on aurait cependant à payer un intérêt presque aussi élevé que sur les dépôts fixes. Comment les employer de façon rémunératrice tout en conservant la faculté de pouvoir répondre aux demandes de remboursement ? Les opérations des caisses d'épargne le permettent, mais elles sont très différentes de celles des banques, et on ne peut sans danger confondre les unes et les autres.

Quant à l'émission fédérale, elle a jusqu'à présent été

conduite avec une certaine prudence, mais elle ne repose pas sur des principes sains. Les réserves métalliques, en particulier sont insuffisantes. En 1893, l'Australie a eu à se féliciter de n'avoir pas de circulation d'Etat. Les premiers ministres sauront-ils, maintenant, résister aux tentations qui sollicitent les gouvernements qui ont entre les mains un moyen aussi commode de se procurer des fonds, et, en cas de crise, l'Australie n'aura-t-elle pas à subir les inconvénients d'une monnaie de papier dépréciée ?

Puisqu'il y a maintenant une banque fédérale, il semble qu'il serait préférable de lui confier l'émission, plutôt que de la laisser entre les mains du trésorier. Ce serait un moyen d'empêcher le pouvoir politique de céder à la tentation dont nous venons de parler.

L'Australie était réputée comme pays d'expériences sociales. Elle a voulu y joindre des expériences financières. Mais celles-ci sont peut-être encore plus dangereuses que celles-là. Il faut espérer que le nouveau ministère libéral (1) saura écarter les autres erreurs financières dont les socialistes se faisaient les champions, et dont l'application n'aurait pas manqué d'apporter un trouble profond et peut-être de nouvelles crises dans le pays. Toutefois, les réformes actuelles subsistent, et un retour en arrière semble peu probable, en raison des difficultés causées par l'obstruction socialiste. Et c'est par une ironie du sort

(1) Aux élections du 13 mai 1913, l'opposition eut la majorité, et le ministère socialiste de Andrew Fisher fut remplacé par le ministère libéral de Joseph Cook.

que le nouveau ministère libéral est obligé de mettre en application des mesures dont il avait montré, en les combattant lorsqu'elles furent proposées, tous les inconvénients et les dangers.

Vu :

Le Président de la Thèse,
P. BEAUREGARD.

Vu :

Le Doyen,
F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

1° Ouvrages divers.

Anonyme. — Banking in Australasia, from a Official's Point of View, Londres, 1883.

David Collins. — Account of the English Colony in New South Wales, Londres, 2 vol. in-4°, 1798 à 1802, 1802 à 1804.

Edwin Brett. — The History and Development of Banking in Australasia. *Journal of the Institute of Bankers*. Part. I, vol. IV, janvier 1883, Londres.

Fournier de Flaix. — Les banques australiennes. *Economiste français*, 6 octobre 1883.

Nathaniel Cork. — The late Australian banking crisis. *Journal of the Institute of bankers*. Part. IV, vol. XV, avril 1894.

Pierre Leroy-Beaulieu. — Les nouvelles sociétés anglo-saxonnes. Paris, 1897.

Raffalovitch. — La crise en Australie. *Economiste français*, 13 mai 1893.

— La Monnaie et la circulation fiduciaire en Australie. *Economiste français*, 10 juin 1893.

Raphaël Georges Lévy. — Banques d'émission et Trésors publics. Paris, 1911.

Robert Chalmers. — A History of Currency in the British Colonies, Londres, 1893.

Turner. — The first decade of the Australian Commonwealth, Melbourne, 1911.

— A History of the Colony of Victoria, 1897-1900, Londres, 1901 (2 vol.).

2° Ouvrages statistiques.

(Nous ne citons que ceux que nous avons utilisés).

Coghlan. — The Seven Colonies of Australasia. Sydney. 1889, 1890, 1891, 1895, 1896, 1901, 1902.

— A statistical Account of Australasia, Sydney 1902, 1903.

(Et un grand nombre d'autres annuaires statistiques concernant soit la Nouvelle Galles du Sud, soit l'Australasie).

Colonial Office List. — Londres, 1895.

Knibbs. — *Official Year Book of the Commonwealth of Australia*, Melbourne, n° 5 (pour 1900 à 1901); 1912, n° 6 (pour 1901 à 1912), 1913.

Victorian Year Book. — Melbourne, 1912.

Year Book of Australia (The), Sydney (existe depuis 1881). — Années 1886, 1913.

Annuaire des différents Etats. — On trouvera une liste des publications statistiques officielles du Commonwealth et des différents Etats australiens dans l'*Official Year Book* (cité ci-dessus), pages 1 à 12.

3° Revues.

I. *Bancaires* : 1° *Australiennes* :

a) *Australasian Insurance and Banking Record.*

b) *The Review, an Australasian Journal of banking, insurance and finance.*

2° *Anglaises* : a) *Bankers' Magazine.*

b) *Journal of the Institute of Bankers.*

II. *Economiques* : 1° *Françaises* : l'*Economiste français*, l'*Economiste européen*, etc.

2° *Anglaises* : *The Economist*, *the Financial News*, *the Statist*, *the Times* (*financier*), etc.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	I
CHAPITRE PREMIER. — Etat économique et monétaire de l'Australie, au moment de l'apparition des banques.	5
1° ETAT MONÉTAIRE : a) <i>Nouvelle Galles du Sud.</i> — Premiers embarras monétaires : la <i>rum currency</i> , circulation de billets à ordre de particuliers, de <i>store receipts</i> ; réglementation de la circulation des monnaies étrangères, principalement du dollar espagnol. Le <i>dollar system</i> , ses inconvénients, sa disparition.	5
b) <i>Tasmanie.</i> — Situation monétaire analogue à celle de Nouvelle Galles du Sud	17
c) <i>Australie de l'Ouest.</i> — Circulation de billets à ordre du gouvernement et de particuliers.	18
2° SITUATION ÉCONOMIQUE. — Les crises de 1825-1830 et de 1842	20
CHAPITRE II. — Création des banques en Australie, leur régime	23
1° CRÉATION DES PREMIÈRES BANQUES	23
a) <i>Législation anglaise concernant les banques coloniales.</i> — Chartes royales et <i>Acts of Council.</i> — Règlements de 1840-1846.	24
b) <i>Lois bancaires des colonies australiennes.</i> — Nouvelle Galles du Sud, Victoria, Australie du Sud, Queensland, Tasmanie, Australie de l'Ouest.	35
2° LÉGISLATION FONCIÈRE ET PASTORALE.	39
a) <i>Système Torrens</i> , terres de la Couronne.	39
b) <i>Crédit pastoral</i>	42
CHAPITRE III. — La découverte de l'or	45
1° SITUATION DES BANQUES AU MOMENT DE LA DÉCOUVERTE DE L'OR	45
2° DÉCOUVERTE DE L'OR EN 1851	47

a) <i>Manque d'espèces monnayées.</i>	47
b) <i>Création de succursales de la Monnaie Royale</i>	49
c) <i>Monnaie en Australie du Sud.</i>	53
3° CONSÉQUENCES DE LA DÉCOUVERTE DE L'OR SUR L'ACTIVITÉ DES BANQUES. — Transactions sur les matières d'or, circula- tion des billets, crédit aux sociétés minières, affaires de change	57
CHAPITRE IV. — Le développement des banques avant la crise de 1893.	66
<i>Banques anglaises et banques coloniales.</i>	67
<i>Banques disparues</i>	69
<i>Développement des affaires de banque.</i>	71
<i>Comptes de banque des gouvernements (les banques asso- ciées à Melbourne).</i>	74
<i>Banques de commerce et banques foncières.</i>	76
<i>La concurrence. — (Les agreements)</i>	77
<i>Caractères de la politique bancaire australienne</i>	83
<i>Situation des banques à la veille de la crise de 1893 (crise en Australie du Sud)</i>	85
CHAPITRE V. — La crise de 1893	88
1° CAUSES DE LA CRISE	88
a) <i>Spéculations foncières</i>	89
b) <i>Retrait des dépôts anglais.</i>	96
2° DÉVELOPPEMENT DE LA CRISE	101
a) <i>Chute de la Commercial Bank of Australia</i>	101
b) <i>Conséquences de la chute de la Commercial Bank of Australia.</i>	111
c) <i>La crise à Melbourne.</i>	112
<i>à Sydney</i>	117
<i>en Queensland</i>	125
3° LES RECONSTITUTIONS.	128
4° REMARQUES. — L'enquête. — Modération de la circulation des billets. — <i>Les trusts accounts</i>	134
5° BILAN DE LA CRISE.	138
CHAPITRE VI. — Le relèvement des banques après la crise de 1893	145
1° CONSÉQUENCES DE LA CRISE (en Australie et à Londres) . .	145

TABLE DES MATIÈRES

253

2° DIFFICULTÉS DES BANQUES.	146
a) Caractères défectueux des reconstitutions	146
b) Arrêt de l'afflux des capitaux anglais	150
c) Situation économique (la sécheresse)	153
d) Situation politique (socialisme et protectionnisme)	154
e) Concurrence.	155
3° MAUVAISE SITUATION DES BANQUES RECONSTITUÉES. — Révisions et liquidations.	156
4° RAFFERMISSEMENT DES BANQUES. — Réduction des frais d'exploitation, réduction du passif. — Augmentation de la production de l'or (spécialement en Australie du Sud). — Libre-échange en Nouvelle Galles du Sud.	161
CHAPITRE VII. — Le Commonwealth. — <i>Retour de la prospérité pour les banques.</i>	
1° LA FÉDÉRATION. — Conséquences au point de vue bancaire	167
2° LE RETOUR DE LA PROSPÉRITÉ. — <i>Circonstances économiques favorables.</i>	169
a) Développement des affaires de banque	169
b) Augmentation des dépôts	170
c) Augmentation des avances	171
d) Proportion entre l'actif liquide et le passif exigible.	174
Augmentation des capitaux et réserves	175
3° SITUATION ACTUELLE	178
Grande augmentation des dépenses en Australie, excès des importations, arrêt de l'augmentation des dépôts et des avances.	178
CHAPITRE VIII. — Le socialisme d'Etat. Emission de billets d'Etat, et institution d'une Banque d'Etat fédérale.	
1° DÉVELOPPEMENT DU SOCIALISME EN AUSTRALIE. LES RÉFORMES FINANCIÈRES	190
a) Emission de billets d'Etat (<i>Australian Notes Act, Bank Note Tax Act</i>).	193
b) Institution d'une <i>Commonwealth Bank</i>	203
2° CONSTITUTION ET FONCTIONNEMENT DE LA COMMONWEALTH BANK.	207

3° LA CIRCULATION DES BILLETS FÉDÉRAUX	214
CHAPITRE IX. — Les opérations des banques australien-	
nes	217
CHANGE.	217
a) Règlement des achats de laine	219
b) Remises de fonds par télégraphe.	225
DÉPÔTS	226
CRÉDITS A DÉCOUVERT ET ESCOMPTE.	228
AVANCES PASTORALES	228
CRÉDIT AGRICOLE.	232
CHAMBRES DE COMPENSATION.	240
CONCLUSION	245
BIBLIOGRAPHIE.	249

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
